

**Emmanuel
Todd**

Qui est Charlie ?

SOCIOLOGIE D'UNE CRISE RELIGIEUSE

SEUIL

EMMANUEL TODD

QUI EST CHARLIE ?

Sociologie d'une crise religieuse

Cartes et graphiques de Philippe Laforgue

ÉDITIONS DU SEUIL

Du même auteur

AUX MÊMES ÉDITIONS

La Troisième Planète

Structures familiales et systèmes
idéologiques

« *Empreintes* », 1983

L'Enfance du monde

Structures familiales et
développement

« *Empreintes* », 1984

La Nouvelle France

« *L'Histoire immédiate* », 1988
et « *Points Politique* » n^o 136, 1990

L'Invention de l'Europe

« *L'Histoire immédiate* », 1990
et « *Points Essais* » n^o 321, 1996

Le Destin des immigrants

Assimilation et ségrégation dans les
démocraties occidentales

« *L'Histoire immédiate* », 1994
et « *Points Essais* » n^o 345, 1997

Le Rendez-vous des civilisations

(avec Youssef Courbage)

Seuil/La République des Idées, 2007

nouv. éd., 2011

Le Mystère français

(avec Hervé Le Bras)

Seuil/La République des Idées, 2013

CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS

La Chute finale

Essai sur la décomposition de la
sphère soviétique

Robert Laffont, 1976

nouv. éd., 2004

Le Fou et le Prolétaire
Robert Laffont, 1979

L'Invention de la France
Atlas anthropologique et politique
(avec Hervé Le Bras)
Pluriel/Hachette, 1981
nouv. éd., Gallimard, 2012

L'Illusion économique
Essai sur la stagnation des sociétés
développées
Gallimard, 1998
et « Folio Actuel », 1999

Après l'empire
Essai sur la décomposition du système
américain

Gallimard, 2002
et « Folio Actuel », 2004

Après la démocratie
Gallimard, 2008
et « Folio Actuel », 2010

L'Origine des systèmes familiaux
1. L'Eurasie
Gallimard, 2011

ISBN : 978-2-02-127916-0

© Éditions du Seuil, mai 2015

www.seuil.com

*Ce document numérique a été réalisé par
[Nord Compo](#).*

Pour mon père

TABLE DES MATIÈRES

Du même auteur

Copyright

Dédicace

Introduction

Chapitre I - Une crise religieuse

La crise terminale du catholicisme

*Effondrements religieux et poussées
xénophobes*

*France catholique et France laïque :
1750-1960*

Les deux France et l'égalité

Du Dieu unique à la monnaie unique

*François Hollande, la gauche
et le catholicisme zombie*

*2005 : l'occasion manquée de la lutte
des classes ?*

L'athéisme difficile

Chapitre II - Charlie

*Charlie : cadre, supérieur et catholique
zombie*

Le néo-républicanisme

*1992-2015 : de l'européisme au néo-
républicanisme*

*La réalité néo-républicaine : l'État
social des classes moyennes*

Charlie est inquiet

La laïcité contre la gauche

*Catholicisme, islamophobie,
antisémitisme*

Chapitre III - L'égalité malheureuse

*Les difficultés de la France laïque
et égalitaire*

Anthropologie du capitalisme en crise

L'Europe de l'inégalité

La France, les Allemands et les Arabes

L'Allemagne et la circoncision

*Le grand happening européiste
du 11 janvier 2015*

L'exception russe

Le mystère de Paris

La mémoire des lieux

Les quatre temps de la crise

Chapitre IV - Les Français d'extrême droite

*La lente marche du Front national vers
le centre de l'Hexagone*

Une perversion de l'universalisme

Antisémitisme républicain

Le Pen, Sarkozy et l'égalité

*Le PS et l'inégalité : le concept
de xénophobie objective*

Mélenchon et l'inégalité

Insignifiance des hommes et violence des idéologies

Chapitre V - Les Français musulmans

*La désintégration des cultures
maghrébines*

Mariages mixtes juifs et musulmans

Les idéologues et l'exogamie

*L'écrasement des jeunes et la fabrique
du djihad*

Fondamentalisme écossais

Sortir de la phobie du religieux

L'islam et l'égalité

L'inégalité des sexes

L'antisémitisme des banlieues

Conclusion

Le vrai passé républicain

Le présent néo-républicain

Futur 1 : La confrontation

*Futur 2 : Le retour à la République :
l'accommodement avec l'islam*

L'aggravation prévisible

L'arme secrète du renouveau républicain

*And all must love the human
form,
In heathen, Turk, or Jew ;
Where Mercy, Love, and Pity
dwell
There God is dwelling too¹.*

William Blake,
The Divine Image, 1789

1. « Aimons donc tous la forme humaine,

Dans le païen, le Turc, le juif.

Où logent Pardon, Amour, Pitié,

Dieu se trouve aussi. »

(Dernière strophe du poème, ma traduction.)

Introduction

Nous savons désormais, avec le recul du temps, que la France a vécu en janvier 2015 un accès d'hystérie. Le massacre de la rédaction du journal satirique *Charlie Hebdo*, de policiers et des clients d'un magasin juif ont provoqué une réaction collective sans précédent dans l'histoire de notre pays. En parler à chaud aurait été impossible.

Les médias communiaient dans la dénonciation du terrorisme, dans la célébration du caractère admirable du peuple français, dans la sacralisation de la liberté et de la République. *Charlie Hebdo* et ses caricatures de Mahomet étaient sanctuarisés. Le gouvernement annonçait une subvention pour aider à la renaissance de l'hebdomadaire. Les foules, convoquées par le gouvernement, défilaient à travers toute la France, crayons à papier en main pour symboliser la liberté de la presse, ovationnant les CRS et les tireurs d'élite postés sur les toits. Le logo « Je suis

Charlie », dessiné en lettres blanches sur fond noir, avait envahi les écrans, les rues, les cartes de restaurant. Les enfants revenaient du collège avec une lettre C écrite sur la main. On interviewait des gamins de sept ou huit ans à la sortie des écoles primaires pour leur faire commenter l'horreur des événements et l'importance de la liberté de caricaturer. Le gouvernement décrétait des sanctions. Tout refus par un lycéen d'observer la minute de silence décidée par le gouvernement était interprété comme une apologie implicite du terrorisme et un refus d'adhérer à la communauté

nationale. Vers la fin janvier, nous apprenions que certains adultes en étaient venus à adopter des comportements répressifs stupéfiants : des enfants de huit ou neuf ans auditionnés par la police. Un flash totalitaire.

Les chaînes de télévision et la presse nous répétaient en boucle que nous vivions un moment « historique » de communion : « Nous sommes un peuple, la France est unie dans l'adversité, refondée par et pour la liberté. » L'obsession de l'islam, bien sûr, était partout. Les journalistes politiques ne se

contentaient pas d'écouter les imams et les Français musulmans de base qui leur affirmaient, comme tout le monde, que la violence était inacceptable, que les terroristes étaient infâmes et qu'ils trahissaient leur religion. Les journalistes exigeaient d'eux, comme de nous tous, qu'ils prononcent la formule rituelle, « Je suis Charlie », désormais synonyme de « Je suis français ». Il leur fallait, pour être pleinement intégrés à la communauté nationale, admettre que le blasphème par des caricatures de Mahomet était une composante de l'identité française. On *devait*

blasphémer. Sur nos écrans de télévision, des journalistes, devenus pédagogues, nous expliquaient doctement la différence entre l'acte incitant à la haine raciale (mauvais) et le blasphème religieux (bon). J'ai souffert en écoutant Jamel Debbouze, personnage central de la culture française, soumis à cette injonction sur TF1. Il était venu affirmer sa qualité de musulman, sa fidélité aux jeunes des banlieues, son amour de la France, de sa femme non musulmane, de ses enfants issus d'une union mixte et qui sont la France de demain. Il tentait d'expliquer gentiment

et douloureusement à son inquisiteur que le blasphème, c'était difficile pour un musulman, que ce n'était pas dans sa tradition. Mais non, être français c'était, non pas avoir le *droit*, mais le *devoir* de blasphémer. Voltaire *dixit*. Je ne pouvais m'empêcher de penser à ce que j'avais lu sur l'Inquisition, sur ces interrogatoires des juifs convertis dont on voulait s'assurer qu'ils mangeaient bien du porc, comme tous les vrais chrétiens.

La relance, avec subvention de l'État, de *Charlie Hebdo* représente le point culminant de la réaction nationale au

drame. En couverture, nous avons pu à nouveau admirer Mahomet, le visage long comme un pénis, surmonté d'un turban recouvrant deux masses rondes évoquant des testicules. Cet élégant dessin était tracé sur fond vert – la couleur de l'islam –, mais un vert plat, terne, bien loin des verts extraordinairement beaux et subtils qui couronnent les édifices du culte musulman¹.

Il ne saurait échapper à un historien de la longue durée, familier des crises religieuses, iconophiles ou iconoclastes, que la sacralisation par l'État français

d'une image de Mahomet en forme de bite constitue un tournant historique. La France vit bien une crise religieuse, succédant à toutes les crises religieuses qui ont rythmé son histoire et celle de l'Europe depuis le crépuscule de l'Empire romain. Nous pouvons donc ici, pour une fois, suivre les médias dans leur qualification d'« historique » de la manifestation du 11 janvier, une qualification intense, répétitive, obsessionnelle, incantatoire, pour tout dire religieuse.

J'avais alors refusé tous les entretiens et débats sur la crise.

Je n'avais pourtant pas hésité à m'exprimer en 2005, lors de la grande révolte des banlieues, pour affirmer l'absolue francité des jeunes qui incendiaient partout des voitures. Leur acte, formellement délinquant, n'exprimait selon moi qu'une exigence d'égalité, l'une des deux valeurs françaises fondamentales. J'avais aussi souligné la retenue admirable de la police, qui n'avait pas plus tiré sur les gosses des banlieues que sur les jeunes bourgeois de mai 1968. En 2005, la France était tolérante, libre, en dépit de réactions naturellement et justement

hostiles aux désordres. Parler servait à quelque chose. Ni le gouvernement, ni les journalistes, ni la société dans sa masse n'avaient cédé à la panique. Aucune propension à l'hystérie ne fut décelable. Nous fûmes, en 2005, un peuple admirable. Les émotions restèrent privées. La peur des personnes âgées fut silencieuse et aboutit, sans menace immédiate pour la liberté d'expression, à l'élection de Nicolas Sarkozy comme Président en 2007. L'âge moyen de son électorat était plus élevé que celui de tous les présidents de droite qui l'avaient précédé.

Mais en janvier 2015, une analyse critique aurait été inaudible. Comment dire que la mobilisation de masse, loin d'être « admirable », révélait un manque de sang-froid et, pour tout dire, de dignité dans l'épreuve ? Que la condamnation de l'acte terroriste n'impliquait aucunement que l'on divinisât *Charlie Hebdo*. Que le droit au blasphème *sur sa propre religion* ne devait pas être confondu avec le droit au blasphème *sur la religion d'autrui*, particulièrement dans le contexte socio-économique difficile qui est celui de la société française actuelle : blasphémer

de manière répétitive, systématique, sur Mahomet, personnage central de la religion d'un groupe faible et discriminé, devrait être, quoi qu'en disent les tribunaux, qualifié d'incitation à la haine religieuse, ethnique ou raciale.

Comment affronter l'ignorance vertueuse en marche, oser dire que les manifestants, avec leurs crayons à papier symboles de liberté, insultaient l'histoire puisque, dans la séquence antisémite et nazie, les caricatures de juifs à la peau sombre et au nez crochu avaient précédé la violence physique ?

Comment expliquer calmement, en prenant le temps de la démonstration, que l'urgence, pour la société française, n'était pas en 2015 une réflexion sur l'islam mais une analyse de son blocage global ? Comment faire comprendre que les frères Kouachi et Amedy Coulibaly étaient bien des Français, des produits de la société française, et que le recours aux symboles de l'islam ne fait pas nécessairement de celui qui les utilise un véritable musulman ? Qu'ils n'étaient que le reflet inversé, pathologique en quelque sorte, de la médiocrité morale de nos chefs élus, plus soucieux

d'optimiser le niveau de leur retraite que de tirer les jeunes de la surexploitation par les bas salaires ou de la marginalisation par le chômage ?

Comment suggérer à chaud que François Hollande, en décidant une manifestation de masse, avait pris le risque de glorifier les frères Kouachi, de conférer un sens idéologique à un acte qui aurait dû être dévalorisé par une interprétation de type psychiatrique ? La folie, perte de contact avec la réalité, ne peut en effet se passer des symboliques sociales ordinaires : le schizophrène se prend pour Napoléon ou Jésus, le

paranoïaque se pense pénétré par le soleil ou traqué par l'État. Une voie du mépris, de l'atténuation du sens, aurait été possible. Cette option n'excluait pas, bien entendu, une sociologie de la psychose islamiste en France. Mais elle a été rejetée. À l'inverse, nous avons eu droit à une sacralisation négative du mal par l'autorité, conduisant à une aggravation des tensions religieuses à l'intérieur de notre société comme dans notre rapport au monde. Ç'avait été le choix de Bush en 2001, mais sur la base de faits beaucoup plus lourds. Les 17 morts du 7 janvier furent-ils vraiment

l'équivalent des 2 977 morts du World Trade Center ? Plus encore que l'Amérique, si souvent moquée pour ses excès émotionnels, la France a surréagi. Où était donc passé l'esprit français, rationnel et ironique, le 11 janvier 2015 ?

Comment faire admettre que la France, dans sa masse, dans ses classes moyennes, et non sur ses franges, vit une crise non pas simplement économique mais aussi de type religieux, ou quasi religieux, parce qu'elle ne sait plus où elle va ? Le problème de la société française ne se réduit pas à une banlieue

travaillée par la montée du terrorisme islamique, il est beaucoup plus vaste. La focalisation sur l'islam révèle en réalité un besoin pathologique des couches moyennes et supérieures de détester quelque chose ou quelqu'un, et non pas simplement la peur d'une menace montant des bas-fonds de la société, même si le nombre des départs de jeunes djihadistes vers la Syrie ou l'Irak mérite aussi une analyse sociologique. La xénophobie, hier réservée aux milieux populaires, migre vers le haut de la structure sociale. Les classes moyennes

et supérieures cherchent leur bouc émissaire.

Et puis il y eut cette troublante sous-estimation, dans les commentaires, de la dimension antisémite de l'événement, qui pourtant succédait aux tueries de Bruxelles en mai 2014 et de Toulouse en mars 2012. La vraie question pour la France, ce n'est pas le droit à la caricature, c'est la montée de l'antisémitisme dans les banlieues. Le racisme diffuse simultanément vers le haut et vers le bas de la structure sociale.

Trop de choses complexes, paradoxales, contre-intuitives, devaient être expliquées. Impossible de s'y livrer durant ce moment d'autocélébration nationale et républicaine. L'État, pendant ce temps, aspergeait la France de cars de police et de militaires en armes, méticuleusement dispersés en des lieux où le risque était pourtant nul. Car le nouveau terrorisme ne frappe en effet pas à l'aveugle, il choisit ses cibles : islamophobes blasphémateurs, policiers, juifs pratiquants. Trois hommes bien postés auraient sans doute empêché la tuerie de *Charlie Hebdo*, cible depuis

longtemps désignée du terrorisme islamique. Le ministre de l'Intérieur, qui avait failli dans sa tâche, se pavana néanmoins sans être critiqué. Bref, dans le comportement de l'État, tout était un peu ridicule en janvier 2015, mais une évocation de ce ridicule aurait été interprétée dans l'ambiance unanimiste du moment comme une apologie du terrorisme.

Je me souviens avoir accueilli la nouvelle d'une grève des camionneurs comme le premier signal d'un retour au réel, preuve de la survie de la France que le monde envie, individualiste,

égalitaire, cette France qui n'obéit pas aux injonctions venues d'en haut.

Je ne regrette pas d'avoir attendu. Ce qu'un chercheur peut apporter d'utile au débat public n'est pas une morale plus pure ou une idéologie de meilleure qualité, mais une interprétation objective de faits qui ont échappé aux acteurs eux-mêmes, emportés par l'émotion, mus par des préférences souvent obscures ou carrément inconscientes. Or le « Je suis Charlie » de ces semaines-là, qu'il témoigne d'une volonté de masse ou émane d'une pure logique médiatique, fut, au cœur de notre société

postindustrielle, une manifestation emblématique de fausse conscience.

La manifestation du 11 janvier fut interprétée comme la réémergence d'une France unie et volontaire. La République réaffirmait ses valeurs, avec ce qu'il fallait d'images de Marianne. Force, grandeur, renaissance : impossible de ne pas sentir une aspiration au collectif, une remontée du sentiment national, se définissant ici officiellement contre l'intolérance religieuse. La foule du 11 janvier était loin d'être antipathique bien sûr. Marchant pour le respect des libertés, parsemée de drapeaux de toutes

les nations, affirmant haut et fort la différence entre l'islamisme radical, rejeté, et l'islam ordinaire, accepté comme le catholicisme s'il respectait le principe français de laïcité. La manifestation toutefois ne parlait pas de l'égalité. L'exclusion du Front national tamponnait l'événement du label GNX, « garanti non xénophobe ». La manifestation était paisible, bon enfant. Il fut d'ailleurs difficile d'obtenir des participants des justifications précises à leur présence dans la foule. Dominait le besoin d'« être ensemble » après

l'horreur, d'affirmer quelques
« valeurs » de base.

Ce serait donc une erreur que de supposer aux foules du 11 janvier une homogénéité essentielle, corollaire de celle des médias unanimes. Des laïcistes durs, bouffeurs de curés, de rabbins et d'imams, côtoyèrent ceux, beaucoup plus nombreux, qui justifiaient leur présence par leur attachement général à la liberté d'expression et défendaient un idéal de tolérance. De nombreuses discussions m'ont convaincu que, le lendemain ou dans les jours qui ont suivi la « marche républicaine », des dizaines

de milliers de participants sans aucun doute, des centaines de milliers peut-être, se sont demandé ce qu'ils avaient réellement fait, ou cautionné, en marchant ce jour-là. Beaucoup ont vécu le « Je suis Charlie » comme un épisode d'aliénation par la pensée d'autrui, de dépersonnalisation temporaire, débouchant sur une gueule de bois idéologique précédant de peu une remise de l'événement sur l'étagère « *very bad trip* » de la mémoire.

Mais nous ne sommes ici qu'au niveau conscient, explicite. Il faut aller plus loin et s'interroger sur les déterminants

sociologiques de ces foules en état de communion spirituelle.

Une partie de la France n'était pas là, le 11 janvier, et celle qui l'était, soucieuse de se faire passer pour sa totalité, n'était ni si sûre de ses valeurs, ni si généreuse. Le monde populaire n'était pas Charlie, les jeunes des banlieues, qu'ils fussent musulmans ou non, n'étaient pas Charlie, les ouvriers des provinces n'étaient pas Charlie. La France des classes moyennes supérieures, en revanche, fut en quelque sorte surmobilisée et se révéla capable

ce jour-là d'entraîner, une fois encore, les couches intermédiaires de la société française par l'expression de son émotion. Pourtant, aujourd'hui, les classes moyennes françaises, bien loin de porter les « valeurs positives de la nation », sont fondamentalement égoïstes, autistes et d'humeur répressive. Elles ont même abandonné le principe d'égalité. Et elles sont souvent, nous le verrons, plus proches du vieux fond catholique français que de la tradition laïque. Bref, elles sont peut-être la France d'aujourd'hui, mais

certainement pas celle de la tradition révolutionnaire.

Le concept marxiste de fausse conscience et la notion freudienne d'inconscient viennent ici à l'esprit. Nous devons surtout revenir à la définition par Émile Durkheim de la sociologie : celle-ci commence d'être une science, dit-il, lorsqu'elle admet que les hommes, parfois, sont mus par des forces sociales qui les dépassent. L'interprétation consciente qu'ils donnent de leurs actes n'est pas toujours exacte. C'est ainsi que l'ouvrage fondateur de la sociologie moderne, *Le*

Suicide, s'ouvre sur le rejet des explications laissées derrière eux par certains suicidés, ou des motifs donnés par les agents qui ont enregistré les décès. C'est au contraire dans la distribution statistique objective des actes de suicide – dans le temps, dans l'espace, selon la situation familiale, selon la religion – que Durkheim cherche le sens, ou plutôt les sens, du phénomène. C'est exactement ce que nous devons faire pour comprendre le phénomène « Je suis Charlie ». Dans cette perspective, nous laisserons tranquilles les manifestants qui, souvent,

ne surent pas vraiment expliquer ce qu'ils faisaient là, nous oublierons les journalistes politiques qui se chargèrent de dire « le sens des choses », emportés par l'ivresse mimétique d'un espace médiatique saturé.

N'allons tout de même pas trop loin dans l'absolution par l'inconscience. Nous avons aussi eu affaire à de la lâcheté et au cynisme. Les politiques ont consciemment instrumentalisé l'événement pour tenter d'échapper à leur impopularité ; bien des journalistes ont renoncé, en toute connaissance de cause, à leur devoir critique. Quant à la

foule, certes diverse dans sa composition, incertaine et sympathique, nous ne pouvons l'absoudre *a priori* pour cause de non-conscience. Si nul n'est censé ignorer la loi, nul n'est censé ignorer pourquoi il manifeste. La France se ment à elle-même. Souvent, elle se pense grande quand elle est petite, mais parfois aussi, elle se dit grande quand elle sait qu'elle est petite. Ce livre est aussi un essai sur le mensonge. Charlie, un imposteur ?

Qui étaient socialement les manifestants ? D'où venaient-ils ?

Répondre à ces deux questions simples nous permettra d'identifier la France mobilisée le 11 janvier et de reconnaître en elle un vieil ennemi, en cours de radicalisation, fondamentaliste à sa manière.

Le moment est donc venu de prendre ce mois de janvier 2015 au sérieux, mais en plaçant la réaction émotionnelle de la société française, et non le massacre du mercredi 7, au cœur de la recherche. La manifestation centrale du dimanche 11 a donné lieu à des comptages hâtifs, probablement exagérés, pas toujours compatibles entre eux, mais susceptibles

de traitement statistique. 3 à 4 millions de manifestants, cela représente 4,5 à 6 % de la population. La présence d'enfants dans les défilés interdit que l'on rapporte ces chiffres globaux au nombre des seuls adultes. Mais on peut légitimement les rapporter aux urbains des 85 plus grandes agglomérations, et cela donne un taux de mobilisation exceptionnel compris entre 7 et 10 %. La manifestation (prise en son sens collectif, Paris et province mêlées) s'est pour ainsi dire spontanément constituée en objet sociologique. Sa cartographie nous enseigne donc ce qu'elle fut.

Ayant réalisé à trois reprises des analyses cartographiques de la société française – en 1981, 1988 et 2011 –, j’ai immédiatement senti, en regardant la carte publiée par *Libération* le 12 janvier, que la distribution de l’émotion n’était pas uniforme sur le territoire français et qu’un traitement statistique approprié pourrait nous dire quelles forces sociales et religieuses, ou crypto-religieuses, avaient jeté tant de gens dans les rues. N’est-il pas plus que stupéfiant que des estimations publiées à la va-vite le lendemain même de la manifestation puissent produire des

corrélations qui sont, du point de vue de la théorie statistique, si hautement significatives ? Quoi qu'il en soit, l'unanimité tant vantée par les médias est une fiction. Ne soyons pas déçus, n'en tirons pas la conclusion que tout ne fut qu'illusion et qu'il ne reste rien. Au contraire. Comprendre comment une partie de la société fut capable d'imposer une image fausse de la réalité à l'ensemble de la population, c'est mettre à nu la réalité de notre système social. C'est ainsi que la manifestation du 11 janvier, moment d'hystérie collective, nous offre une fantastique clé

de compréhension des mécanismes du pouvoir idéologique et politique dans la société française actuelle.

Quelques surprises de taille nous attendent. Nous allons ainsi constater que le débat actuel sur la laïcité ne s'inscrit pas dans la continuité des valeurs laïques, que les forces qui se réclament aujourd'hui de la République ne sont pas d'essence républicaine, bref, que Marianne n'est plus la femme aimable que nous avons connue. Nous allons saisir en son cœur le grand détraquage du système politique français, comprendre pourquoi le Parti

socialiste est désormais ancré à droite et pourquoi la droite flotte dans l'espace français sans trop savoir ce qu'elle est. Nous allons chercher à identifier les forces puissantes, efficaces et parfaitement méprisables qui maintiennent la France dans le carcan de choix politiques et économiques qui détruisent une partie de sa population. Nous allons devoir admettre que la France n'est plus la France, mais nous demander aussi si elle a quelque chance de redevenir elle-même, avec, pourquoi pas, un jour lointain, l'aide de l'islam et des électeurs du Front national.

Mais avant de nous préoccuper des remèdes éventuels, nous devons procéder au diagnostic du mal qui est à l'origine de la poussée de fièvre. Nous devons savoir quel genre de société a bien pu faire descendre dans la rue 3 à 4 millions de personnes affirmant leur solidarité avec un journal identifié à une caricature de Mahomet, spécialisé dans la stigmatisation d'une religion minoritaire, l'islam, et sa désignation comme problème numéro 1 de la France.

Le ton de cet essai, écrit sous le coup de l'exaspération, n'est pas académique. Il s'est pourtant agi pour moi de

procéder à une sociologie à chaud de l'événement, de m'en tenir à la rigueur scientifique autant qu'il est possible lorsqu'il faut travailler vite, lorsque l'on doit mobiliser et utiliser en quelques semaines quarante années de recherche et de connaissances péniblement acquises. Mais, grâce aux très originales études menées par l'IFOP sur les populations d'origine catholique et musulmane, communiquées par Jérôme Fourquet, l'étude est à jour et précise. Grâce au traitement statistique des manifestations réalisé par Philippe

Laforgue, elle est rigoureuse dans sa méthode.

Dans la mesure où ce livre s'intéresse, simultanément, aux fondements religieux et aux structures économiques de la société, sans trop chercher à établir une hiérarchie entre les uns et les autres, il est de stricte obédience wébérienne. Certes, la prise en compte des valeurs familiales ancre l'ensemble dans quelque chose de plus profond que les variables de Max Weber. Mais, ainsi qu'on le verra, je n'ai pas considéré la famille comme une instance plus importante que la religion

dans l'évaluation du degré d'« égalitarisme » caractérisant les sociétés régionales qui constituent l'ensemble français.

Cet essai s'inscrit dans les pas de Max Weber en un sens plus profond encore, plus moral. Comme celui-ci l'explique dans « La science comme vocation », la sociologie ne doit pas prétendre discerner le bien du mal mais aider les hommes à comprendre le sens profond de leurs choix et de leurs actes, les contraindre à admettre ce que sont les valeurs latentes qui les conduisent à faire tel ou tel choix idéologique ou

politique. C'est ainsi que, par l'analyse et le raisonnement, je serai conduit, au terme de la démonstration, à avancer quelques propositions surprenantes et plutôt désagréables sur les comportements des masses éduquées, des gens âgés, des Français de tradition catholique, des socialistes et de leurs dirigeants. Il ne se sera pourtant agi pour moi que de demeurer fidèle à l'esprit de Weber : « Les savants peuvent – et doivent – encore vous dire que tel ou tel parti que vous adoptez dérive logiquement, et en toute conviction, quant à sa signification, de telle ou telle

vision dernière et fondamentale du monde [...]. La science vous indiquera qu'en adoptant telle position, vous servirez tel dieu et en offenserez tel autre²... »

-
1. « Blasphème et sexe en une : l'esprit *Charlie Hebdo* est toujours là ! », par Claire Courbet, mis en ligne le 14 janvier 2015. Les sémiologues et spécialistes des médias, Dominique Wolton et Jean-Didier Urbain, analysent pour *Le Figaro* la couverture de *Charlie Hebdo*.
 2. « La science comme vocation » (*Wissenschaft als Beruf*). Je traduis le titre de cette conférence de 1919 plus

littéralement que ne le fait l'édition française (Paris, UGE, 10/18, 1963, p. 113 pour la citation).

CHAPITRE I

Une crise religieuse

Par son volume et ses exigences métaphysiques, la manifestation du 11 janvier nous a clairement indiqué que la France vivait une crise religieuse. On aurait pu croire, devant l'inquiétude des manifestants, des commentateurs et du gouvernement que 15 à 25 % de musulmans s'apprêtaient à soumettre à

leur foi le pays de Jeanne d'Arc, de Voltaire et de Charles de Gaulle.

C'était d'ailleurs le thème du dernier roman de Michel Houellebecq, dont le succès avant même la parution avait précédé les horreurs perpétrées par les frères Kouachi et Amedy Coulibaly. Le dernier tube islamophobe d'Éric Zemmour aussi se jouait partout avant le drame. *Le Suicide français* reprenait la rengaine de l'échec de l'intégration, des pièges du multiculturalisme et de l'extinction de notre belle culture. Le 30 octobre 2014, bien avant les événements du 9 janvier, Zemmour

expliquait au *Corriere della Sera* que la France devrait envisager de renvoyer chez eux les musulmans, suscitant avec un temps de retard une fascinante polémique sur la condensation sémantique en « déportation » de son projet par le journaliste italien. Le terme était-il ou non adapté pour décrire l'expulsion par bateau d'une partie de la population française ?

L'islamophobie a son rythme propre. Dans la mesure où elle rejette symboliquement les musulmans hors de la communauté nationale, elle est cause autant qu'effet du terrorisme. Elle est

l'un des deux pôles d'une dialectique infernale dans laquelle la crise objective des banlieues et l'hystérie de l'idéologie se nourrissent l'une l'autre.

Ici comme ailleurs, cependant, nous devons situer sociologiquement et statistiquement le phénomène : l'adhésion à l'islamophobie d'inspiration houellebecquo-zemmourienne est limitée, par nature, à ceux qui ont les moyens d'acheter des livres et le temps de les lire, des gens d'un certain âge, donc, appartenant aux classes moyennes. Ni les milieux populaires qui votent pour le Front

national, ni les jeunes diplômés dont les revenus baissent n'ont les moyens ou le temps de lire Zemmour ou Houellebecq dans le texte.

Plutôt que de foncer sur le chiffon rouge, ou plutôt vert, de l'islam, attardons-nous sur le désarroi spirituel qui frappe les 94 % de la population dont l'origine est chrétienne. Nous reviendrons plus tard sur l'état psychologique et social des 4,5 % ou 5 % de musulmans qui contribuent à l'existence de la nation.

Ces chiffres disproportionnés – 94 % d'origine chrétienne, 4,5 % à 5 %

d'origine musulmane – ne doivent pas faire illusion. Pour chaque confession, l'évaluation mêle les croyants et les pratiquants à ceux pour lesquels la religion est un souvenir plutôt qu'un présent. La vérité religieuse de la France de 2015, c'est une incroyance comme il n'en a jamais existé dans l'histoire. Parmi les Français totalement laïcisés se trouve la majorité des enfants issus de mariages mixtes, unions de parents issus de religions différentes, des unions parfois répétées sur plusieurs générations. Leur ascendance mêle fraternellement chrétiens, musulmans et

juifs, sans oublier la possibilité du bouddhisme, du confucianisme ou de l'hindouisme de nos compatriotes d'origine asiatique.

C'est bien sûr dans la masse centrale de la société française et non sur ses franges que nous devons chercher la dynamique religieuse du pays. Ce choix méthodologique nous invite à nous souvenir qu'il y a peu de temps, des foules défilaient dans la rue contre le « Mariage pour tous ». Le 13 janvier 2013, deux ans avant l'irruption de Charlie sur la scène nationale, la plus réussie des « Manifs pour tous » avait

regroupé à Paris entre 340 000 et 800 000 personnes – selon qu'on suive les chiffres de la police ou ceux des manifestants. Une minorité importante, souvent catholique, refusait le mariage de couples homosexuels. Une certaine fébrilité religieuse ou quasi religieuse agitait alors la masse centrale de la société française, sur un mode en quelque sorte négatif puisque la réalité de ce qui se passait, le mariage pour tous, marquait un pas en avant supplémentaire dans la rupture de la nation avec la vision chrétienne traditionnelle de la famille.

Comment cette crise religieuse s'est-elle manifestée le 11 janvier ?

La crise terminale du catholicisme

En France, religion et mœurs évoluent de conserve. La pratique religieuse a fini de s'effondrer, pour l'essentiel, entre 1960 et 1990. De trois enfants par femme en 1950, la fécondité a chuté à deux depuis, mouvement qui inclut la disparition des familles nombreuses catholiques. Il y avait en 1960 5,5 % d'enfants nés hors mariage, il y en a

55 % aujourd'hui. La France, où l'Église pesait encore lourd il y a quelques décennies, est désormais dans ses croyances et ses mœurs un pays de sceptiques.

Trente ou quarante ans, c'est peu dans l'histoire des mentalités. La pyramide des âges garde aujourd'hui la trace d'une population âgée encore un peu liée à la religion, surplombant des générations jeunes complètement détachées. Une enquête récente de l'IFOP donne un taux de 12,7 % de sondés se définissant comme catholiques « pratiquants ». Il est vraisemblable que

l'application des critères stricts de la sociologie religieuse, qui compterait les assistants effectifs à la messe dominicale, conduirait à une division par deux de cette proportion. Reste que, si le taux obtenu par autodéfinition des interviewés est de seulement 6,6 % pour les 25-34 ans, il est encore de 21,6 % pour les 65-74 ans et de 32,7 % pour les 75 ans et plus¹. Les gens aujourd'hui âgés de 75 à 85 ans avaient 20 à 30 ans en 1960. Pour ce groupe d'âge des 20-30 ans, la pratique religieuse a donc été divisée par 5². Le tiers des « plus de 75 ans » qui se déclare aujourd'hui

pratiquant ne témoigne pas d'une France uniformément catholique vers 1960 mais déjà, pour les deux tiers, déchristianisée.

Une plongée de 33 à 6 % de la pratique n'est cependant pas négligeable, surtout si elle s'accompagne aussi de perturbations d'ordre métaphysique dans les deux tiers de la population qui avaient, en 1960, depuis longtemps échappé à l'emprise du catholicisme. Le basculement de la France dans l'incroyance généralisée et la liberté des mœurs pose des problèmes d'équilibre psychologique et

politique à la population en cours de transformation.

Effondrements religieux et poussées xénophobes

Une approche comparative des effondrements religieux dans l'histoire nous oblige à poser cette question d'un déséquilibre psychique de transition. Une mutation ou une chute des croyances est en effet le plus souvent suivie d'un événement révolutionnaire. La disparition de son encadrement

métaphysique produit dans une population, presque mécaniquement, l'émergence d'une idéologie de substitution, variable quant à ses valeurs mais le plus souvent physiquement violente.

En France, vers 1730-1740, le recrutement en prêtres s'était tari dans le Bassin parisien et sur la façade méditerranéenne, mais continuait à un niveau normal dans le reste du royaume. La Révolution suivra la crise du catholicisme d'un demi-siècle. L'Église avait garanti à ses fidèles l'égalité et la liberté dans leur quête de la vie

éternelle, grâce au baptême pour tous et au salut par les œuvres. En 1789, cet objectif lointain est converti en l'exigence d'une liberté et d'une égalité immédiates dans la cité terrestre.

Notons que le *Dictionnaire philosophique* dans lequel Voltaire a exposé une pensée antireligieuse complète, pugnace et drôle, fut publié en 1764, soit vingt ans *après* l'effondrement de l'Église dans les deux tiers du royaume.

En Allemagne, entre 1880 et 1930, la chute de la pratique religieuse dans les deux tiers protestants du pays a conduit à

l'ascension, dans un premier temps de la social-démocratie et de l'antisémitisme, dans un deuxième du nazisme. Les envolées de Nietzsche sur la mort de Dieu et la sociologie religieuse de Weber furent d'autres produits de cette crise métaphysique. Les valeurs idéologiques qui s'exprimèrent dans l'Allemagne nazie furent l'opposé, terme à terme, de celles de la France révolutionnaire, comme le protestantisme avait été l'opposé métaphysique du catholicisme du Bassin parisien vers 1700. La prédestination luthérienne affirmait les hommes inégaux

devant la possibilité du salut, choisis ou exclus avant même leur naissance par un décret sans appel de l'Éternel. Cette théologie autoritaire et inégalitaire fut remplacée, en 1933, par l'exigence d'une servitude et d'une inégalité immédiates sur terre. La race choisit ses hommes. Le statut d'être humain fut réservé aux Aryens, les juifs condamnés à l'enfer des camps de la mort, transposition laïque de la damnation éternelle de Luther.

Nous devons prendre la religion au sérieux, particulièrement lorsqu'elle disparaît. Dire cela ne revient pas à

négliger les structures et les conjonctures économiques : la Révolution française fut bien déclenchée par une hausse du prix du blé, la révolution nazie par une dépression économique de grande ampleur. Mais il nous faut aussi admettre que ni la famine ni le chômage n'auraient seuls produit des phénomènes révolutionnaires aussi massifs et intenses, et victorieux. Par leur violence fondatrice, Révolution française et nazisme ont atteint en leur temps – et conservent dans nos mémoires – ce que l'on pourrait appeler un « statut métaphysique ». Issus chacun

d'une crise religieuse, ces évènements furent en un sens religieux aussi.

Les idéologies terrestres sont différentes par le contenu parce que des valeurs familiales profondes, des systèmes anthropologiques latents, continuent de guider les choix des sociétés lorsqu'elles échappent à l'emprise du religieux *stricto sensu*. Au cœur du Bassin parisien, une structure familiale libérale et égalitaire régulaît les conduites sociales ; en Allemagne, une structure familiale autoritaire et inégalitaire les orientait en un sens opposé.

Nous vivons des problèmes économiques de moindre brutalité mais de plus longue durée que la grande crise de 1929. Cependant, autant que d'évolutions économiques très évidentes, l'avenir politique de notre société dépend d'une transformation religieuse ou quasi religieuse souterraine.

La crise terminale du catholicisme a touché l'ensemble du monde occidental à partir des années 1960. Là où cette religion encadrait des populations linguistiquement minoritaires ou s'estimant culturellement dominées – au

Québec, au Pays basque, en Irlande et en Flandre –, sa disparition a conduit, dès les années 1970, à une forte poussée nationaliste. La transition vers la laïcité a engendré une poussée terroriste au Canada, en Espagne et en Irlande, et des accès phobiques moins violents – mais peut-être plus durables – en Belgique. Les Flamands restent remarquables par leur détestation de la francophonie, alors même qu'ils sont devenus dans leur pays le groupe dominant. Tous ces événements eurent lieu dans une période de prospérité et de développement de la société de consommation.

Il est important de comprendre la logique qui peut conduire du catholicisme à la xénophobie. L'Église catholique, attachée au principe de hiérarchie, est cependant, par tradition, universelle – c'est le sens de son nom. Jusque vers 1960, elle agissait sur un certain nombre de cultures régionales peu douées pour l'universel comme un modérateur, ou, mieux, un agent de contrôle de l'ethnocentrisme. Les cultures québécoise, basque, irlandaise et flamande étaient dépourvues, comme celle de l'Allemagne, du principe de l'égalité familiale. Le catholicisme

intégrait donc l'ethnocentrisme de leur fond anthropologique à un système, certes autoritaire et vertical, mais à vocation universelle. Il est logique que la disparition de ce régulateur ait libéré le tempérament inégalitaire ou non égalitaire ancré dans des structures familiales plus profondes encore que la religion.

La chute du catholicisme a produit, à partir de la seconde moitié des années 1980, des effets analogues en Italie, où la Ligue du Nord a tourné sa xénophobie, en interne, contre les gens du Sud, le *Mezzogiorno*. Son épïcéntr

régional, au nord-est du Pô, correspond bien aux régions d'Italie où la pratique religieuse était la plus forte jusque vers 1960, et où le fond anthropologique ne prédisposait pas à l'universel.

L'oppression communiste avait maintenu vivant un catholicisme de défense en Pologne et en Ukraine occidentale. Dans ce dernier cas, il s'agissait plus exactement de la religion uniate, c'est-à-dire orthodoxe à l'origine mais ralliée au catholicisme dans le courant du XVII^e siècle. Ainsi que nous l'indique la chute brutale des indicateurs de fécondité à partir de 1990, ce

catholicisme d'autoprotection n'a pas survécu à la chute du communisme. Sa disparition a laissé un vide, classiquement générateur d'anxiété et d'une poussée xénophobe, indépendante du contexte matériel puisque l'adaptation économique a été réussie en Pologne mais totalement ratée en Ukraine. Dans le contexte de l'Europe de l'Est postcommuniste, le mécanisme de substitution ne pouvait mener qu'à une poussée de russophobie, tout comme les phénomènes analogues avaient auparavant entraîné en Europe occidentale, selon le lieu, anglophobie,

hispanophobie, francophobie ou italophobie.

Il n'est pas impossible qu'un mécanisme du même type ait joué un rôle dans l'entrée en sécession de la Croatie, nation définie par son catholicisme. J'hésite toutefois à la mettre dans la même catégorie que la Pologne ou l'Ukraine occidentale parce que la guerre civile qui a détruit la Yougoslavie, certes définie par les identités religieuses catholiques, orthodoxes et musulmanes, fut déclenchée par l'effondrement du

communisme plutôt que par celui de l'Église.

L'émergence d'une extrême droite colorée de néonazisme dans les provinces ukrainiennes de Galicie, de Volhynie et de Ruthénie est surprenante pour qui attend de la libération des peuples un meilleur équilibre mental ; elle apparaît tout à fait normale à celui qui y a été préparé par l'observation des émergences nationalistes, basque, irlandaise, flamande et québécoise. C'est ainsi que nous devons comprendre que la russophobie polonaise ou ukrainienne occidentale, si elle utilise

une symbolique venue du passé, exprime une crise religieuse vécue au présent et qui a peu à voir avec la volonté de puissance de la Russie.

Le nationalisme est rarement original dans le choix de ses buts et de ses objets de détestation. Nous devons pourtant admettre que la crise terminale du catholicisme a produit en France et en Allemagne une forme idéologique de transition beaucoup plus intéressante qu'un banal nationalisme ethnocentrique. Il faut dire que, dans l'un et l'autre pays, les provinces catholiques pratiquantes ne constituaient qu'un tiers du territoire

et qu'elles avaient été pleinement intégrées à leurs nations respectives par la guerre de 1914-1918. Mais la chute du catholicisme a fortement contribué, des deux côtés du Rhin, à la poussée européiste qui a conduit au traité de Maastricht. C'est ce que révèle dans le cas de la France la cartographie politique.

Se combinant dans l'Hexagone avec l'héritage égalitaire et universaliste du cœur du système national, l'anxiété engendrée par la décomposition du catholicisme a conduit à l'émergence d'une forme idéologique hybride mais

grandiose, une tentative de nationalisme multinational.

France catholique et France laïque : 1750- 1960

Il n'y a pas, en effet, une seule France catholique mais deux : une France catholique n° 1 qui a abandonné l'Église dès le milieu du XVIII^e siècle, et une France catholique n° 2 qui lui est restée fidèle jusque vers 1960 mais vient finalement de décrocher pour plonger à

son tour dans l'incroyance. L'Hexagone juxtapose donc aujourd'hui deux France déchristianisées, l'une ancienne, l'autre très récente dont la carte I. 1a³ nous définit les territoires.

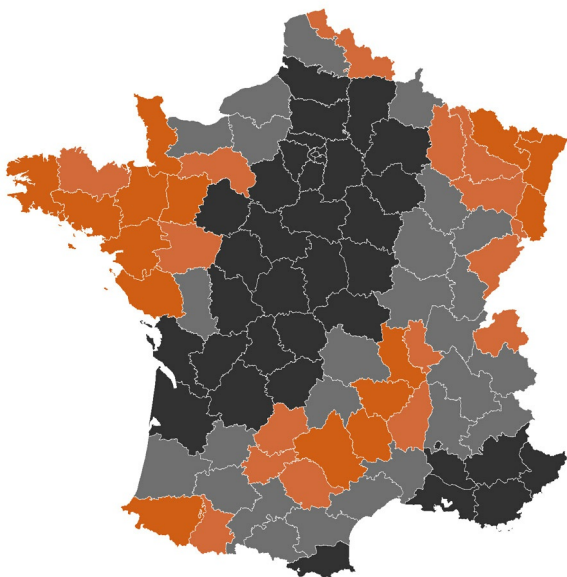
Grâce aux travaux de Timothy Tackett, nous savons que la sortie du catholicisme au XVIII^e siècle ne fut pas le fait d'individus mais de communautés locales, tandis que d'autres communautés locales restaient fidèles à l'Église⁴.

La Constitution civile du clergé de 1790 voulait instituer l'élection des prêtres et des évêques par les

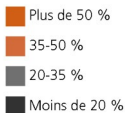
paroissiens. Un serment d'allégeance à ce texte fut exigé des curés. La carte I. 1b des acceptations et des refus de jurer, réalisée ici d'après Timothy Tackett, loin de nous donner accès à la conscience intime des prêtres, nous révèle la volonté des paroisses. Les curés ont accepté la Constitution civile dans un immense Bassin parisien s'étirant de Saint-Quentin à Bordeaux, ainsi que sur la façade méditerranéenne, elle-même reliée à Paris par un corridor comprenant la Drôme, l'Isère, l'Ain et la Saône-et-Loire. Ils ont refusé l'Église républicaine dans une constellation de

provinces périphériques : l'ensemble de l'Ouest, le gros du Sud-Ouest et du Massif central, le Jura, l'Alsace et l'extrême Nord.

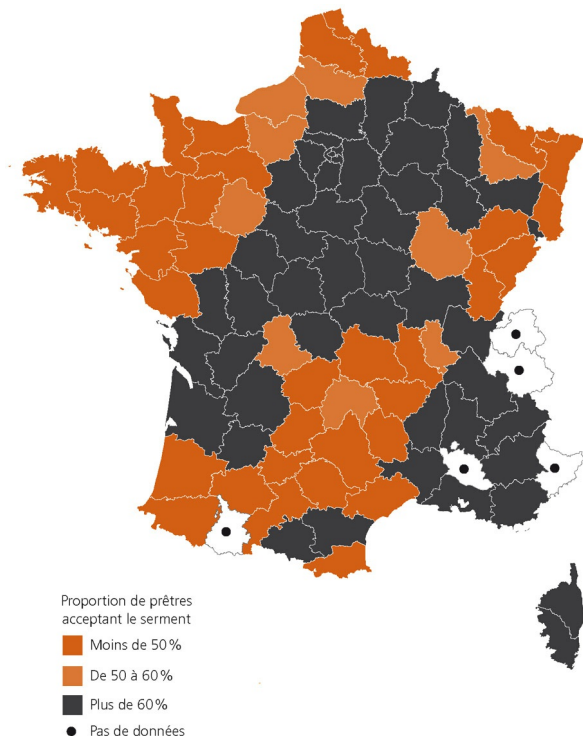
I.1a – La pratique religieuse en 1960



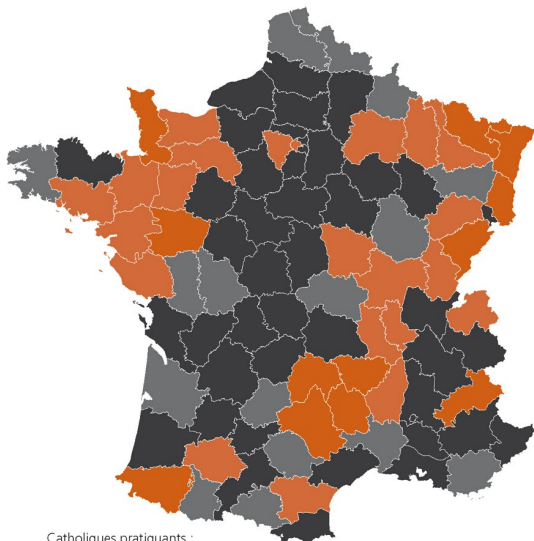
Proportion d'adultes
assistant à la messe dominicale



I.1b – Le serment constitutionnel en 1791



I.1c – La pratique religieuse en 2009



Catholiques pratiquants :
autodéfinition des
interviewés pour l'IFOP



À partir de 1793, la Révolution voulut affronter l'Église pour la détruire. Son échec pérennisa la première fracturation de l'espace religieux français.

Les choix religieux sont si peu individuels que la géographie des mentalités avait à peine changé lorsque le chanoine Boulard et Gabriel Le Bras réalisèrent, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la première carte nationale de la pratique religieuse (carte I. 1a)⁵. Le cœur déchristianisé de la France semble stable, et bipolaire puisqu'il inclut toujours le Bassin parisien et la façade méditerranéenne.

La constellation catholique périphérique est presque intacte. Les lignes de front n'ont guère bougé. Le Limousin, la vallée de la Garonne et le Nord-Pas-de-Calais s'éloignent un peu de l'Église ; la région Rhône-Alpes, la Lorraine et le Cotentin paraissent y revenir.

Cette stabilité témoigne de l'« inutilité » de la lutte religieuse qui s'étendit sur plus d'un siècle – depuis les 200 000 morts de la guerre de Vendée, entre 1793 et 1796, jusqu'aux inventaires musclés des biens du clergé durant la séparation de l'Église et de l'État en 1905. La lutte n'a fait, au

contraire, que confirmer la coexistence, en France, de deux communautés religieuses séparées, l'une croyante, l'autre incroyante, possédant chacune son territoire. Sous la III^e République, le jeu des partis politiques s'est inséré dans cette forme religieuse fondatrice. Le républicanisme, le communisme et la CGT se sont épanouis dans l'espace central et méditerranéen. La droite traditionnelle, la CFTC puis la CFDT ont trouvé leur assise dans les bastions catholiques périphériques. L'opposition de ces deux France a constitué la structure fondamentale de la vie sociale

et politique française durant les années 1789-1960. En dépit du reflux de la pratique dans les bastions catholiques, cette division de l'espace demeure active, de manière souterraine, non consciente.

La sociologie religieuse nous révèle ainsi le caractère anti-historique du discours laïciste actuel, frénétiquement opposé au « communautarisme ». Il fait, en quelque sorte, référence à un passé... qui n'a jamais existé. Durant deux siècles, la France a été double, simultanément mère de la Révolution et fille aînée de l'Église, communautarisée

en pratique au niveau local. Le vrai génie de la III^e République aura consisté à tenir un discours jacobin de l'Unité et de l'Indivisibilité tout en pratiquant un communautarisme pragmatique – ou plus exactement un communautarisme rendu pragmatique par un siècle et demi de conflits entre la République et l'Église. Marianne a fini par s'habituer à la cohabitation avec Marie.

La laïcité française concrète ne consistait pas alors en un agrégat de consciences privées choisissant ou non de croire en Dieu. Elle combinait une culture de l'incroyance, au cœur de

l'Hexagone, avec des masses restées catholiques sur la périphérie. Un *modus vivendi* s'est établi avec le temps à l'échelle de la nation. Des individus et des familles, en proportions modérées, ont pu profiter de cet équilibre pour vivre en paix leur croyance catholique en zone déchristianisée ou jouir de leur incroyance en zone catholique. Les minorités religieuses – juifs émancipés en 1791 et protestants qui avaient survécu à l'abrogation de l'édit de Nantes en 1685 – se sont rangées politiquement du côté des incroyants, option raisonnable qui les a toutefois

conduits rapidement à adopter un élégant scepticisme religieux.

Les deux France et l'égalité

Comment expliquer cette division stable de l'espace français ? Un mot a été peu prononcé durant la crise de janvier 2015, celui d'égalité. Charlie s'est contenté d'affirmer sa liberté. C'est pourtant le deuxième terme de la devise de la République française qui permet le mieux de comprendre l'opposition des deux France. Bien

avant la fracturation de l'espace national par la première crise du catholicisme, on constate, du point de vue du rapport à l'égalité, une division entre centre et périphérie, opposition définie depuis la fin du Moyen Âge par les structures familiales.

Les structures familiales paysannes traditionnelles étaient égalitaires au cœur du Bassin parisien et sur la façade méditerranéenne, particulièrement dans la partie de la Provence la plus proche de la mer. Dans le nord du pays, l'égalitarisme incluait les filles puisque leur droit à l'héritage était égal à celui

de leurs frères. Dans le Sud, un biais patrilinéaire favorisait les garçons. Le cœur du système national, avec son annexe sur la Méditerranée, croyait donc spontanément en l'égalité. Un mécanisme non conscient y fonctionnait : « Si les frères sont égaux, les hommes sont égaux, les peuples sont égaux. » Nous voyons ici la source des concepts révolutionnaires de l'égalité civique et de l'homme universel. L'alphabétisation de masse assura, au XVIII^e siècle, l'émergence idéologique.

Dans la France périphérique, en revanche, la structure familiale n'était

pas égalitaire, en vertu de modalités diverses. Une véritable préférence pour l'inégalité n'était franche que dans les pays pratiquant le droit d'aînesse, un très vaste Sud-Ouest poussant un tentacule vers la région Rhône-Alpes, ainsi que dans certaines parties de la Bretagne côtière, et en Alsace⁶. Dans l'ensemble de l'Ouest et le Nord-Pas-de-Calais dominaient des systèmes familiaux qui, sans être vraiment inégalitaires, n'étaient pas, comme ceux du Bassin parisien, obsédés par la division des héritages en parts égales.

Ensemble, depuis longtemps, les deux France forment système. Sans le contrepoids de la France périphérique, productrice de discipline, l'individualisme égalitaire du cœur du système national aurait produit du désordre plutôt qu'une doctrine de la liberté et de l'égalité. Du point de vue de l'anthropologie des structures familiales, la vraie France, sur la longue période, ce pourrait être deux tiers d'anarchie et un tiers de hiérarchie.

La carte I. 2 donne une vision simplifiée de la répartition originelle du principe d'égalité familiale dans

l'espace français. Elle définit une anthropologie de base de la nation. Elle efface toutefois les formes intermédiaires qui, depuis la fin du Moyen Âge, soudent le bloc central à sa périphérie, particulièrement les pays d'oïl à l'Occitanie, le long d'un axe La Rochelle/Poitiers/Bourges/Nevers.

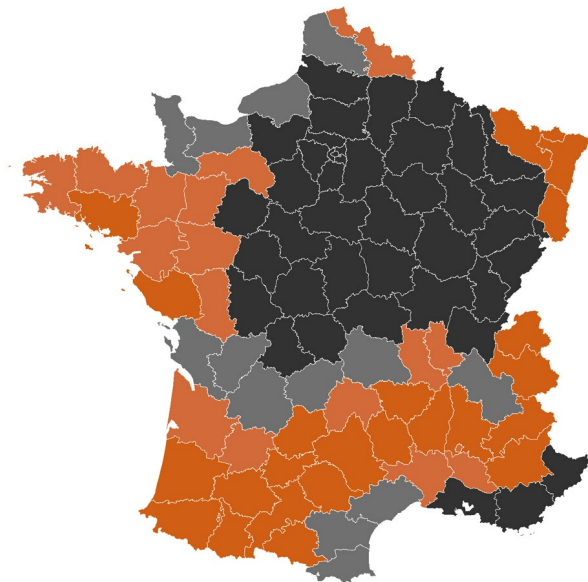
Le plus souvent, l'égalité était associée dans la famille à des valeurs libérales. Au cœur du Bassin parisien, la famille paysanne, nucléaire, émancipait rapidement ses enfants. Mais la famille communautaire de la bordure nord-ouest du Massif central, entre

Dordogne et Nièvre, fort égalitaire, n'était pas libérale puisque de vastes ménages comprenant plusieurs couples mariés pouvaient y encadrer l'individu.

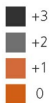
L'inégalité était fréquemment associée à des valeurs autoritaires. La famille souche du Sud-Ouest ou d'Alsace associait les générations dans des structures verticales à trois générations, combinant autorité du père et inégalité des fils en une totalité hiérarchique. Dans l'Ouest intérieur, l'indifférence à l'idéal d'égalité pouvait se combiner, à l'anglaise, avec une structure nucléaire des ménages. Dans les Deux-Sèvres ou

dans le Nord-Pas-de-Calais, des formes flexibles associaient les générations de manière temporaire et pragmatique.

I. 2 – L'égalité dans les structures familiales



Intensité



Mais c'est bien la carte de l'égalité qui permet de comprendre, non seulement l'origine de la déchristianisation, mais aussi l'émergence de bastions qui lui ont résisté. Le reflux de la croyance catholique a débuté, au XVIII^e siècle, au cœur des systèmes égalitaires du Bassin parisien et de la façade méditerranéenne. La logique fondamentale de la déchristianisation « égalitaire » est simple : ayant appris à lire et écrire, les populations rejettent l'hypothèse métaphysique d'un Dieu supérieur aux hommes et d'un prêtre

supérieur à ses paroissiens. En revanche, dans les bastions du catholicisme, nul inconscient familial égalitaire ne menace l'autorité de la religion.

Les cartes de l'égalité familiale et de la déchristianisation ne coïncident qu'imparfaitement. Seule l'identité des pôles est évidente. On voit bien que la déchristianisation, structurellement déterminée au départ par l'égalitarisme des structures familiales, a diffusé ensuite le long des grandes voies de communication. Nous la voyons pénétrer le Sud-Ouest selon l'axe

Paris/Bordeaux, celui de la future nationale 10 puis autoroute A10, pour remonter ensuite la vallée de la Garonne.

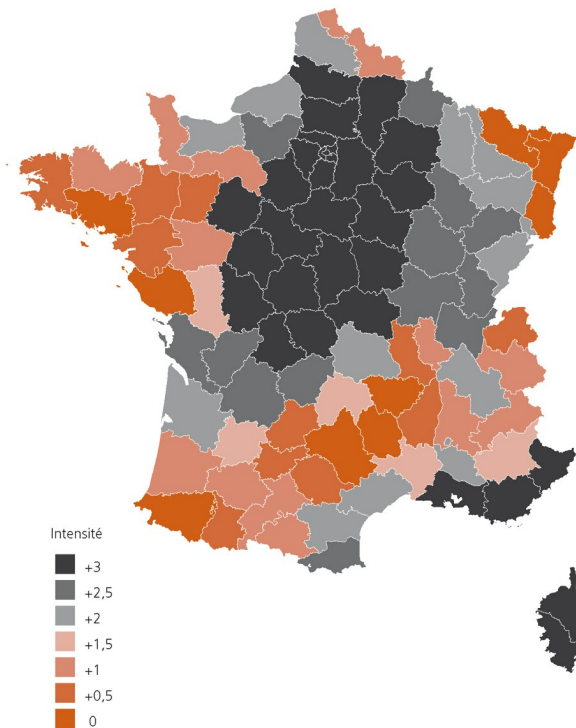
Dans le cadre de cet essai, consacré à l'exploration de la crise actuelle de la société française, à l'avenir du pays plutôt qu'à son origine, une réflexion approfondie sur les concordances et les discordances entre égalitarisme des structures familiales et déchristianisation n'est pas nécessaire. Il est plus utile, pour comprendre ce qui est en train de se passer, de définir une carte synthétique du tempérament

égalitaire dans l'espace français, additionnant, empilant pour ainsi dire, l'égalitarisme de la structure familiale et celui de la mentalité « déchristianisée ». Si la famille définit les frères comme égaux, et si le scepticisme religieux dit que les hommes n'ont pas à se soumettre aux prêtres et à Dieu, le niveau d'égalitarisme latent d'une culture locale sera maximal. Si la famille est inégalitaire et évolue dans un cadre catholique, le niveau d'égalitarisme latent sera minimal. Les combinaisons discordantes donnent des scores intermédiaires.

J'ai donc additionné sur la carte I. 3, égalitarisme familial et irréligion pour obtenir un score global d'égalité variant entre 0 et 3. L'existence de vastes espaces intermédiaires suggère une tension entre les principes d'égalité et d'inégalité, des flux et des reflux dans l'espace français. Jusqu'au début des années 1980, les cartes du vote politique en France révélaient surtout l'importance de l'empreinte catholique. L'effacement de l'Église conduit progressivement à une montée en puissance de l'égalitarisme familial latent, ou de son contraire, dans la

détermination électorale. Jusqu'à vers 1990, la carte de la pratique religieuse était la plus efficace pour prédire l'alignement politique stable des régions ; vers 2015, la carte qui combine structure familiale et religion semble la plus appropriée. J'utiliserai systématiquement ces « scores d'égalité » au chapitre IV pour comprendre la signification des votes en faveur de Marine Le Pen, de Nicolas Sarkozy, de François Hollande et de Jean-Luc Mélenchon en 2012.

I. 3 – Le fond égalitaire global



Du Dieu unique à la monnaie unique

Il y a un peu plus de vingt ans, le traité de Maastricht a entraîné la plus grande partie de l'Europe occidentale dans le rêve d'une unification par la monnaie. Il fut approuvé par référendum en France en 1992, avec 51 % des voix, au terme d'un débat passionné. Il apparaît aujourd'hui que le projet était fou, puisque la zone euro, malgré tous ses efforts budgétaires, financiers et surtout idéologiques, croupit dans la stagnation,

le chômage et la déflation. Désormais libérés du débat sur l'intérêt économique du projet, nous pouvons en toute sérénité examiner les origines anthropologiques et religieuses de l'utopie.

La validation de Maastricht par l'électorat a mis en évidence une dimension verticale d'insertion dans la structure de classe et une dimension horizontale de positionnement géographique sur l'axe centre/périphérie.

Le référendum a tout d'abord mis en évidence la notion de classe sociale. Il a

fait émerger à la conscience nationale – on pourrait même dire qu’il a accouché – le thème désormais constant d’une opposition entre les élites et le peuple. En haut de la structure sociale, les « cadres et professions intellectuelles supérieures » votèrent « oui » à 70 %, entraînant les « professions intermédiaires » dans un choix positif à 57 %. En bas, les classes populaires furent spontanément hostiles au traité. Les ouvriers ne l’approuvèrent qu’à 42 %, les employés à 44 %, tout comme les artisans et les petits commerçants.

Les catégories socio-professionnelles de l'INSEE mêlent dimensions économiques et culturelles du statut. Ne regardons donc surtout pas les cadres et les professions intellectuelles supérieures comme autant de privilégiés au regard de l'argent. Le groupe inclut les professeurs agrégés ou certifiés, ainsi que les autres fonctionnaires du cadre A de la fonction publique, un monde qui a sa cohérence mais dont les salaires sont loin d'être mirobolants. Le groupe dit « supérieur » mêle donc avantages éducatifs et avantages économiques, de revenu ou de stabilité

de l'emploi. Instituteurs, professeurs des écoles et des lycées professionnels, maîtres auxiliaires et conseillers d'éducation relèvent des professions « intermédiaires » qui ont suivi, politiquement, les « supérieurs » en 1992.

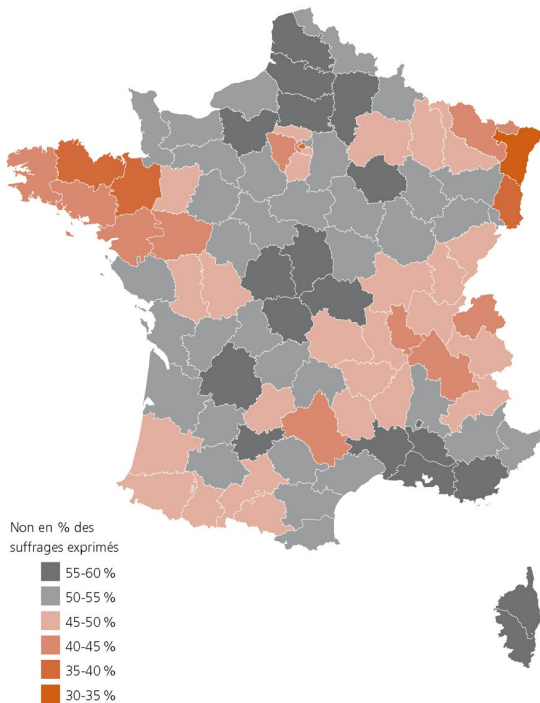
Le « oui » s'est aussi appuyé sur la plus classique des variables prédisposant à un vote de droite : un âge élevé. Les retraités ont ainsi ratifié à 55 %.

Les sondages dits de « sortie des urnes » ne saisissent que la stratification par classe et par âge du vote. La

cartographie de Maastricht révèle que le vote « oui » avait aussi une forte dimension religieuse, ou plutôt postreligieuse. La région parisienne, capitale des cadres supérieurs, a certes massivement voté « oui ». Mais l'adhésion des provinces périphériques de tradition catholique à la monnaie unique fut également manifeste, ainsi que le montre la carte I. 4. Un coefficient de corrélation de + 0,47 associe encore le vote « oui » de 1992 à la pratique catholique résiduelle mesurée par l'IFOP en 2009.

(Rappelons qu'un coefficient de corrélation linéaire entre deux séries de chiffres varie entre -1 et $+1$. Le lien entre les deux séries, positif ou négatif, est d'autant plus étroit que la valeur absolue du coefficient se rapproche de 1.)

I. 4 – Maastricht 1992



À noter que variables de classe et de religion ne sont pas absolument indépendantes puisque les couches supérieures de la société ont aujourd'hui encore une pratique religieuse résiduelle plus importante que le monde populaire. La bourgeoisie, voltairienne à la fin du XVIII^e siècle, s'était partiellement recatholicisée au XIX^e, y compris dans la partie déchristianisée du territoire national. La peur de la révolution sociale explique ce regain d'intérêt pour les secours de la religion. On peut évoquer de même une relation entre l'âge et la religion, puisqu'une certaine

pratique religieuse subsiste, on l'a vu, chez les plus de 65 ans, et surtout chez les plus de 75 ans.

Pourtant, ces liens ne sont pas essentiels car ce qui compte aujourd'hui, ce n'est plus le catholicisme actif. Et ce serait une erreur de tirer de la corrélation entre pratique religieuse résiduelle et vote « oui » l'idée générale que ce sont les suffrages des « catholiques » qui, menés par les cadres supérieurs, ont entraîné la France dans le mystère exaltant de la monnaie unique. J'avais commis cette erreur à l'époque. Constatant la coïncidence

entre les cartes de la pratique religieuse vers 1960 et du vote « oui » en 1992, j'en avais tiré la conclusion que le vote pour Maastricht était catholique. En réalité, et si l'on considère les masses électorales statistiquement significatives, c'est le vote d'électeurs venus du catholicisme mais qui *l'avaient déjà abandonné* qui a fait basculer la France. Le choix de la monnaie unique a donc suivi – de peu pour un historien de la longue durée – l'abandon du dieu unique. Ce n'est pas la religion qui a déterminé l'adhésion à un projet économique, c'est le reflux de

la religion qui a conduit à son *remplacement* par une idéologie, en l'occurrence à la création d'une idole monétaire que l'on peut à ce stade de l'analyse appeler indifféremment euro ou veau d'or.

Il est vrai qu'une simple juxtaposition des cartes pouvait nous faire croire que le « oui » à Maastricht reproduisait le vote en faveur de Valéry Giscard d'Estaing, de 1974, décalque lui-même de la vieille carte de la droite conservatrice, évidente aux élections du Front populaire de 1936, visible avant 1914. La présence incessante de VGE

sur les podiums pro-Maastricht de la campagne ajoutait à l'illusion. Mais ce sont bien des masses fraîchement déchristianisées qui ont permis à l'utopie monétaire de l'emporter en 1992, comme elles avaient permis, à partir de 1965, la renaissance du Parti socialiste et sa prise du pouvoir à gauche, puis en France. La carte de la croissance du PS entre 1965 et 1990 ressemble elle aussi à celle du catholicisme.

François Hollande, la gauche et le catholicisme zombie

La dynamique essentielle du système politico-idéologique français, durant les trois décennies précédant Maastricht, avait consisté en un glissement vers la gauche de l'électorat catholique de droite. L'importance du phénomène dépasse le simple comptage statistique. Son énergie cinétique a donné au groupe un avantage offensif. Il fut producteur d'hommes nouveaux et d'idées

nouvelles. La CFTC déconfessionnalisée devint la CFDT, la deuxième gauche l'emporta sur la première, qui restait, elle, laïque à l'ancienne, fidèle à un socialisme ritualisé. C'est ce mouvement qui a conduit à Maastricht. La structure de classe du vote ne doit pas nous faire oublier que l'utopie monétaire fut une idée socialiste, suivie, avec des degrés d'enthousiasme divers, par la droite. Jamais le parti conservateur de Giscard ou le RPR de Jacques Chirac n'auraient eu l'énergie, la créativité, pour tout dire

la foi, nécessaires à l'invention de la monnaie unique.

Dans *Le Mystère français*, que j'ai coécrit avec Hervé Le Bras⁷, nous avons baptisé « catholicisme zombie » la force anthropologique et sociale née de la désagrégation finale de l'Église dans ses bastions traditionnels. J'examinerai plus loin d'autres phénomènes, éducatifs et économiques, qui témoignent de la survie après la mort de cette forme résiduelle de la subculture catholique périphérique. Cette réincarnation est probablement le phénomène social le plus important des

années 1965-2015. Elle a fini par entraîner la France dans une aventure idéologique aux multiples facettes, incluant la montée en puissance d'un socialisme d'un genre nouveau, la décentralisation, un regain européiste, une politique monétaire masochiste, une dénaturation de la République et, ainsi qu'il apparaîtra plus loin, une forme particulièrement sournoise d'islamophobie et, probablement, d'antisémitisme.

François Hollande, fils d'un médecin catholique d'extrême droite et d'une assistante sociale catholique de gauche,

est une parfaite incarnation de ce catholicisme zombie. Il pourrait même être considéré comme le type idéal, au sens wébérien, du catholique zombie. L'homme se pense sans doute de gauche, et ne saurait facilement admettre que ses valeurs profondes demeurent celles de son enfance : hiérarchie, obéissance, matriarcat peut-être. Le dernier catholicisme fut en effet une religion de la mère, centrée sur le culte de la vierge Marie, particulièrement dans l'Ouest de la France.

Ce simple coup d'œil à la carte d'identité religieuse du Président nous

permet de comprendre bien des choses. Placé à la tête d'une nation en difficulté, le Président s'obstine à ne rien faire, à ne pas décider, à ne pas être grand, à rester, en conformité avec l'éducation qu'il a reçue, humble. Mais c'est bien cette modestie qui, dans sa version originelle, avait permis aux catholiques de l'armée française de ne pas trop gravement désobéir à la République durant l'affaire Dreyfus, ou à l'État-major de la Royale de saborder la flotte à Toulon le 27 novembre 1942. L'incapacité à décider ne vient pas, à l'Élysée, ainsi qu'on le suggère parfois,

du radical-socialisme. Elle a une origine culturelle, collective, mais n'est en fait que l'une des virtualités de la subculture catholique, magnifiquement transmise à François Hollande, catholique zombie archétypal. Comme tant d'autres avant lui, né poussière, il redeviendra poussière.

Pour comprendre le grand détraquage du système politique français, il nous faut maintenant affronter une question fondamentale : qu'est-ce en réalité que ce Parti socialiste revitalisé par l'absorption de transfuges du catholicisme ? L'habitude où nous nous

trouvons de ne commenter que la politique consciente, explicite, nous a longtemps fait imaginer des régions de droite qui passaient à gauche. L'anthropologie, elle, nous permet de saisir les déterminations inconscientes des groupes et des individus qui les constituent. Elle nous invite ainsi à adopter une représentation plus réaliste des choix. Nous avons constaté que le catholicisme était ancré dans des régions où les structures familiales étaient rétives au principe d'égalité. N'est-il pas vraisemblable que les catholiques zombies, en s'intégrant au Parti

socialiste, plutôt que de se convertir à l'égalitarisme des régions centrales, ont déposé au cœur de la gauche leur bagage mental inégalitaire ? Ne tenons-nous pas ici l'élément clé qui expliquerait, dans un premier temps, les complaisances du Parti socialiste envers les banques, dans un deuxième sa frénésie sans cesse plus affirmée d'ordre et d'austérité ?

Le franc fort, la marche à l'euro, l'euro réalisé, n'en finissent pas de torturer le corps social, de gangréner la démocratie. Le Parti socialiste devient peut-être au fond plus insensible, plus dur aux faibles que ne l'était la droite

conservatrice. Le catholicisme social, lui, méprisait l'argent et encourageait chez les privilégiés le sentiment d'une responsabilité vis-à-vis des pauvres. Le culte socialiste de la monnaie unique nous mène au-delà d'une conception catholique de la société.

2005 : l'occasion manquée de la lutte des classes ?

Le référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen a fait apparaître un renforcement de la dimension

verticale, de classe, du vote qui a conduit à son rejet par près de 55 % des électeurs. 19 % des ouvriers seulement ont voté « oui », contre 40 % des employés. Le vote « oui » des artisans et des petits commerçants fut presque stable ; à 45 %, il augmente même d'un petit point par rapport à 1992. En revanche, les professions intermédiaires sont clairement passées dans le camp du refus, avec seulement 46 % de « oui ». Les cadres et les professions intellectuelles supérieures ont fléchi de 8 % dans leur attachement au projet européen, mais ont tout de même donné

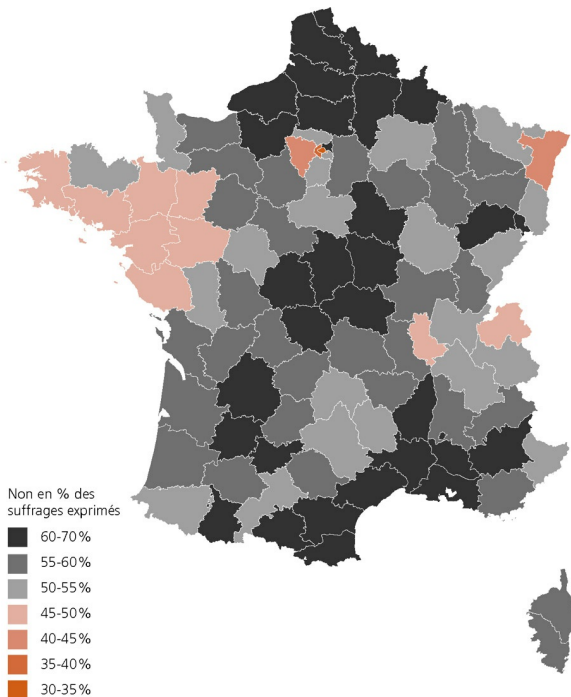
62 % de « oui » au traité. Le vote catholique zombie pour le « oui » a, quant à lui, nettement faibli : si les quelques départements de la périphérie qui ont ratifié le traité sont tous catholiques zombies, la corrélation géographique globale entre pratique catholique résiduelle et vote « oui » est tombée à + 0,36.

Ce qui surprend le plus, c'est le durcissement européiste de la partie aisée de la région parisienne. Dans Paris même, le « oui » est monté de 62,5 % à 66,5 %, dans les Yvelines de 57,4 % à 59,5 %, dans les Hauts-de-Seine de

56,7 % à 61,9 %. Le reste de l'Île-de-France en revanche a glissé, de peu, dans le camp du « non ». Les étudiants ont voté « oui » à 54 % : l'hypothèse d'une jeunesse éduquée révolutionnaire n'était pas, en 2005, à l'ordre du jour.

Le vote des retraités, ainsi qu'il convient pour le groupe d'âge concerné, fut rigide, à 56 %. Avec un gain de 1 % seulement, il apparaît que la progression de l'arthrose idéologique est lente.

I. 5 – Traité constitutionnel 2005



Dès 2005, donc, l'échec du projet européen était évident pour la majorité de la population, mais on observait aussi une crispation, un durcissement, dans l'attachement des classes les plus privilégiées à l'utopie. Et nous aurions tort de penser cette fidélité uniquement dans les termes simplistes de l'intérêt économique. Bien sûr, le bastion de la résistance européiste est constitué des gens qui souffrent le moins du naufrage économique de la zone euro, soit parce qu'ils sont protégés par leur proximité au capital, dispensateur de bienfaits financiers, soit parce qu'ils colonisent

l'État, garant de la stabilité de l'emploi. Mais nous ne devons pas négliger la dimension métaphysique de la fixation. L'utopie monétaire était sortie de l'effondrement de la religion catholique comme la Révolution française de la première déchristianisation ou le nazisme de la chute du luthéranisme ! La crise actuelle met aussi en jeu des mécanismes profonds d'ordre quasi religieux. Il est difficile à des croyants de renoncer à leur foi monétaire. La perte du sens des choses est particulièrement grave, douloureuse même, pour ceux qui sont censés définir

l'avenir de la société et la diriger dans sa recherche d'une vie meilleure. Après le Dieu unique et son paradis, la Monnaie unique et son Europe, mais après la Monnaie unique... quoi ? Quel rêve désormais guidera leurs pas ? La classe dominante souffre. Ici, une précision s'impose : il doit être clair que l'enkystement des dominants dans la croyance monétaire ne présuppose pas un attachement profond des individus à des valeurs. C'est tout le contraire : la force de la croyance du groupe découle de la faiblesse de la croyance des individus, ainsi qu'on le verra plus loin.

En octobre 2005, un soulèvement des banlieues a très vite suivi le vote de classe du mois de mai contre le Traité constitutionnel. L'opinion commune des élites a alors admis assez vite, et avec une certaine élégance, que les jeunes qui brûlaient des voitures n'étaient au pire que des petits Français mal élevés, exprimant par leurs déprédations un désir d'entrer dans la cité. Cette attitude sympathique, qui paraît aujourd'hui archaïque, nous indique qu'en 2005, l'islamophobie n'avait pas encore pénétré les classes moyennes françaises.

Reste qu'au terme de cette année 2005, qui fut décidément bien perturbante pour les classes dirigeantes, on aurait pu entrevoir que la France allait renouer avec la bonne vieille lutte des classes. Mais il vient d'apparaître en 2015, qu'après dix ans de progression de l'islamophobie dans les classes moyennes et de l'antisémitisme dans les banlieues, la France ne s'est pas décidée pour l'affrontement économique. Le facteur religieux, ou quasi religieux, qui semblait en 2005 s'affaiblir, est revenu en force. Or le catholicisme zombie, impérieux, tonique

mais minoritaire, ne saurait être tenu comme le seul facteur du déséquilibre mental qui gagne peu à peu la société française.

L'athéisme difficile

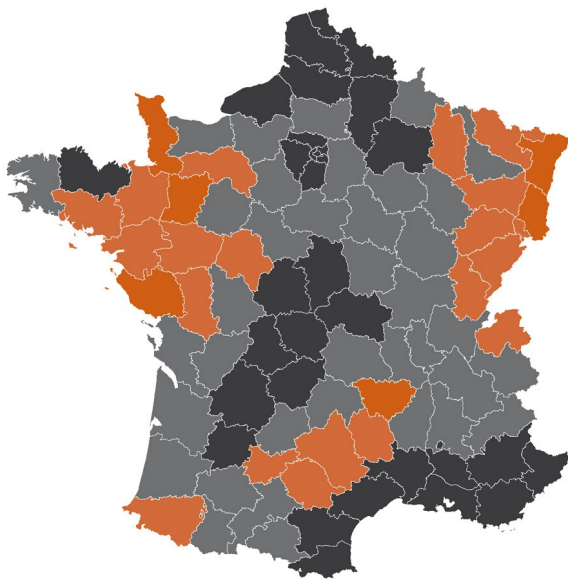
Ne sous-estimons pas aujourd'hui la contribution du cœur laïque de l'Hexagone au mal-être religieux qui monte lentement mais irrésistiblement. Être athée aujourd'hui devient plus difficile. La France centrale des mécréants n'avait pas été, entre 1791 et 1960, complètement abandonnée par

l'Église. Cette dernière y existait sur un mode négatif, en ennemie bien sûr, mais comme un point de repère métaphysique sûr, un Nord à éviter. L'incroyant se définissait comme un libre-penseur, un évadé de prison théologique, heureux de sa liberté retrouvée. Tant que subsistait un adversaire clérical, l'homme sans Dieu était préservé de la question ultime. Après la croyance religieuse, quoi ? Pour l'essentiel, les idéologies politiques modernes bien sûr. La France déchristianisée a vu se succéder la Révolution, la gauche républicaine (la vraie), le Parti communiste enfin,

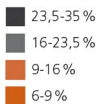
apothéose de la coïncidence cartographique entre une force de gauche et la déchristianisation (carte I. 6). À sa maturité, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le vote communiste s'inscrit dans l'Hexagone comme un négatif presque parfait de la pratique religieuse, à quelques exceptions près comme les Côtes d'Armor, département très original sur le plan anthropologique, occupé dans sa partie ouest par un type familial communautaire et matrilocal. Mais la complémentarité géographique des implantations catholique et communiste évoque une structure, un

système, pour ne pas dire une complicité. De 1789 à 1981, les idéologies révolutionnaires du centre et de la façade méditerranéenne semblent ainsi s'appuyer sur les bastions catholiques périphériques. L'image inattendue d'une nef révolutionnaire stabilisée par des arcs-boutants catholiques vient à l'esprit. Est-on si sûr qu'à un moment quelconque, l'idéologie révolutionnaire aurait pu exister par sa seule force, sans le soutien de sa contradiction catholique ?

I. 6 – Le Parti communiste en 1973



Suffrages exprimés



La disparition ultime de l'Église laisse un vide dans la vie du laïc français. La fin du catholicisme fut aussi une crise pour la France laïque. On ne peut qu'être frappé par la façon dont la chute du Parti communiste a *suivi* celle de la pratique religieuse. C'est en 1981 que le PCF chute brusquement de 20,6 % à 15,3 % des suffrages exprimés, près d'une décennie avant l'implosion du système soviétique, mais après quinze ans de déclin du catholicisme.

Jusqu'à l'effondrement de la religion dans ses provinces périphériques de l'Ouest, des Pyrénées occidentales, du

Sud et de l'Est du Massif central, de la région Rhône-Alpes, du Jura, de Lorraine, d'Alsace et de l'extrême nord de l'Hexagone, la laïcité n'avait jamais eu à se définir dans l'absolu d'un monde sans Dieu. Elle avait pu se contenter de jouer en contre. À partir du début des années 1990, le problème fondamental de l'incroyance peut enfin émerger. L'inexistence de Dieu, conception hautement raisonnable, ne résout pas la question des fins dernières de l'existence humaine. L'athéisme n'aboutit qu'à définir un monde dépourvu de sens et une espèce humaine

sans projet. La France laïque contribue donc à sa manière au nouveau malaise religieux. Non parce qu'elle doit s'habituer à l'incroyance, mais parce qu'elle doit enfin la vivre « dans l'absolu », privée de la ressource morale et psychologique de la contestation cléricale.

La France catholique zombie passe quant à elle, sans transition, dans le vide infini d'un monde sans Dieu, athée. Le terme est pris ici dans une acception neutre, sans qu'il soit fait référence à une quelconque dimension militante (le concept d'agnosticisme ne me paraît pas

sociologiquement pertinent). La richesse des interactions possibles entre l'athéisme ancien et l'athéisme nouveau semble infinie, difficile à analyser en l'absence de données d'enquêtes distinguant les deux vides métaphysiques. Il semble prudent d'imaginer le pire. La combinaison de deux anxiétés ne peut raisonnablement produire du bien-être. Un effet d'amplification mutuelle et circulaire est envisageable.

Si nous admettons que l'athéisme, loin de procurer sur longue période un bien-être psychologique sans mélange, est au

contraire générateur d'angoisse, nous devons nous représenter la population de l'Hexagone comme en état de risque métaphysique. Parvenus à ce stade de l'analyse, nous devons même nous la représenter comme à la recherche d'un adversaire structurant, d'une cible. L'islam est disponible, dans nos banlieues désorganisées par la crise du capitalisme avancé, et dans ses pays d'origine, bouleversés par leurs crises de transition vers la modernité. Sans négliger l'existence concrète du fondamentalisme musulman ou du terrorisme, nous devons être capables

d'admettre que la France incroyante a besoin, pour trouver son équilibre, d'un bouc émissaire pour remplacer son propre catholicisme, devenu inutilisable.

La diabolisation de l'islam répond au besoin intrinsèque d'une société totalement déchristianisée. Nous ne pouvons, sans cette hypothèse, comprendre la mobilisation de millions de laïcs défilant derrière leur Président catholique zombie pour défendre le droit absolu à caricaturer Mahomet, figure religieuse respectée par au plus 5 % des habitants du pays, parmi les plus faibles et les plus fragiles.

Ce modèle ne nous dit certes pas laquelle des deux laïcités françaises, l'ancienne ou la nouvelle, fut la plus active dans la mobilisation du 11 janvier. Mais l'analyse statistique des manifestations permet d'apporter une réponse simple à cette question. Et c'est ainsi que nous allons découvrir qui est vraiment Charlie ; mieux, le reconnaître sous son nouveau déguisement.

-
1. Jérôme Fourquet et Hervé Le Bras, « La religion dévoilée. Nouvelle géographie du catholicisme », Fondation Jean-Jaurès, avril 2014,

p. 88.

2. Je ne tiens pas compte, dans cette comparaison, d'un éventuel cycle interne à chaque génération, qui inclurait une remontée de la croyance avec l'âge. Je doute que les croyances résiduelles des jeunes actuels se fortifient au terme de leur vie.
3. Tirée de H. Le Bras et E. Todd, *L'Invention de la France*, Paris, Gallimard, rééd. 20121, p. 444-445.
4. Timothy Tackett, *La Révolution, l'Église, la France*, Paris, Cerf, 1986.
5. On peut trouver le résultat ultime de ce travail dans *L'Atlas de la pratique religieuse des catholiques en France*, de François André Isambert et Alain Terrenoire, Paris, Presses de la Fondation des sciences politiques, 1980.

6. L'égalitarisme formel de l'Alsace était, comme dans toute la Rhénanie, désactivé dans la pratique.
7. Hervé Le Bras et Emmanuel Todd, *Le Mystère français*, Paris, Seuil/La République des Idées, 2013.

CHAPITRE II

Charlie

Dès le lendemain des grandes manifestations du 11 janvier, on pouvait trouver dans la presse des cartes estimant, ville par ville, le nombre des participants. La précipitation dans laquelle elles ont été réalisées, dans une ambiance d'autocélébration

républicaine, garantit qu'elles contiennent de multiples erreurs.

Le nombre de manifestants, rapporté à la seule population active, aurait été supérieur à 25 % dans 30 villes, le record étant détenu par Cherbourg avec 57 % ! Il serait facile d'ironiser et de proposer une division par deux ou plus de toutes les estimations, peut-être même d'ébaucher une théorie des effets statistiques de l'unanimisme médiatique. Ce serait cependant une erreur de croire que ces chiffres ne valent rien. La distribution des intensités sur le territoire national recoupe celle d'autres

variables. La théorie statistique nous dit d'ailleurs que lorsque les erreurs de chiffrage sont aléatoires, c'est-à-dire ne résultent d'aucun biais systématique, la corrélation mesurée est inférieure à ce qu'elle aurait été si la mesure avait été exacte. En d'autres termes, si une ou plusieurs causes ont déterminé l'amplitude de la mobilisation, les erreurs d'enregistrement jouent contre l'émergence statistique de ces causes. Bref, si nous arrivons à tirer une ou plusieurs lois de ces chiffres bâclés, nous pouvons être sûrs qu'elle est ou qu'elles sont, en réalité, plus

puissante(s) que ne le suggèrent les données.

Nous n'avons aucune raison de soupçonner le tandem « ministère de l'Intérieur/*Libération* » d'avoir introduit un biais systématique. Les chiffres sont exagérés, certainement, mais de manière aléatoire. Je n'ai toutefois utilisé ici les données proposées le 12 janvier par *Libération* que pour les 85 agglomérations les plus peuplées. Pour les villes de petite taille, la tendance à gonfler, pour « indiquer quelque chose », devient irrésistible – une dramatisation, en quelque sorte de

l'effet Cherbourg. La carte II. 1 intègre les manifestations du 10 janvier, veille du grand jour, lorsqu'elles sont enregistrées par le journal. Je les ai ajoutées à celle du 11 lorsque deux mobilisations se sont succédé dans une même ville, comme à Marseille. Bien sûr, certains individus ont pu manifester deux jours de suite, mais il aurait été injuste de ne pas récompenser statistiquement l'énergie ainsi dépensée. Dans le cas de Paris, pour lequel on nous propose un nombre compris entre 1,5 et 2 millions de manifestants, j'ai opté pour l'estimation la plus élevée,

par respect de l'adversaire. Si aucune estimation n'est proposée pour l'une des 85 villes, j'ai compté un nombre minimal d'un millier de manifestants et, dans le cas de Douai-Lens, oubliée sur la carte, de zéro manifestant.

Ces 85 aires urbaines englobaient, en 2011, 41,2 millions d'habitants, soit 64 % de la population française. Le total enregistré des manifestants y a atteint 4 394 000. Le taux moyen de manifestants fut donc de 10,7 pour 100 habitants dans l'espace urbain français principal, la moyenne des taux de seulement 7,6 %. Le poids de

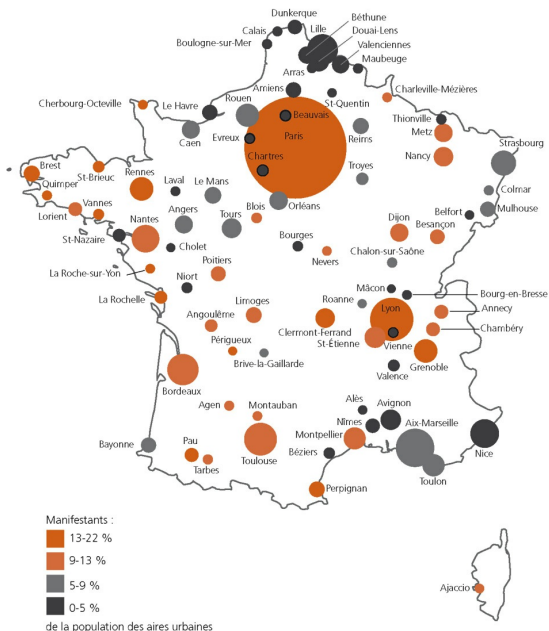
l'agglomération parisienne – 12 millions d'habitants – explique pour l'essentiel l'écart : son taux de 16,3 %, l'un des plus élevés, entraîne moins bien la moyenne des taux que ses 2 millions de manifestants n'entraînent le taux moyen.

Un Français urbain sur dix s'identifiant à Charlie, c'est considérable. La distribution des masses fut cependant très inégale sur le territoire national. La taille de l'agglomération ne semble pas avoir eu d'effet important : + 0,20 de corrélation, + 0,14 si l'on exclut Paris.

Charlie : cadre, supérieur et catholique zombie

La confrontation des taux de manifestants avec la composition sociale des agglomérations est très significative. Les cartes II. 2 et II. 3 nous indiquent, respectivement, les proportions « d'ouvriers » et de « cadres et professions intellectuelles supérieures » dans chacune des aires urbaines.

II. 1 – Intensité des manifestations



Aire urbaine (en gras les villes d'imprégnation catholique)	Population (2011)	Manifestants en milliers	Taux pour cent habitants
Cherbourg	116 878	25	21,4
Brest	314 239	65	20,7
Rennes	679 866	125	18,4
Saint- Brieuc	170 779	30	17,6
Grenoble	675 122	110	16,3
Paris	12 292 895	2 000	16,3
Quimper	124 930	20	16,0

La Roche-sur-Yon	116 856	18	15,4
Clermont-Ferrand	467 178	70	15,0
Périgueux	101 773	15	14,7
La Rochelle	205 822	30	14,6
Pau	240 898	35	14,5
Lyon	2 188 759	300	13,7
Vannes	149 312	20	13,4
Perpignan	305 546	40	13,1
Tarbes	116 056	15	12,9
Bordeaux	1 140 668	140	12,3
Toulouse	1 250 251	150	12,0

Blois	126 814	15	11,8
Saint-Étienne	508 548	60	11,8
Agen	111 011	13	11,7
Metz	389 529	45	11,6
Nancy	434 565	50	11,5
Charleville-Mézières	106 440	12	11,3
Angoulême	179 540	20	11,1
Montpellier	561 326	60	10,7
Poitiers	254 051	27	10,6
Limoges	282 876	30	10,6
Montauban	104 534	11	10,5
Besançon	245 178	25	10,2

Ajaccio	100 621	10	9,9
Nevers	102 447	10	9,8
Lorient	214 066	20	9,3
Dijon	375 841	35	9,3
Chambéry	216 528	20	9,2
Annecy	219 470	20	9,1
Nantes	884 275	80	9,0
Mulhouse	282 714	25	8,8
Roanne	107 392	9	8,4
Reims	315 480	25	7,9
Colmar	127 598	10	7,8
Chalon-sur-Saône	133 298	10	7,5

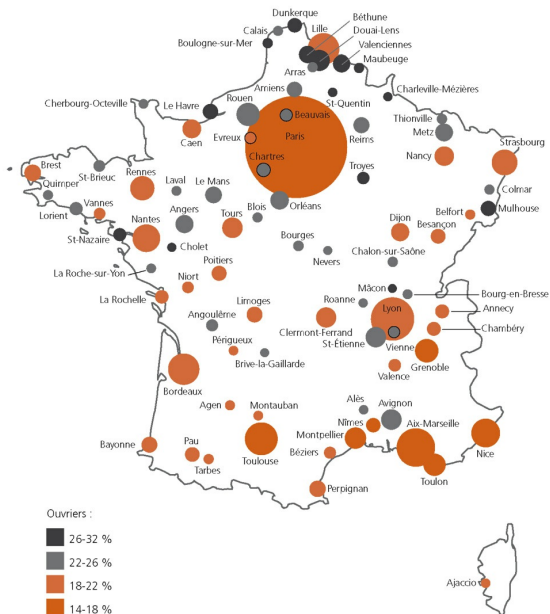
Angers	400 428	30	7,5
Caen	401 208	30	7,5
Tours	480 378	35	7,3
Bayonne	283 571	20	7,1
Brive-la-Gaillarde	101 915	7	6,9
Aix-Marseille	1 720 941	115	6,7
Toulon	606 987	40	6,6
Troyes	190 179	12	6,3
Strasbourg	764 013	45	5,9
Le Mans	343 175	20	5,8
Rouen	655 013	35	5,3

Orléans	421 047	22	5,2
Saint-Nazaire	211 675	10	4,7
Laval	121 017	5	4,1
Valence	175 195	7	4,0
Niort	152 148	6	3,9
Arras	128 989	5	3,9
Lille	1 159 547	40	3,4
Bourges	139 368	4	2,9
Cholet	104 742	3	2,9
Nice	1 003 947	28	2,8
Calais	126 308	3	2,4
Dunkerque	257 887	6	2,3
Le Havre	291 579	5	1,7

Amiens	293 646	5	1,7
Valenciennes	367 998	3	0,8
Béthune	367 924	3	0,7
Mâcon	100 172	1	1,0
Évreux	110 661	1	0,9
Saint- Quentin	111 549	1	0,9
Vienne	111 606	1	0,9
Alès	112 741	1	0,9
Belfort	113 507	1	0,9
Bourg- en- Bresse	121 386	1	0,8
Beauvais	124 603	1	0,8

Maubeuge	129 872	1	0,8
Boulogne-sur-Mer	132 661	1	0,8
Thionville	134 736	1	0,7
Chartres	146 142	1	0,7
Béziers	162 430	1	0,6
Nîmes	256 205	1	0,4
Avignon	515 123	1	0,2
Douai – Lens	542 946	0	0,0

II. 2 – Les ouvriers



On repère des taux faibles de manifestants dans les agglomérations comportant une proportion élevée d'ouvriers comme Dunkerque, Amiens, Saint-Quentin, Maubeuge, Charleville-Mézières, Thionville, Rouen, Le Havre, Mulhouse, Belfort, Laval, Le Mans, Cholet. À l'opposé, les citadelles des cadres, Paris en tête, puis Lyon, Bordeaux, Toulouse, Rennes, Nantes font apparaître une intensité élevée de la mobilisation. Une corrélation de $-0,44$ peut être mesurée entre taux de manifestants et proportion d'ouvriers, de $+ 0,38$ entre taux de manifestants et

proportion de cadres. Ces deux indices, sans être très élevés, sont, au sens de la statistique, très significatifs¹. Souvenons-nous de l'imperfection de la mesure. Notons le coefficient plus élevé pour les ouvriers. Il évoque une indifférence ouvrière plus déterminante encore que l'enthousiasme des cadres dans la distribution des intensités². La localisation de l'émotion dans les classes moyennes évoque l'affaire Dreyfus plus que le Front populaire.

Une irrégularité significative apparaît immédiatement, qui nous met sur la piste du religieux, l'opposition entre Lyon et

Marseille, respectivement deuxième et troisième agglomérations françaises. Marseille englobe ici sa partie « bourgeoise » et universitaire, Aix. On note 300 000 manifestants à Lyon, 115 000 seulement à Marseille, ce dernier chiffre cumulant pourtant deux jours de manifestation, soit 13,7 % contre 6,7 % de mobilisation. L'opposition des deux métropoles a presque toujours un sens parce que chacune est le cœur d'une région culturelle très typée. Marseille est la capitale du Sud-Est déchristianisé, de forte implantation communiste autrefois,

frontiste aujourd'hui. Lyon est la capitale d'une région Rhône-Alpes de tradition catholique. Ces deux villes incarnent les mutations urbaines, respectivement, de la laïcité ancienne et du catholicisme zombie. Leur opposition fait soupçonner une forte propension des populations de la périphérie catholique à manifester, et une réticence de celles des régions de déchristianisation ancienne à se déplacer.

On peut traiter la question globalement, en classant les villes en fonction de l'imprégnation, soit catholique, soit laïque ancienne, de leur

environnement régional. Dans certains cas, très minoritaires, j'ai dû utiliser une catégorie intermédiaire. La carte II. 4 distribue les villes en trois catégories : imprégnation catholique forte, faible ou insignifiante. Elle dérive des cartes de la pratique religieuse présentées au chapitre précédent pour les départements. J'ai tenu compte des flux migratoires dominants dans l'évaluation du fond religieux des agglomérations. On suppose donc ici que les villes de province ont absorbé les cultures régionales en même temps que les populations déplacées par l'exode rural.

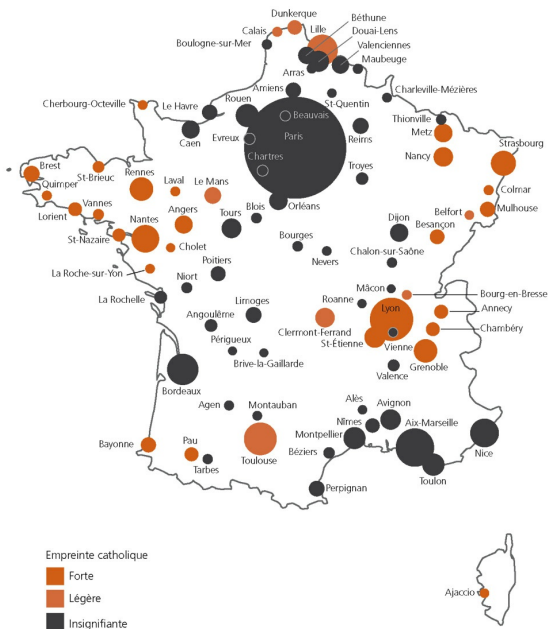
Ainsi que le montre le graphique 1, le taux moyen de manifestants fut en moyenne de 6 % dans les villes de tradition laïque, de 11,4 % dans les villes catholiques zombies ; à nouveau, la corrélation est nette, proche de celle mesurée pour les ouvriers, + 0,43³.

En vérité, la simple liste des villes rangées par ordre décroissant d'intensité des manifestations laisse apparaître un effet catholique zombie. Nous voyons en tête de distribution, dans l'ordre, Cherbourg, Brest, Rennes, Saint-Brieuc, Grenoble, Paris, Quimper, La Roche-sur-Yon. La surreprésentation de l'Ouest

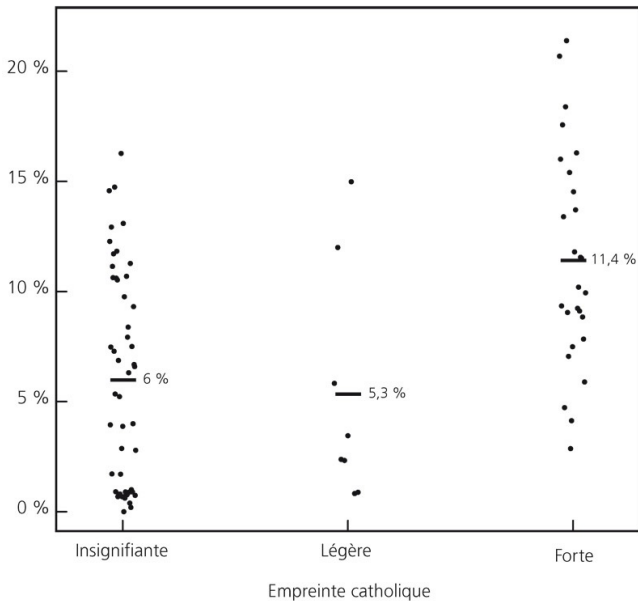
est comme la signature du catholicisme, un hommage tardif et bizarre au *Tableau politique de la France de l'Ouest*, chef-d'œuvre de la science politique française dans lequel André Siegfried étudiait, dès 1913, le rôle du catholicisme dans l'indéracinable orientation à droite de l'Ouest français. Son analyse fut fondamentale pour les républicains de l'époque. Elle leur disait qu'ils allaient devoir apprendre à vivre avec l'Église. Mais aujourd'hui, ce que nous devons comprendre c'est pourquoi l'Ouest s'est levé *au nom des valeurs républicaines*, changement

miraculeux, si toutefois nous acceptons de croire qu'il s'agit bien de défendre *la même* République que celle qui y fut détestée entre 1791 et 1914.

II. 4 – Le catholicisme zombie dans les villes



1. Taux de manifestation



L'effet catholique zombie est cependant effacé dans les agglomérations à forte population ouvrière comme Laval, Angers, Cholet et Saint-Nazaire. Cette dernière exceptée, les villes de l'Ouest sont rarement perçues comme « ouvrières » parce que leurs industries y sont d'implantation récente. Aujourd'hui, les cartes économiques de la France enregistrent surtout l'effondrement des effectifs industriels qui a résulté du *policy mix* dément combinant, depuis trente ans, libre-échange et monnaie forte. Les agglomérations de l'Ouest ont

mieux résisté et apparaissent désormais avec des proportions d'ouvriers aussi élevées que les villes sinistrées du nord et de l'est du Bassin parisien. Les Pays de la Loire ont même été le lieu, jusqu'à très récemment, d'un vrai dynamisme, porté par des industries nouvelles, souvent électroniques mais toujours diversifiées. Cholet est bien connue pour son réseau d'entreprises inventives mais la discrète Laval est tout aussi remarquable.

On ne peut expliquer l'absence de Strasbourg parmi les cités à taux de manifestation élevés par son ambiance

ouvrière et populaire. La capitale de l'Alsace est une grande ville administrative et universitaire, très bien pourvue en cadres et professions intellectuelles supérieures. Mais il est temps, ici, de rappeler ce que fut le thème principal de la manifestation, explicite pour certains, implicite ou même inconscient pour d'autres : « Je suis Charlie, je suis français, j'ai le droit et même le devoir de blasphémer, sur l'islam des autres autant que sur mon catholicisme. » Les deux départements alsaciens et la Moselle, rattachés à l'Allemagne entre 1871 et 1918, n'ont

pas connu la séparation de l'Église et de l'État de 1905. Ils restent sous le régime du Concordat de 1801, qui ne reconnaît pas le droit au blasphème. Jean-Luc Mélenchon, avec le sens aigu des priorités historiques qui le caractérise, réclamait pour cette région particulière l'application du droit commun bien avant l'affaire *Charlie Hebdo*. Le rapport de L'Alsace à la religion est spécifique. Il arrive encore que les gens s'y identifient en tant que catholiques ou protestants. Sans prétendre le moins du monde que la faible mobilisation de Strasbourg révèle une tendresse

particulière envers l'islam, on peut admettre que l'axe idéologique de la manifestation du 11 janvier s'intégrait mal à la dynamique culturelle alsacienne. Je reviendrai plus loin sur les conséquences dramatiques que pourrait avoir en Alsace la nouvelle hystérie laïciste.

L'analyse détaillée de la manifestation n'aboutit donc pas à la découverte d'un monde neuf, régénéré, refondé. Les déterminations de sa mise en marche sont, pour l'essentiel, les mêmes que celles du vote pour Maastricht. Les

couches sociales motivées furent les classes moyennes, issues du secteur public et du secteur privé, enrichies dans les provinces d'une forte composante catholique zombie.

La régression linéaire sur trois variables – la proportion d'ouvriers, la proportion de cadres et des professions intellectuelles supérieures, l'empreinte catholique – permet d'« expliquer » au sens de la statistique 40 % de la variance du taux de manifestation⁴. Compte tenu de l'incertitude qui pèse sur les données, c'est remarquable. Le terme d'erreur entre les taux à approcher

et les valeurs prédites par le modèle comporte en effet, non seulement – comme il est normal – des variables explicatives absentes, mais aussi une erreur de mesure massive. Sans cette erreur, le niveau de détermination serait vraisemblablement de l'ordre de 55 %.

Dans le parallèle avec Maastricht, seuls les citoyens âgés manquent à l'appel. Nous ne les avons pas intégrés à notre analyse parce qu'il est évident qu'au-dessus d'un certain âge, manifester devient difficile. Il est cependant certain que la moyenne d'âge des citoyens mobilisés était plutôt

élevée si on la compare à celle de foules révolutionnaires. Elle intégrait un nombre non négligeable de retraités.

Charlie est donc une vieille connaissance. Les forces sociales qui se sont exprimées le 11 janvier sont celles qui avaient fait accepter le traité de Maastricht. L'émotion née de la tuerie du 11 janvier a ressuscité, non pas la République, mais la coalition qui avait voté sa dissolution dans le nouvel ordre européen. La masse de la manifestation suggère que les catégories « intermédiaires » de la nomenclature socio-professionnelle de l'INSEE, qui

avaient lâché la coalition en 2005, sont revenues dans le bloc idéologiquement dominant de la société française en 2015. De ce ralliement a résulté le sentiment d'unanimité.

Le néo-républicanisme

L'ancrage de la manifestation dans la moitié supérieure de la société française et dans sa périphérie postcatholique oblige à parler d'*hégémonie* d'un bloc ou d'une coalition sociale plutôt que d'unanimité. Les milieux populaires ont été réduits au silence, tout comme les

descendants d'immigrés des banlieues, absents pour l'essentiel des manifestations ainsi qu'en ont finalement convenu tous les commentateurs. La République qu'il s'agissait de défendre n'était pas celle de tous les citoyens. Une compréhension anthropologique et géographique de l'espace social français nous oblige à admettre que les doctrines nouvelles — européistes comme républicaines récentes — s'appuient sur les classes et les régions qui adhèrent le moins, ou même pas du tout, au principe d'égalité. Nous comprenons pourquoi on n'a pas beaucoup entendu, durant la

manifestation, le deuxième terme de la devise républicaine.

Pour éviter toute confusion, je désignerai désormais par le terme de « néo-républicanisme » la doctrine en cours d'émergence, qui affirme frénétiquement son attachement à Marianne et à la laïcité mais trouve son assise la plus solide dans ces régions catholiques qui résistèrent le plus vigoureusement à l'établissement de la République. L'analyse statistique nous conduit ainsi à cette interrogation fondamentale : *Pourquoi les régions qui soutiennent aujourd'hui le plus*

vigoureusement le projet européen et la laïcité sont-elles celles qui, lorsqu'elles étaient catholiques, avaient fourni à l'antidreyfusisme ses plus gros bataillons et au régime de Vichy ses meilleurs soutiens ?

Il existe une réponse optimiste à cette question. La chute finale du catholicisme dans ses bastions des classes supérieures et de la périphérie de l'Hexagone aurait permis une émancipation totale des groupes concernés, un ralliement sincère et profond aux valeurs de liberté et d'égalité. (Je postule ici que la valeur

de fraternité est commune à l'Église et à la République et ne la mentionne donc pas comme élément discriminant.)

Dans une telle représentation en termes de conversion – une sorte de modèle saint Paul du ralliement à la République –, il faudrait considérer la passion nouvelle pour la laïcité des groupes qui viennent d'abandonner l'Église, derniers sortis de l'emprise cléricale, comme une pure et simple revitalisation de la laïcité traditionnelle. Or ce n'est pas du tout ce que l'on constate : la dernière étape de la disparition du catholicisme en tant que

puissance sociale n'a pas inclus un rejet explicite et violent de l'Église, semblable à celui qu'on avait pu observer du temps de Voltaire, de la Révolution, ou de la séparation de 1905. La CFTC s'est transformée doucement, paisiblement, en CFDT, sans devenir anticléricale pour autant.

C'est qu'avant de spéculer en métaphysiciens sur la liberté de l'homme, nous devons accepter de voir dans la réalité du monde la puissance des continuités. Ni les individus ni les groupes ne peuvent être libérés de leurs valeurs, en France ou ailleurs, par

seulement trente ans d'évolution. Un principe d'inertie fait qu'une société ou une classe ne saurait échapper si vite à sa trajectoire historique.

Bien sûr, ces valeurs sont masquées, inconscientes. Mais admettre leur permanence, et leur conflit possible avec les valeurs conscientes des politiques ou des électeurs, portées par habitude, comme un vieux vêtement, nous permet d'analyser avec efficacité l'un des traits structurels de la vie politique française actuelle : une contradiction incessante entre ce qui est dit et ce qui est fait.

1992-2015 : de l'européisme au néo- républicanisme

Ce dédoublement est typique de l'européisme. Le langage de Maastricht était libéral, égalitaire, universaliste. Il ne s'agissait que de pousser plus avant l'édification d'une Europe unie, association de nations libres et égales vivant dans la paix perpétuelle d'un ordre kantien. La grandeur des principes ne faisait pas dédaigner une justification par l'efficacité économique. L'euro devait assurer notre prospérité.

La réalité fut à l'opposé : ralentissement de la croissance, stagnation économique. Loin de mener au triomphe de la liberté et de l'égalité, Maastricht aboutit à celui de l'inégalité sous l'autorité transcendante d'une divinité cruelle, la monnaie. Le monde populaire vit s'abattre sur lui la main de fer d'une gestion économique autorisant la destruction des activités industrielles pour privilégier les services financiers. L'Europe devint une hiérarchie de nations inégales.

Nous pouvions autrefois admettre que les politiques et les électeurs favorables

à Maastricht, également incompétents, n'envisageaient pas les conséquences économiques de leur rêve idéologique, et qu'ils pensaient effectivement en termes de liberté et d'égalité républicaines. L'opposition soudaine du peuple et des élites, en 1992, n'aurait été qu'un malheureux accident, tout comme la trace du catholicisme dans le vote « oui ». Mais en 2015, les effets de Maastricht sont là. Les usines ont fermé, les banlieues pourrissent. Et nous devons émettre l'hypothèse qu'il n'avait jamais été question d'autre chose dans l'esprit des concepteurs de la monnaie

unique : *Ce qui se passe n'est pas en contradiction avec les valeurs de la coalition sociale qui contrôle la France mais, au contraire, les satisfait.*

Pour les ouvriers, les employés et les jeunes, ce quart de siècle a été perdu. Pour le débat idéologique aussi, puisqu'il se perdit en rhétorique circulaire. Pour le chercheur, cependant, ce temps écoulé vaut quelque chose parce qu'il a fini par rendre manifestes les valeurs latentes des acteurs. C'est bien un idéal de hiérarchie qui avait mené à Maastricht, et qui nous gouverne toujours, ancré dans les valeurs

d'autorité et d'inégalité. Il nous vient du catholicisme et de Vichy plus que de la Révolution.

Charlie, comme Maastricht, fonctionne sur deux modes, l'un conscient et positif, libéral et égalitaire, républicain, l'autre inconscient et négatif, autoritaire et inégalitaire, qui domine et exclut.

La manifestation du 11 janvier fut grandiose. Ce serait une perte de temps que de reprendre en détail tout ce qu'elle exprimait de positif selon ses acteurs : défense de la liberté d'expression, de la laïcité, ouverture au « bon islam » et au monde. Mais il suffit

de concentrer notre attention sur les objectifs concrets de la manifestation pour atteindre ses valeurs latentes. Il s'agissait avant tout d'affirmer un pouvoir social, une domination, objectif atteint en défilant en masse, derrière *son* gouvernement et sous le contrôle de *sa* police. L'identification au journal satirique *Charlie Hebdo* révèle, quant à elle, la puissante dimension de rejet de la motivation manifestante. La République qu'il s'agissait de refonder mettait au centre de ses valeurs le droit au blasphème, avec pour point d'application immédiat le devoir de

blasphémer sur le personnage emblématique d'une religion *minoritaire*, portée par un groupe *défavorisé*. Dans le contexte du chômage de masse, d'une discrimination à l'embauche des jeunes d'origine maghrébine, d'une diabolisation incessante de l'islam par des idéologues installés au sommet de la société française, à la télévision comme à l'Académie, on ne saurait souligner assez la violence rentrée dans la manifestation du 11 janvier.

Des millions de Français se sont précipités dans les rues pour définir

comme besoin prioritaire de leur société le droit de cracher sur la religion des faibles. Ils sont à cette occasion sortis, en dépit de leurs assertions, de l'axe central de l'histoire nationale. Voltaire a souvent été évoqué par Charlie comme référence doctrinale, tout comme il l'était, avec raison, par les révolutionnaires de 1789 ou par les partisans de la séparation de l'Église et de l'État en 1905. Mais si nous nous replongeons dans son *Dictionnaire philosophique*, ce que nous y trouvons est surtout une excellente mise en boîte du catholicisme, religion des pères de

l'auteur, et du judaïsme, source unique de cette religion. Le dictionnaire s'intéresse très peu à l'islam ou au protestantisme. Il contient des articles sur Abraham, David, Jésus, Joseph, Julien, Moïse, Paul, Pierre et Salomon, aucun sur Mahomet, Luther ou Calvin. Voltaire, au contraire de Charlie, ne dénonçait pas la religion des autres. Il blasphémait sur la sienne et sur celle dont elle était issue.

Nous ne disposons pas pour la manifestation de 2015, comme pour Maastricht, du recul qui nous autoriserait à dire, dès aujourd'hui, que

Charlie va engendrer un monstre autoritaire et inégalitaire. D'ailleurs, nous ne savons pas à quel degré les classes moyennes de la capitale sont pénétrées par la valeur d'inégalité, qui n'est absolument pas typique de la région parisienne dans son ensemble. Il n'est pas impossible, ainsi que je le montrerai aux chapitres suivants, que la manifestation parisienne ait inclus un élément xénophobe absolument indépendant de la tradition catholique, qui renvoie à l'inverse à la face sombre de la tradition révolutionnaire et républicaine. Impossible de répondre

définitivement à cette question : Charlie a-t-il ou non un rapport avec les années les plus noires de la France contemporaine ?

Mais nous sommes en France, en 2015, entraînés par la montée de sentiments islamophobes et antisémites, et nous ne pouvons nous permettre d'attendre d'être « sûrs » que le néo-républicanisme soit un néo-vichysme pour proclamer la validité de cette proposition, tout simplement parce que, si nous venions à en être sûrs un jour, il serait probablement trop tard. L'islamophobie aurait suffisamment

progressé pour être devenu aussi dangereuse que l'antisémitisme de la droite classique.

De quels éléments disposons-nous, en 2015, pour évaluer la situation ?

1. De la carte d'identité géographique et sociale de la manifestation, avec ses bastions catholiques zombies, qui est vraiment parlante. Elle suffit à frapper de nullité tous les discours lénifiants sur la laïcité. Ce qui a marché en tête des manifestations, dans les rues des villes françaises, ce n'était pas la vieille laïcité mais une mutation des forces qui avaient autrefois soutenu l'Église

catholique. C'est le catholicisme zombie qui se présente en première ligne face à l'islam, non la Révolution. Il proclame le devoir de caricaturer Mahomet. Il nous propose une guerre de religions dans un monde qui ne croit plus en Dieu.

2. La détermination religieuse et socio-économique commune à la manifestation du 11 janvier et au vote « oui » à Maastricht suggère que, comme la monnaie unique, Charlie pourrait être un phénomène dynamique qui révèle avec le temps, de plus en plus fortement, ses vraies valeurs de référence : l'autorité et l'inégalité. Charlie n'est

qu'un enfant. À quoi ressemblera-t-il adulte ?

Quoi qu'il en soit, l'isomorphisme identifié entre Maastricht et Charlie nous permet de décrire la réalité du système social français. Le voile de la politique officielle et consciente a été une deuxième fois déchiré. Le même bloc hégémonique règne, européiste et optimiste en 1992, choqué et potentiellement islamophobe en 2015. Charlie, être social collectif, n'est pas toute la France, mais il la tient solidement ainsi que son État.

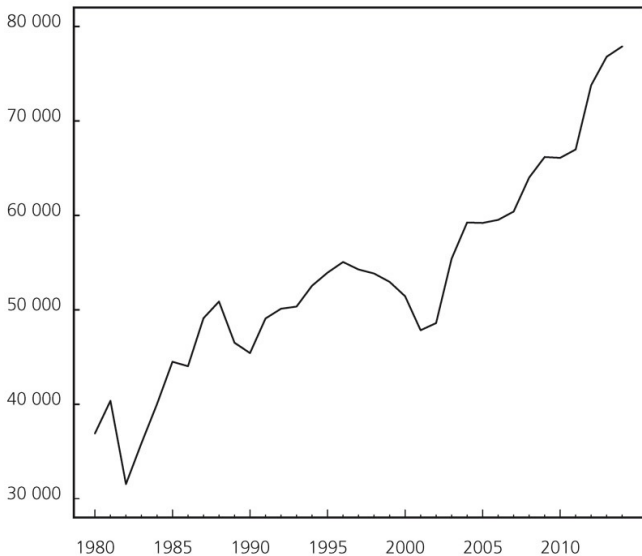
La réalité néo- républicaine : l'État social des classes moyennes

La France n'est pas, en 2015, une nation grande et généreuse. Des poches de pauvreté s'installent et les prisons se remplissent. Car la seule véritable réponse du bloc hégémonique MAZ (classes Moyennes, personnes Âgées, catholiques Zombies) à l'accumulation des problèmes est l'augmentation rapide du nombre des individus incarcérés par l'État. 36 913 personnes écrouées en

1980, 77 883 en 2014. En tenant compte de l'augmentation de la population française de 55 à 65 millions, nous enregistrons donc une élévation du taux d'incarcération de 7 à 12 pour 10 000, soit de plus de 70 %. Il s'agit avant tout d'hommes jeunes. Avant de nous inquiéter de leurs origines nationales ou religieuses, notons en effet l'âge moyen des prisonniers : 30,1 ans en 1980, 34,6 en 2014⁵. Par ailleurs, la tendance à l'incarcération ne reflète pas une montée de violences graves : le nombre des homicides a, dans l'hexagone, chuté de 1 171 en 1996 à 682 en 2013. C'est

l'injustice du monde qui remplit les prisons.

2. Nombre de prisonniers au 1^{er} janvier



Le bloc MAZ continue d'exprimer de merveilleuses valeurs européennes et universelles, mais il accepte en pratique un fantastique durcissement interne de la société. Il ne s'agit pas ici de contester les valeurs françaises traditionnelles de liberté et d'égalité, ni même de donner une vision purement négative du bloc MAZ.

**La taille des classes
moyennes vers
2010-2015**

La nomenclature de l'INSEE permet une approche empirique de la structure sociale, absolument imparfaite sur le plan théorique puisqu'elle mélange fonction, éducation et revenu, mais parfaitement raisonnable.

Les classes moyennes existent, par définition, entre une classe supérieure, infime par le nombre mais très importante par la possession du capital, et un monde populaire massif.

Laissons d'abord de côté la population considérable des retraités et des inactifs.

Les *chefs d'entreprises* de plus de 10 salariés constituent à peine 0,1 % de la population active. L'ajout de très hauts fonctionnaires, de cadres dirigeants d'entreprises, des très riches rentiers,

n'augmente pas la taille des classes supérieures au-delà de 1 % de la population d'âge actif.

Les *ouvriers et les employés* – souvent mariés ensemble puisque 80 % des ouvriers sont des hommes et 75 % des employés sont des femmes – constituent l'essentiel des milieux populaires, 50 % de la population active. Les *artisans et petits commerçants*, 5,5 % des actifs, se rapprochent des ouvriers par le niveau éducatif et la propension à voter Front national. Ils sont culturellement proches ou même partie des milieux populaires, tout comme les *agriculteurs* – 1,5 % en tout –, à l'exception d'une poignée de très grands exploitants. Nous obtenons donc

57 % en tout pour les milieux populaires au sens large.

Restent donc, pour les classes moyennes, 42 % de la population active, qui se décomposent en 17 % de *classes moyennes supérieures* (cadres et professions intellectuelles supérieures) et 25 % de *classes moyennes inférieures* (les professions intermédiaires).

Imaginons, pour les situer relativement les unes aux autres, la différence entre un professeur et un instituteur, ou entre un ingénieur et un technicien. Le premier enseignement fondamental de cette description est que les classes moyennes constituent une masse, certes moins importante que le monde populaire, mais

comparable par la taille : 42 % contre 57 %.

On voit bien comment cette classe moyenne, combinant une éducation et des revenus plus élevés, peut contrôler le système idéologique.

Le deuxième enseignement, tout aussi important, est que si les « moyens supérieurs » veulent tenir en respect les 1 % d'en haut et les 57 % d'en bas, ils doivent contrôler les « intermédiaires ». L'enjeu des luttes idéologiques, depuis Maastricht, est effectivement l'orientation idéologique des classes moyennes inférieures. Les milieux populaires ont quant à eux quitté depuis tellement longtemps le champ gravitationnel des classes moyennes

supérieures qu'ils ne semblent plus récupérables.

N'oublions pas, dans l'équilibre des forces sociales, les 32 % de retraités dans la population de plus de 15 ans, et les 8 % d'élèves ou d'étudiants.

Les classes moyennes françaises sont, à certains égards, admirables. Au contraire de leurs homologues anglaises, américaines ou allemandes, elles sont capables de faire des enfants en nombre raisonnable, de produire des retraités cultivés, aptes à courir les festivals d'art en été. Elles protègent notre cinéma et, de façon générale, préservent une culture

cohérente dans le monde disloqué de la globalisation. Reste que le bien-être de cette classe émane d'un système social non seulement égoïste, mais hypocrite puisque ses représentations officielles nient les relations de force, d'exploitation, d'exclusion et de répression.

La rhétorique française de l'« État social » est typique. Oui, les Français sont plus attachés que les Anglo-Saxons à l'État social, et non, ils n'ont pas, jusqu'à présent, refusé de payer l'impôt qui permet de le financer. Mais est-on bien sûr qu'ils ont toujours en tête le

vieil État social d'après-guerre, né des luttes de la classe ouvrière et de la longue ascension de l'égalité démocratique ? Certes, la protection médicale et les retraites sont encore assurées pour tous. C'est ce qui explique d'ailleurs les excellentes performances de la France en matière de santé, qu'il s'agisse de mortalité infantile ou d'espérance de vie. Mais peut-on vraiment qualifier de « social » un État dont la gestion économique assure, sur la longue période, structurellement, un taux de chômage destructeur de vie supérieur à 10 % ? Un tel résultat

évoque plutôt la politique d'une alliance de castes – mêlant fraternellement ploutocrates, retraités et classes moyennes, publiques et privées, le bloc MAZ – qui accepte l'inégalité... quand cela l'arrange. Parfois, l'État français est même moins social que son homologue anglo-saxon qui intègre lui, ainsi que l'a finement souligné Christophe Ramaux, le plein-emploi dans ses objectifs de long terme. Placer la lutte pour l'emploi au centre de ses objectifs c'est, beaucoup plus qu'on ne l'admet au pays du chômage à 10 %,

accepter le principe même d'un pacte social, et l'appliquer⁶.

Mais la France, c'est aussi le pays où l'État, à travers toutes sortes d'activités et de programmes, avantage spécifiquement les couches déjà favorisées. Aux États-Unis comme en Angleterre, le coût des études secondaires et supérieures, élevé pour les parents, explique la faible fécondité des classes moyennes. Pour chaque enfant, en effet, la facture est lourde. En France, c'est l'inverse : la prise en charge par l'État de l'essentiel du coût des éducations secondaires et

supérieures explique la bonne tenue démographique des « cadres et professions intellectuelles supérieures », qui peuvent procréer sans programmer ainsi leur suicide social. Oui, l'État social survit en France, mais d'abord parce qu'il est devenu l'État social des classes moyennes. Le discours dominant nous les présente désormais, systématiquement, comme victimes de l'impôt. Mais cette représentation en victimes n'exprime en France que le pouvoir idéologique de ces couches privilégiées⁷.

Je voudrais éviter ici tout malentendu. À mes yeux, il est clair que le financement de l'éducation par l'État, autrement dit par l'impôt, est une bonne chose. Les familles ne sauraient assumer sans aide le coût d'une éducation longue pour les enfants. Et le dogmatisme anti-État des néolibéraux pourrait bien aboutir à tuer ce qu'il y a de positif pour la société dans la bonne transmission de l'acquis culturel des couches cultivées. Comme refusent de le dire les héritiers directs de Pierre Bourdieu, la reproduction culturelle n'est pas simplement un scandale, elle est aussi

une nécessité si l'on veut assurer la continuité du système social et le progrès pour tous. La reproduction est une base indispensable à l'élargissement de l'éducation. Mais, quand même, il ne faut pas exagérer. Il y a bien du cynisme à faire financer par des classes populaires qui vivent sous la menace d'un chômage à 10 % l'éducation des enfants des cadres. Or notre système d'information nous cache cette réalité. Il ne se contente pas de nous expliquer que Charlie est toute la France ; il nous suggère sans cesse que les classes populaires, elles, ne payent pas l'impôt.

Quelle blague ! Les impôts indirects – TVA et produits énergétiques – pèsent deux fois plus lourd dans les revenus de l'État que l'impôt direct et les Français les moins bien lotis en payent plus que leur part, parce qu'ils doivent bien consommer pour vivre et donc être taxés. Mais l'idéologie du bloc MAZ domine tellement l'information que dans 95 % des cas, l'impôt sur le revenu devient, dans la bouche des journalistes économiques, l'impôt tout court. Exit la TVA, sauf évidemment quand on envisage de l'augmenter, sous la dénomination orwellienne de TVA

sociale...

Pour autant, je l'ai dit, il serait absurde de refuser de voir la face positive du système social qui a donné naissance à Charlie. Car le néo-républicanisme peut revendiquer comme siens quelques beaux succès.

La mutation de l'État social originel en « État social des classes moyennes » a freiné l'augmentation des inégalités économiques. Subtilement protégés, les « cadres et professions intellectuelles supérieures » n'ont pas cherché dans l'explosion de leurs revenus une réponse à leurs problèmes d'éducation des

enfants. Leurs homologues anglo-américaines, à l'inverse, dans leur solitude, se sont séparées des milieux populaires et elles-mêmes fragmentées en tentant de s'identifier aux 1 % supérieurs de l'échelle des revenus. Année après année, l'OCDE constate qu'en France, à la différence de ce que l'on observe ailleurs dans le monde le plus avancé, les inégalités de revenu n'augmentent pas, du moins entre les 80 % inférieurs et les 19 % qui les surplombent. Chez nous, les 1 % supérieurs décollent seuls et prennent le risque de l'isolement idéologique. Est-

ce tout à fait un hasard si la France a offert au monde Thomas Piketty, l'économiste qui a ciblé les 1 % à l'échelle planétaire ? Loin d'être haïssables, les classes moyennes françaises forment toujours le socle sur lequel on pourrait entreprendre de construire une société réellement égalitaire et progressiste.

Reste que l'émergence de Charlie évoque un renforcement de la tendance autiste d'un système social et idéologique dont les « 19 % », la fraction supérieure des classes moyennes, constituent le centre de

gravité. Piketty lui-même, lorsqu'il cesse d'être un savant, par exemple dans la quatrième partie de son *Capital au XXI^e siècle*, se révèle être un bon européiste et un authentique néo-républicain⁸. Sa vision critique des 1 % d'en haut ne le conduit pas à prendre le parti des 50 % d'en bas. En ce sens aussi, il est un produit de la société française actuelle.

Charlie est inquiet

N'exagérons pas toutefois l'autosatisfaction du bloc MAZ. Le vide

métaphysique le travaille. L'incertitude économique le comprime, l'infiltré. Ses enfants s'appauvrissent. Leurs difficultés à trouver un travail correctement payé et à se loger atteignent leurs parents, non seulement parce que ceux-ci les aiment, mais souvent aussi parce qu'ils se sentent coupables d'avoir, pour leur part, traversé la vie sans heurt.

Certaines couches stratégiques du bloc sont fragilisées. L'informatique indienne menace certains milieux à haute compétence technologique. La presse écrite surtout, frappée d'obsolescence par Internet, vit son crépuscule. Ses

journalistes subissent avec un temps de retard ce que vécurent avant eux les ouvriers des usines de pneu de Picardie : l'angoisse de voir leur entreprise fermer avant qu'ils n'aient atteint l'âge de la retraite. Lorsque nous voyons *Le Monde*, fébrile, militer durant de longs mois pour une intervention militaire contre le régime de Bachar el-Assad, puis en Ukraine, ou bien *L'Express* du 3 au 10 février 2015 afficher sur sa couverture : « La République contre l'islam », nous devons nous souvenir que ces organes de presse au tempérament guerrier sont

en grande difficulté économique. Quoique subventionnés par l'État, ils vivent avec pour horizon un nouveau plan social et, peut-être, le dépôt de bilan. La fébrilité belliciste d'une bonne partie de la presse écrite s'explique aussi, bien sûr, par cette réalité économique menaçante. Et si nous n'intégrons pas au modèle d'analyse des classes moyennes cette anxiété montante, nous ne comprendrons pas la diffusion en leur sein de l'islamophobie.

Les conséquences de long terme du projet de Maastricht – plus de vingt ans d'échec – nous permettent donc

d'entrevoir, sous la rhétorique en usage du côté des partis « néo-républicains », toute de fidélité aux valeurs anciennes, les contours d'une société égoïste, injuste, féroce. Et, j'y insiste, pour bien saisir la réalité du modèle français, nous devons constamment tenir ensemble, dans le champ de l'analyse, ces deux éléments fondamentaux : superstructure doctrinale libérale et égalitaire venue du passé, infrastructure mentale autoritaire et inégalitaire du présent.

La manifestation du 11 janvier a spectaculairement réitéré cette structure élémentaire du modèle français, mais

sous une forme aggravée. Le choc provoqué par l'horreur des attentats du 7 janvier a pris la France par surprise et permis la libération de tendances instinctives jusque-là refoulées. Elle a mis en évidence le début d'un glissement des classes moyennes vers un inégalitarisme explicite, incluant la désignation d'un bouc émissaire.

Le rapide examen de la réalité du modèle français auquel nous venons de procéder autorise maintenant à replacer la manifestation dans son contexte économique et social. Les drapeaux tricolores et les statues de Marianne du

11 janvier ne doivent pas nous abuser. Nous baignons ce jour-là dans les eaux profondes de l'inégalité, en aucun cas dans celles de l'égalité républicaine. La refondation fut déformation, subversion, viol de l'histoire, définition d'un néo-républicanisme d'exclusion. Et ce nouveau système idéologique fut porté ce jour-là par des classes moyennes qui voulaient affirmer, haut et fort, qu'en aucun cas elles ne se laisseraient troubler par la désagrégation sociale engendrée par leur égoïsme. L'européisme et l'euro détruisent-ils une partie de la jeunesse, et pas seulement

celle des banlieues ? Aucune importance : « nos valeurs », belles et bonnes, sont les seules « vraies valeurs ».

Nous n'avons plus à ce stade aucun mal à comprendre la prétendue contradiction principale de la manifestation, réunie pour soutenir un journal « anarchiste » mais acclamant spontanément l'État et sa police.

Le volume des cortèges, même déflaté des exagérations médiatiques, ne laisse aucun doute sur le fait que les classes moyennes supérieures ont réussi à entraîner beaucoup de gens venus de

couches situées plus bas dans la structure sociale urbaine. Les « cadres et professions intellectuelles supérieures » ne constituent que 17 % de la population active française – 28 % à Paris, 24 % à Toulouse, 20 % à Lyon ou à Lille, 19 % à Rennes ou à Marseille, 18 % à Bordeaux. Des taux de manifestation supérieurs à 100 % auraient été nécessaires pour réunir les foules observées. Nous devons certes accepter, en première approche, l'hypothèse d'une mobilisation exceptionnelle des classes moyennes supérieures, révélant une inquiétude et une fébrilité comme il n'en

existait pas du temps de la bonne conscience maastrichtienne. Mais le haut de la société française a surtout démontré, ce 11 janvier 2015, une capacité renouvelée à entraîner de larges sections des classes moyennes inférieures dans sa vision du monde, ces couches qui correspondent dans les catégories de l'INSEE aux « professions intermédiaires » et à certains types d'employés du cœur des zones urbaines. Les étudiants, dont nous avons vu, lors de l'analyse du référendum de 2005, qu'ils demeuraient sous l'emprise européiste, sont sans doute aujourd'hui

néo-républicains et s'identifient encore à la partie prospère de la société, à laquelle pourtant tant d'entre eux n'appartiendront pas.

Le puissant effet négatif de la variable « proportion d'ouvriers » sur le nombre de manifestants indique, en revanche, que le monde populaire a désormais complètement échappé au contrôle idéologique des classes culturellement dominantes.

L'organisation géographique de la société explique assez largement cette liberté négative. Christophe Guilluy a, avec beaucoup de réalisme, mis au cœur de sa

représentation de la société française la relégation périphérique des classes populaires. Repoussés aux marges géographiques des espaces urbains, les ouvriers ne manifestent plus au cœur des villes. Ils ne sont pas plus mobilisables ponctuellement que contrôlables idéologiquement, ainsi qu'en témoigne leur fort vote pour le Front national. Il est vrai que François Hollande et le Parti socialiste, en refusant au FN une place dans la « grande manifestation républicaine », avaient implicitement désigné ses électeurs comme non désirés au cœur des grandes villes. Pas plus que

la catégorie fantasmatique des musulmans, la catégorie bien réelle des ouvriers n'est la bienvenue à l'heure du pacte néo-républicain.

La prise de contrôle des couches intermédiaires par le bloc MAZ, fût-elle temporaire, reste une belle réussite. Souvenons-nous que le passage du « oui » à Maastricht à 51 % au « non » au Traité sur la constitution européenne à 55 % avait résulté de la défection de ces couches, qui avaient voté « oui » à 57 % en 1992 mais « non » à 54 % en 2005. La prise est belle, mais semble ouvrir la voie à l'instrumentalisation de

l'islamophobie comme moyen de contrôle social.

Évitons toute surinterprétation : on ne peut avoir la certitude que les 4 millions de manifestants, chiffre certainement surestimé, représentent plus que les 12,8 millions de « oui » de 2005 (45 % des suffrages exprimés) d'électeurs. Mais on doit au minimum admettre que le phénomène Charlie a favorisé l'effondrement des oppositions internes aux classes moyennes, fusionné en quelque sorte la droite et la gauche, et révélé le manque de substance idéologique de la gauche de la gauche.

La laïcité contre la gauche

Nombre d'intellectuels et d'économistes d'une gauche soi-disant critique ont été aspirés par la revendication de laïcité, substitut de la critique du libre-échange et de l'euro dont ils sont incapables. J'ai cité plus haut Christophe Ramaux pour son analyse de l'État social. Dès le 9 janvier, celui-ci dénonçait dans *Le Monde* la revue *Politis* et l'association Attac, coupables sans doute de n'être pas tombées sans réfléchir dans

l'islamophobie. Le 11 février, dans une nouvelle tribune, « Prolonger l'esprit du 11 janvier du politique à l'économie », il a parlé de dépense publique, mais surtout pas d'une sortie de l'euro ou d'une contestation du libre-échange, seules ruptures qui rendraient possible une politique économique favorable aux milieux populaires et aux jeunes des quartiers. La défense de l'État social des classes moyennes demeure l'absolue priorité.

On trouve certes encore, en ce début d'année 2015, beaucoup de gens, à gauche, dont la doctrine personnelle

combine en un mélange instable hostilité à l'Europe et peur de l'islam. Mais la dynamique idéologique qui anime les classes moyennes tend à l'élimination de la première préoccupation par la seconde.

La gauche contestataire a donc, dans sa masse, défilé derrière François Hollande, Nicolas Sarkozy, Angela Merkel, David Cameron, Jean-Claude Juncker, Donald Tusk, et Petro Porochenko. Je le répète : nul n'est censé ignorer pourquoi, ou en tout cas derrière qui, il manifeste. Ce que l'on accepte en pratique est plus significatif

que ce que l'on refuse en théorie. L'essentiel de la gauche de la gauche rejette, en théorie et en vrac, l'austérité, le système capitaliste, le leadership américain, l'oppression des Palestiniens. Elle accepte en pratique la monnaie unique et le libre-échange. Dire que défiler derrière une tête de manifestation européiste n'a pas gêné ces pseudo-contestataires est cependant en dessous de la vérité. Ils ont admis en ce jour fatidique qu'ils appartiennent au bloc MAZ qui domine idéologiquement et politiquement la société française.

La mobilisation en faveur de la laïcité et du droit au blasphème a donc défini une « unanimité partielle », concept paradoxal mais essentiel à la compréhension du système qui est en train d'émerger, concept qui devient simple quand on le traduit par « unanimité des classes moyennes ».

Mises en état de stress par le vide métaphysique ambiant, par l'échec de l'euro et par certains effets du néolibéralisme, les classes moyennes, bien loin de se désagréger, sont en train de réaliser leur fusion idéologique et émotionnelle terminale. Socialistes,

sarkozystes et mélenchonistes ont défilé ensemble, affirmant un même socle de valeurs fondamentales. Le sentiment d'unité fut véritable, thérapeutique en quelque sorte. Beaucoup ont vécu la journée sur un mode religieux, comme une refondation unitaire du monde, rejetant, refoulant tous ces tristes citoyens de qualité secondaire qui représentent... plus de la moitié de la société. Leur sincérité ne saurait être mise en doute.

Les journalistes politiques, un moment libérés du champ gravitationnel de la vie réelle, ont ainsi vraiment attendu de la

journée du 11 janvier qu'elle abolisse les classes et leurs conflits. Ils ont fantasmé une volatilisation du Front national, symboliquement anéanti par son exclusion de la manifestation. Ils ont aussi, plus raisonnablement, prédit une remontée très temporaire du Parti socialiste, mené enfin – ici cesse le raisonnable – par un vrai chef, François Hollande.

D'un autre côté, il est évident que l'unification de la France d'en haut réalisée le 11 janvier, combinée à la double exclusion des jeunes musulmans des banlieues et des ouvriers, a accentué

la « verticalisation » mentale de la société. Loin de faire disparaître l'extrême droite, elle a donc ouvert les vannes à une nouvelle poussée du Front national. Si les journalistes politiques avaient lu la note d'analyse de Jérôme Fourquet, qui identifiait, dès le 21 janvier 2015, les disparités régionales de mobilisation, la marque du « non » référendaire et l'empreinte du FN dans les zones de faible participation, ils auraient évité de dire bien des bêtises⁹.

Dès le 30 janvier, le journal *Marianne* annonçait Marine Le Pen à

30 % dans les sondages. Le 8 février, le FN obtenait 48,5 % des suffrages exprimés au deuxième tour d'une élection partielle dans le Doubs, derrière un candidat socialiste. L'UMP avait été éliminée dès le premier tour.

Aux élections départementales de mars 2015, le Front national atteint le quart des suffrages exprimés, et poursuit son implantation locale dans le contexte d'un taux d'abstention qui repasse au-dessous de 50 %. Le PS n'est choisi que par un peu plus du cinquième des votants.

Catholicisme, islamophobie, antisémitisme

Plus encore que la faible représentation des ouvriers ou la surreprésentation de la catégorie « cadres et professions intellectuelles supérieures », la coïncidence des taux de manifestation avec la carte ancienne du catholicisme nous oblige à refuser l'idée d'une continuité entre le républicanisme traditionnel, attaché à l'égalité, et le néo-républicanisme, charpenté par le catholicisme zombie.

Le néo-républicanisme nous vient, en effet, de la partie du système anthropologique français qui revendique l'inégalité des hommes et des conditions sociales. L'examen de sa carte d'identité métaphysique nous conduit plus loin et dans une compréhension plus fine de sa doctrine. Elle autorise notamment à avancer quelques hypothèses sur la place relativement faible accordée par Charlie à la dimension antisémite des attentats. Il s'agit ici d'ouvrir, avec prudence, un domaine de recherche plutôt que de conclure.

Marcela Iacub s'en inquiétait dans *Libération* le 23 janvier :

« Il y a eu dans les commémorations des victimes du terrorisme quelque chose de très gênant : la place presque inexistante octroyée aux morts juifs. On dira qu'on en a parlé partout, un peu moins que des morts de Charlie, certes, mais on ne les a pas complètement oubliés. Voilà le problème. C'est précisément cela qui laisse un goût amer dans nos mémoires. Car le sentiment que l'on éprouve, c'est que le fait de tuer des gens pour avoir dessiné des

caricatures du Prophète est plus grave que de tuer des juifs [...]. »

Nous approchons ici du péché originel de Charlie. Il avait été calme au lendemain des massacres perpétrés en mars 2012 par Mohammed Merah, assassin de militaires à Montauban puis d'un enseignant et de trois enfants juifs au collège-lycée Ozar Hatorah de Toulouse. Il ne fait pourtant aucun doute que le massacre de Toulouse était moralement plus grave encore d'un degré que la tuerie perpétrée à *Charlie Hebdo*. Car il est clair qu'assassiner des enfants, ou des hommes, simplement

parce qu'ils sont juifs, est plus ignoble encore que de massacrer une rédaction engagée dans un combat. En mai 2014, Mehdi Nemmouche, français, avait abattu quatre personnes au Musée juif de Bruxelles. Le problème n° 1 de la société française n'est pas l'atteinte à la liberté de caricature, ou d'expression, mais bien celui de la diffusion de l'antisémitisme dans ses banlieues.

Les événements du 7 janvier ont donc fini par reproduire sur un mode mineur la placidité face à l'antisémitisme déjà révélée par les tueries antérieures. Les manifestants ne se sont pas réunis pour

dénoncer d'abord ce qu'il y avait de plus grave, l'antisémitisme et le danger croissant auquel une religion minoritaire, le judaïsme, doit faire face, mais pour sacraliser la violence idéologique faite à une autre religion minoritaire, l'islam.

Le phénomène Charlie ne peut ainsi être compris que dans son rapport au religieux – « religieux » étant pris ici dans son sens le plus extensif, qui inclut la négation du religieux. L'athéisme militant a sa théologie, il estime important, prioritaire de se battre pour affirmer l'inexistence de Dieu, le dieu

de ses ancêtres comme celui des autres. Dans la confusion religieuse globale qui caractérise la société française, on peut relever quatre éléments fondamentaux :

1. L'incroyance généralisée.
2. L'hostilité à l'islam, religion d'un groupe dominé.
3. La montée de l'antisémitisme dans ce groupe dominé.
4. La relative indifférence du monde laïc dominant à la montée en puissance de cet antisémitisme.

Il est sociologiquement, politiquement et humainement évident que, dans un tel contexte, *la définition de l'islam comme*

problème central de la société française ne peut qu'aboutir à un accroissement du risque physique, non pour la majorité des Français, mais pour les juifs.

Devons-nous considérer comme accidentelle la mise en branle de la séquence : plus d'athéisme militant va conduire à plus d'islamophobie qui va conduire elle-même à son tour à plus d'antisémitisme ? Oui, absolument, si nous nous en tenons aux motivations conscientes des acteurs politiques et sociaux. Mais l'identification, au centre du phénomène Charlie, du catholicisme

zombie, doit nous inciter à la prudence. Nous ne pouvons plus nous satisfaire d'une lecture « consciente » des mécanismes sociaux. Si nous acceptons l'hypothèse de l'inertie anthropologique et l'évidence d'une continuité des forces historiques, nous devons également accepter de voir, au cœur de Charlie, qui se définit par rapport à l'islam, la descendance de forces anthropologiques qui ne furent pas franchement aimables aux juifs. L'universalisme a longtemps dominé la France en tant qu'idéologie, mais il existe aussi une France qui pense les peuples différents par nature.

Une logique différentialiste anime les régions dont le fond anthropologique est inégalitaire. Une séquence simple peut la résumer en tant que mécanisme mental : « Si les frères sont inégaux, les hommes sont inégaux, les peuples sont inégaux et il n'existe pas d'homme universel. L'étranger, le juif, le musulman, le noir, sont par nature différents. » Ce différentialisme peut s'affirmer sur un mode doux, sous l'appellation de « droit à la différence », particulièrement dans les systèmes anthropologiques qui définissent les frères comme différents plutôt que

franchement inégaux. C'est le cas du monde anglo-américain, de la Hollande ou du Danemark. Le « multiculturalisme » habille en général la mise à l'écart du groupe ciblé par l'expression « respect de sa culture », ou par le terme « tolérance ». Typiquement, le différentialisme supporte assez bien l'immigré, ou le juif, ou le noir, ou le musulman, tant que celui-ci reste à sa place et accepte de jouer son rôle (attendu) d'homme différent. C'est lorsqu'il s'assimile et prétend devenir un homme comme les

autres, un banal citoyen, que le fond non égalitaire réagit.

Le rejet peut être extrêmement brutal lorsque la structure familiale sous-jacente est inégalitaire. Le cas limite de la xénophobie différentialiste fut le nazisme, produit tardif de la famille souche allemande dans une phase d'effondrement des croyances religieuses et de crise économique. Ce sont d'abord les juifs assimilés ou en cours d'assimilation, qui ont été considérés comme insupportables. Si l'Autre est différent par nature, son assimilation ne peut être qu'une illusion,

un leurre, un mensonge, une tentative de s'introduire dans une culture saine pour la corrompre de l'intérieur.

L'antisémitisme qui s'est manifesté en France à l'époque de l'affaire Dreyfus fut une variante modérée du type différentialiste. Il était ancré dans la partie catholique de la bourgeoisie française et à sa périphérie, sur un fond anthropologique inégalitaire. Les populations concernées, toutefois, porteuses d'un catholicisme bien vivant, n'étaient pas en état de crise religieuse. Ce catholicisme était d'ailleurs en lui-même un modérateur parce que, par

tradition, chargé d'un message universel. Il reconnaissait aussi pleinement descendre, par filiation légitime, du judaïsme. Mais ce sont bien des juifs assimilés, les « Israélites » français de la fin du XIX^e siècle, qui ont été ciblés.

La protection assurée par la culture égalitaire dominante, qui se refusait *a priori* à voir les hommes – et donc les juifs assimilés – comme différents, assura la victoire des dreyfusards.

Dans le cas des systèmes anthropologiques égalitaires, on l'a vu, la séquence logique s'inverse : « Les frères sont égaux, les hommes sont

égaux, les peuples sont égaux et il existe un homme universel. »

Évidemment, toute résistance, toute lenteur dans le processus d'assimilation exaspérera une société d'accueil égalitaire fonctionnant avec un préjugé universaliste. Dans un esprit d'impartialité, je montrerai, au chapitre IV, consacré aux Français d'extrême droite, la possibilité d'une xénophobie d'essence universaliste et, en certains moments de crise, d'un antisémitisme authentiquement républicain. Cette forme plus rare dérive d'une application exagérée du principe

d'égalité, inverse quant à sa logique de l'antisémitisme catholique ou vichyste qui provient lui, classiquement, d'une application de routine du principe d'inégalité. À ce stade de l'analyse, contentons-nous d'enregistrer un fait partiel fondamental. Dans une France qui vient de passer sous le contrôle de sa périphérie catholique zombie, se développe un climat religieux obsessionnel qui emboîte les ressentiments comme des poupées russes : islamophobie dans la population d'origine chrétienne, antisémitisme dans la population d'origine musulmane.

L'analyse du basculement idéologique qui désoriente aujourd'hui la société française doit encore être complétée. Pour bien comprendre la montée en puissance de la valeur d'inégalité, nous devons en effet mieux prendre la mesure du malaise de la France centrale, laïque et égalitaire. Plus encore que le dynamisme propre du catholicisme zombie, c'est l'implosion de la France centrale qui explique l'émergence du système néo-républicain. Plus que la force de Vichy, c'est la faiblesse de la Révolution qui explique la dénaturation de la République. La valeur d'égalité se

porte en effet mal en France, en Europe, et, à vrai dire, dans l'ensemble du monde développé.

1. Rappelons qu'un coefficient de corrélation linéaire calculé sur 85 points de données est, sous les hypothèses usuelles, significatif au seuil 1 % si sa valeur absolue est supérieure à 0,28.
2. Une régression linéaire multiple confirme que le taux de cadres ne joue en fait pas significativement, une fois contrôlés les taux ouvriers et le degré d'imprégnation catholique.
3. Une analyse de variance (ANOVA) à un facteur montre cet effet ($p\text{-value} = 3,7 \times 10^{-5}$).

4. Le coefficient de détermination (R^2 , part de la variance expliquée par le modèle) vaut 0,39.
5. Direction de l'administration pénitentiaire, *Séries statistiques des personnes placées sous main de justice, 1980-2014*.
6. Christophe Ramaux, *L'État social*, Paris, Mille et une nuits, 2012.
7. Ceci ne s'applique pas au monde anglo-américain.
8. Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.
9. IFOP, Focus n° 121, « Marche républicaine pour Charlie, des disparités de mobilisation lourdes de sens ».

CHAPITRE III

L'égalité malheureuse

Ainsi que le montrent les travaux de Thomas Piketty et de ses collègues, la crise de l'égalité est un phénomène mondial. En chercher l'explication dans un contexte purement français serait peu réaliste. La concentration du capital, la

montée des inégalités de revenu et l'émergence d'oligarchies sont des phénomènes planétaires. L'organisation néolibérale du commerce et de la finance a permis leur émergence mais elle ne les explique pas. Ce sont des États qui ont mis en place les règles du jeu qui ont conduit à l'accroissement des inégalités. Ce sont des *systèmes politiques représentatifs* qui ont accepté et organisé l'ouverture de l'échelle des revenus. Rien de tout cela n'est advenu par surprise. La théorie économique la plus orthodoxe – des avantages comparatifs de Ricardo au théorème de

Heckscher-Ohlin – promettait l'inégalité en même temps que l'efficacité. Je veux bien croire que les énarques qui gouvernent en France les grandes banques et l'État n'avaient pas anticipé la baisse du revenu médian que nous vivons aujourd'hui. Mais les corps électoraux, en même temps qu'ils adoptaient des mœurs nouvelles, ont bel et bien accueilli avec ferveur le discours sur l'individu triomphant, la règle du jeu néolibérale, la nécessité de la compétition, les bienfaits promis de l'inégalité.

Ce qu'il reste à identifier, c'est donc le facteur, commun à toutes les sociétés avancées, qui explique cette allégeance de masse. Rejetons d'emblée l'interprétation complotiste, qui attribue à des sectes haut placées la manipulation des médias et de l'opinion. Observons plutôt l'évolution éducative des populations pour comprendre comment s'est opérée la dissolution du corps des citoyens.

Vers 1945, à l'aube des Trente Glorieuses, tout le monde ou presque savait lire et écrire en Europe et au Japon, mais pas davantage. Aux États-

Unis, 80 % des jeunes déjà avaient reçu une éducation secondaire. Dans l'ensemble du monde le plus développé, la dominante implicite était démocratique. Les classes différaient peu par le niveau de compétence culturelle. Les politiques, les idéologues et les romanciers qui avaient bénéficié d'une éducation supérieure devaient, s'ils voulaient exister socialement, « parler » aux masses. Partout cependant, à partir des années 1950 aux États-Unis, des années 1970 ou 1980 en Europe et au Japon, le développement

de l'éducation supérieure a fragilisé, brisé, disloqué l'homogénéité éducative.

La pyramide culturelle s'inverse pour les jeunes générations. Celles-ci tendent vers une nouvelle stratification, incluant, selon un modèle très schématique, 45 % d'éduqués supérieurs, 45 % d'éduqués secondaires et 10 % d'éduqués primaires. Dans cette pyramide culturelle inversée, l'instruction primaire se distingue mal de l'échec scolaire. Les statistiques officielles, lorsqu'elles ciblent les sous-privilégiés de l'éducation, glissent sans cesse du concept d'« instruction primaire

seulement » à celui de « sortie sans diplôme du système éducatif » ou à celui, plus explicite encore, de « difficultés de lecture ». De socle de la démocratie, l'alphabétisation de masse est devenue synonyme d'insuffisance, symbole d'échec. Au sentiment égalitaire engendré par l'éducation primaire universelle a succédé un sentiment social inégalitaire. Certes, ce dernier n'est pas le même pour tous. À la conscience heureuse d'appartenir à la catégorie des élus de l'éducation supérieure répond, soit la conscience malheureuse de la catégorie inférieure

du primaire, soit la conscience incertaine des couches intermédiaires du secondaire. Nous tenons ici l'origine de l'affrontement entre l'élitisme et le populisme, présent dans toutes les grandes démocraties occidentales. Le clivage est moins net en Allemagne, au Japon, en Suisse, en Suède, toutes sociétés protégées des effets les plus dévastateurs du nouveau subconscient inégalitaire en raison de leur intégration verticale.

La nouvelle stratification culturelle est, bien entendu, la cause fondamentale du vote Front national, dont la

détermination éducative est encore plus puissante que la détermination économique. Pourtant, le vote FN ne saurait être réputé « primaire ». Ce sont déjà les éduqués « secondaires » qui lui donnent sa masse. Les éduqués « supérieurs » demeurent au stade actuel, imperméables à sa séduction. La population susceptible de rejoindre le Front national dans les jeunes générations, c'est donc, selon ce modèle très simplifié : 10% de primaires + 45% de secondaires = 55% de la population. Ce calcul n'anticipe pas l'inévitable pénétration par l'extrême

droite de la couche des jeunes éduqués supérieurs le jour où leurs revenus, déjà médiocres au regard de leurs qualifications, auront suffisamment baissé...

Les difficultés de la France laïque et égalitaire

La diversité anthropologique de la France fait de ce pays un extraordinaire laboratoire pour qui veut comprendre, par-delà l'universalité du mouvement vers l'inégalité, la diversité de ses effets

sur les sociétés. La montée en puissance de la valeur d'inégalité n'a en effet pas les mêmes implications lorsque la base anthropologique, inégalitaire, l'accepte *a priori* et lorsque celle-ci, égalitaire, souffre, résiste, refuse la tendance générale.

Comment réagissent donc les deux France, celle de l'inégalité et celle de l'égalité ?

Travaillant sur les données de recensement les plus récentes, Hervé Le Bras et moi-même avons observé, dans *Le Mystère français*, la survie au-delà de sa propre mort du catholicisme des

régions périphériques, constatation qui, je l'ai dit, avait rendu nécessaire l'introduction dans nos modèles du concept de catholicisme zombie. De nombreux indicateurs statistiques révélaient en effet que quelque chose, dans les régions indifférentes ou hostiles à l'égalité, était toujours actif, s'exprimant par des résultats scolaires meilleurs, des problèmes familiaux moins nombreux, des taux de chômage plus bas, des reconversions économiques plus réussies... Symétriquement, la vieille France égalitaire et laïque n'allait pas bien. La

carte du chômage en 2014 (III. 2) fait apparaître une corrélation positive, faible mais très significative, avec la pratique religieuse résiduelle, c'est-à-dire avec le catholicisme zombie (- 0,30).

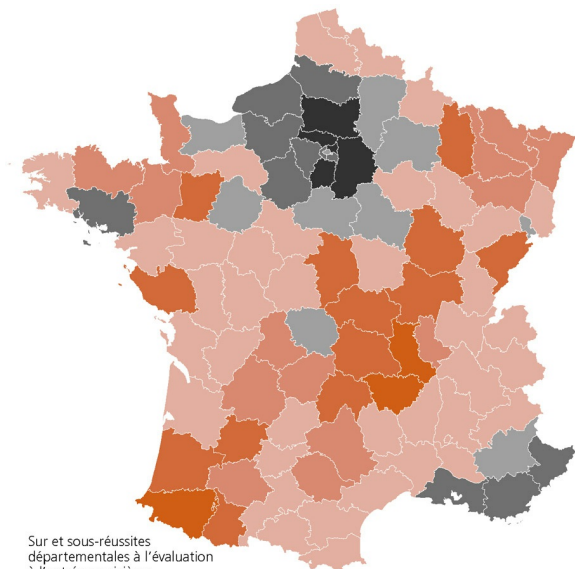
La différence de performance éducative est certainement le moteur général des meilleures performances catholiques zombies et des difficultés laïques. Le plus étonnant ici est sans doute la plus forte polarisation éducative observée dans les régions de tempérament égalitaire, où l'on enregistre, relativement, beaucoup

d'éduqués primaires *et* beaucoup de supérieurs.

Parallèlement aux résultats que nous avons présentés dans *Le Mystère français*, d'autres chercheurs ont travaillé à l'identification des régions en difficulté éducative. Nos conclusions sont convergentes. La carte III. 1 nous montre ainsi le résultat d'une analyse très fine qui identifie, pour l'année scolaire 2001-2002, quels départements *ont trop bien réussi* lors du test national d'évaluation en 6^e, et lesquels *ont trop mal réussi*, une fois éliminés les facteurs attendus de milieu socio-économique, de

problèmes familiaux et de proportion d'étrangers¹. Nous voyons alors apparaître deux pôles majeurs de difficultés : à nouveau les deux cœurs de la France déchristianisée, le Bassin parisien central et la Provence.

III. 1 – Problèmes scolaires

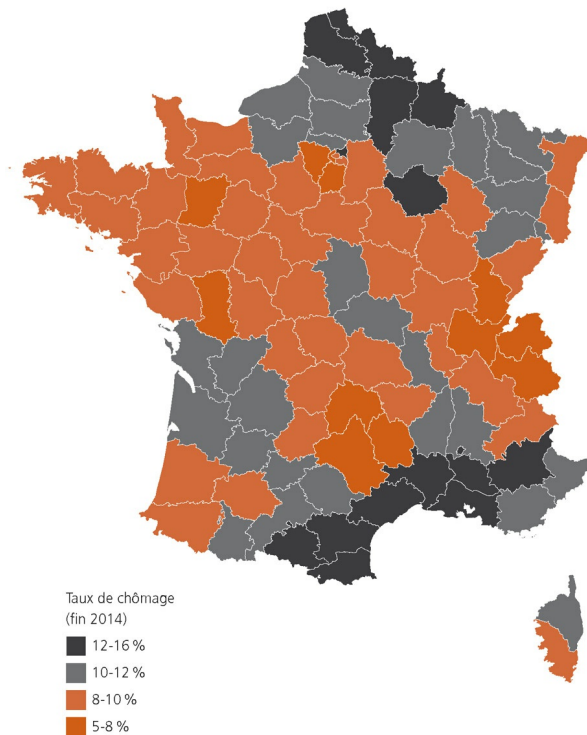


Sur et sous-réussites
départementales à l'évaluation
à l'entrée en sixième

- 3 et plus
- de 2 à 2,9
- de 1 à 1,9
- de -1 à 0,9
- de -1,1 à -2
- de -2,1 à -4
- inférieure à -4

(Plus ou moins valeur
compte tenu de la structure sociale)

III. 2 – Chômage



Lorsque nous en fîmes la découverte, nous fûmes d'abord sensibles à la face positive du phénomène : la meilleure réussite des régions de tradition catholique. Deux éléments d'explications se complétaient, en première analyse, pour comprendre leur performance. Le premier est sans doute agréable aux oreilles chrétiennes : la survivance de disciplines sociales venues des enseignements de l'Église – stabilité familiale, coopération locale, moralité anti-individualiste – constitue autant de couches protectrices dans une société néocapitaliste rongée par

l'isolement des individus, l'égoïsme, ou, pire, par le narcissisme de masse, sans oublier la dévalorisation idéologique *a priori* de tout travail qui n'engendrerait pas instantanément un gain. Deux penseurs venus d'Europe centrale, conscients des origines anthropologiques et culturelles du désastre nazi, ont mieux compris que d'autres l'importance des couches culturelles protectrices dans la capacité de résistance des hommes à l'abstraction réductrice du marché. Certes, la vision de Joseph Schumpeter, développée en 1942, restait assez élitiste puisqu'il

situait encore en haut de la structure sociale, du côté d'aristocraties civilisées et bienveillantes, l'essentiel des protections issues du passé². Mais Karl Polanyi parvint en 1944 à replacer enfin l'émergence capitaliste dans son contexte anthropologique et à comprendre la menace que faisait courir à la vie humaine l'érosion des couches protectrices par le marché. Lisons-le :

« Permettre au mécanisme du marché de diriger seul le sort des êtres humains et de leur milieu naturel, et même en fait, du montant et de l'utilisation du pouvoir d'achat, cela aurait pour résultat de

détruire la société. Car la prétendue marchandise qui a nom “force de travail” ne peut être bousculée, employée à tort et à travers, ou même laissée inutilisée, sans que soit affecté l’individu qui se trouve être le porteur de cette marchandise particulière. En disposant de la force de travail d’un homme, le système disposerait en plus de l’entité physique, psychologique et morale “homme” qui s’attache à cette force. Dépouillés de la couverture protectrice des institutions culturelles, les êtres humains périraient, trop exposés à la société ; ils mourraient,

victimes d'une désorganisation sociale aiguë, tués par le vice, la perversion, le crime et l'inanition³. »

Nous voyons bien, à la lecture de Polanyi, comment des habitudes d'encadrement des individus par des restes de pratiques de coopération et d'entraide catholiques ont pu protéger, ces trente dernières années, un tiers des régions françaises, et cruellement manquer à la France centrale, individualiste et égalitaire.

Le deuxième élément explicatif des succès du catholicisme zombie est moins favorable à l'Église, et s'inscrit plutôt

dans la tradition laïque ou protestante. Rome, monstre obscurantiste, était arc-boutée contre le progrès et l'éducation, encourageant partout la soumission au prêtre. Il est donc normal que l'effondrement du contrôle clérical des consciences ait libéré les énergies et engendré un sentiment d'optimisme. Nous pouvons d'ailleurs imaginer, dans le Bassin parisien et la Provence du XVIII^e siècle, un phénomène analogue. Diderot vient de la Haute-Marne, Condorcet de l'Aisne, Robespierre du Pas-de-Calais, Saint-Just de la Nièvre. Entre 1819 et 1826, les départements du

Bassin parisien fournissaient plus que leur part d'étudiants aux grandes écoles parisiennes, particulièrement le long de l'axe Somme/Haute-Marne⁴. Le cœur égalitaire de la nation, surtout dans sa partie nord-est, battait avec force à la veille et au lendemain immédiat de la Révolution française. Ou, plus exactement, il dynamisait tous azimuts : en avance culturellement, il produisait davantage d'élites innovatrices, et induisait un taux de suicide plus élevé. La chute de la religion signifie simultanément espérance et désarroi.

Dans les provinces du catholicisme zombie, l'espérance l'a certainement emporté sur le désarroi entre 1960 et 1990, particulièrement dans l'ouest de la France qui venait de découvrir, non seulement la société de consommation, mais toutes les modernités cumulées, y compris une révolution industrielle tardive et sophistiquée. Les dynamismes économiques du Choletais et de la Mayenne ont résulté de cet état d'esprit nouveau.

Il ne doit pas nous échapper cependant qu'une partie du succès de ces régions, particulièrement depuis 1990, ne résulte

ni de leurs traditions d'entraide, ni de la libération de l'emprise cléricale, mais tout simplement du fait que dans leurs tréfonds, dans une phase historique mondiale d'accroissement des inégalités, elles acceptent *a priori* cette inégalité. Leurs populations actives sont plus dociles que celles qui vivent dans la partie égalitaire centrale de l'Hexagone. L'avantage de la docilité est double. D'une part, la paix sociale facilite, en interne, le bon fonctionnement du mécanisme économique régional ; d'autre part, une telle société, amicale aux patrons, attire

l'investissement extérieur. Nul besoin d'être anthropologue ou historien pour percevoir la discipline sociale qui domine dans les sociétés catholiques zombies : la CFDT majoritaire y prône la concertation intelligente, qui peut évoquer, dans les phases de difficultés économiques et de reflux des salaires, le bon vieux « merci not' maître » des anciennes sociétés féodales de l'Ouest.

Les choses sont certes plus subtiles dans l'Est, de vieille implantation industrielle, mais les patronats lyonnais, alsacien ou savoyard, et leurs banquiers, savent qu'ils peuvent toujours compter

sur des ouvriers moins agités qu'ailleurs par la valeur d'égalité. L'anthropologie des structures familiales ne fait ici qu'expliquer ce que tout le monde sait. Dans la phase capitaliste actuelle, la mobilité accélérée du capital favorise, à l'intérieur des nations comme à l'échelle mondiale, les sociétés qui s'accommodent le mieux de l'inégalité.

Les difficultés de l'espace laïque peuvent être expliquées, symétriquement, par l'inversion de tous les facteurs positifs qui viennent d'être énumérés pour les régions de catholicisme zombie. Leur

individualisme égalitaire laisse sans filet de sécurité les hommes et les femmes en difficulté dans une période d'évolution sociale rapide et de reconversion économique incessante. La déchristianisation y est ancienne et ne délivre plus son message optimiste de libération.

Un facteur supplémentaire de désarroi s'ajoute aux précédents dans la France de l'égalité. La volatilisation du communisme y a laissé le monde populaire non pas seulement orphelin de la grande Église rouge mais, de plus, sommé d'avoir honte de son adhésion de

plus d'un demi-siècle. Les idéologues français des années 1990-2010, fort occupés à dénoncer, le plus souvent après la bataille, les méfaits du communisme vaincu, ont oublié de voir ce que leur pays avait perdu avec le PCF. Une immense machine culturelle qui faisait vivre, dans les deux tiers laïques de la France, en milieu populaire, la foi dans le progrès, dans l'éducation, c'est-à-dire au fond le meilleur de la culture bourgeoise, sans oublier la confiance en l'universel et le refus de la xénophobie. Stalinién dans sa pratique administrative, le PCF était

libéral dans ses mœurs et élevé dans sa moralité. Il n'acceptait pas en son sein de militants tenant des propos anti-arabes. J'évoque ici mes propres souvenirs du parti dans les années 1967-1969. Le déclin de la France centrale et son actuel pessimisme résultent, pour une part, de l'effondrement du Parti communiste.

Et la peine est double. Le capital n'aime pas ces régions d'indiscipline sociale et de contestation de classe. Depuis longtemps déjà, l'investissement ne se porte qu'à contrecœur vers les zones dominées par la CGT, dont la

géographie est aussi sûrement déterminée par la laïcité ancienne que celle de la CFDT l'est par celle de la pratique religieuse. La France laïque va mal, non seulement parce que sa dynamique endogène est plus faible, mais aussi parce que la volatilité du capital la punit, jour après jour, de sa préférence pour l'égalité, de son refus de la déférence sociale. Dans son cas, c'est un « ni Dieu ni maître » qui est latent.

Sans cette crise de la France centrale, égalitaire, les valeurs opposées de la périphérie ne l'auraient jamais emporté.

En termes de territoire, la France de l'inégalité ne pèse pas plus lourd qu'autrefois, mais son fond anthropologique est bien adapté au mouvement actuel de l'histoire, dont l'axe principal est la course à l'inégalité. La nouvelle stratification éducative confirme l'*a priori* idéologique des zones de fond familial et religieux inégalitaire ; elle désorganise les régions dont le tempérament est égalitaire. Une question subsiste, toutefois : que deviennent, dans ce processus, les valeurs des classes moyennes issues des zones égalitaires,

couches fortement élargies par le développement des études supérieures ? Ont-elles été transformées en profondeur ? Le groupe des cadres et des professions intellectuelles supérieures, qui constitue entre le cinquième et le tiers de la population active en zone urbaine égalitaire, aurait-il échappé à sa matrice anthropologique ? La question concerne bien sûr déjà Paris. Devons-nous considérer l'égalitarisme de l'Île-de-France comme détruit ou seulement désactivé pour un temps ? Je reviendrai sur ce point délicat après avoir examiné

le mode de reproduction des systèmes anthropologiques.

Pour l'heure, notons que ces conclusions obtenues pour la France sont valables à l'échelle du monde développé, où les nations de tempérament égalitaire sont en difficulté.

Anthropologie du capitalisme en crise

Au risque d'aggraver l'anxiété française, il nous faut tout d'abord admettre que le développement précoce du capitalisme fut le fait des nations dont

le fond anthropologique était, si ce n'est inégalitaire, du moins non égalitaire. C'est vrai de l'ensemble du monde anglo-américain, qui a fourni au capitalisme mondial ses deux leaders successifs, la Grande-Bretagne au XIX^e siècle, les États-Unis au XX^e. La famille nucléaire absolue combine, dans ces deux pays, le libéralisme de la relation entre parents et enfants à l'absence d'un quelconque principe d'égalité dans les rapports entre frères et sœurs. Du point de vue anthropologique, le Danemark et la Hollande (mais non tous les Pays-Bas)

sont assez proches du monde anglo-américain, tout comme l'Ouest intérieur français, sous son vernis catholique.

La deuxième vague de décollages économiques eut lieu dans des pays de famille souche – en Allemagne, en Suède, au Japon, en Corée –, où l'inégalité et l'autorité étaient franchement encouragées par la structure familiale. Un héritier, l'aîné des garçons le plus souvent, succédait sur la ferme. La variante suédoise présentait une intéressante déviation féministe d'un modèle encore jeune et imparfait au XIX^e siècle à l'extrême nord de l'Europe.

Les puissances économiques dominantes du monde occidental sont donc bien, du point de vue de l'anthropologie, un monde sans substrat égalitaire⁵. On voit immédiatement comment l'acceptation d'un principe *a priori* de différence entre les frères, entre les hommes, entre les classes, a pu faciliter la différenciation fonctionnelle du monde industriel naissant, puis renaissant selon le principe de destruction créatrice schumpétérienne.

Ce monde « occidental » n'est toutefois pas idéologiquement homogène. L'autoritarisme de la famille

souche contraste avec le libéralisme de la famille nucléaire absolue. L'inégalitarisme franc de l'Allemagne ou du Japon n'est pas la tolérance pour l'inégalité du monde anglo-américain. Sans cette opposition, on ne pourrait comprendre le choix des uns et des autres durant la Seconde Guerre mondiale. La notion d'inégalité absolue d'hommes prisonniers de leur race, conçue par le nazisme, est inconcevable pour les libéraux anglo-américains, qui se contentent de ne pas considérer les hommes vraiment égaux entre eux.

L'Europe de l'inégalité

L'Europe de l'égalité, et non la seule France centrale, est en difficulté. En retard au début du XX^{e} siècle, l'Italie, l'Espagne et le Portugal sont, au XXI^{e} , rançonnés par l'Europe du Nord. Les exceptions sont de petite taille : la Finlande, égalitaire dans sa partie non suédoise, et où avait existé jusqu'à très récemment un parti communiste important, va plutôt bien. Sa religion luthérienne, imposée dès le XVI^{e} siècle par les Suédois, lui a permis de tempérer son égalitarisme familial par

l'inégalité de la prédestination. La Grèce est une autre exception : sa partie continentale, particulièrement dans sa masse, au nord du golfe de Corinthe, est égalitaire, mais le fond anthropologique des îles, très original, repose sur un système familial centré sur un droit d'aînesse féminin. Quoi qu'il en soit, la Grèce, asservie par l'Europe du Nord, ne saurait être considérée comme viscéralement égalitaire.

Reste que, pour l'essentiel, la mise en ordre hiérarchique de l'Europe, sous direction allemande, s'opère selon une logique anthropologique claire. Le Nord

inégalitaire, protestant ou non, reprend son avance historique sur le Sud égalitaire.

La mise en ordre hiérarchique du continent répond à la dislocation de l'Hexagone français. En Europe, le cœur germanique et inégalitaire, économiquement dominant, prend le contrôle de la périphérie égalitaire. En France, le cœur égalitaire, en perte de vitesse économique, perd le contrôle de sa périphérie inégalitaire. On peut même dire que le centre passe sous le contrôle de la périphérie, les régions de catholicisme zombie s'appuyant sur le

mécanisme européen pour tenir tout l'Hexagone. Faisons simple, partons du pouvoir désormais central en Europe, l'Allemagne : les provinces catholiques zombies jouent pour le système allemand le rôle de relais dans l'espace français.

Un examen global de l'espace européen met en évidence un catholicisme zombie d'échelle continentale qui se combine à l'action des valeurs familiales. Dynamismes flamand, vénétien, irlandais, autrichien, polonais renvoient à des chutes de pratique religieuse dans des régions qui comptèrent parmi les plus sûrs bastions

de l'Église. En Allemagne même, la Bavière et le Bade-Wurtemberg, majoritairement catholiques, l'emportent par les taux de croissance sur le Nord protestant. La reconversion de la Ruhr a toutefois freiné l'ascension de la Rhénanie catholique. La Slovénie et la Croatie, si elles réussissent leurs adaptations économiques, pourraient rejoindre le groupe catholique zombie. La variété des structures familiales sous-jacentes dans ces régions n'empêche pas le partage d'un trait commun : l'absence du principe d'égalité.

Il existe donc, dans l'espace européen comme dans l'Hexagone, une constellation de régions catholiques zombies, non égalitaires, dont une large majorité relève de la zone euro. Dans la mesure où ce type anthropo-religieux est le seul à être vraiment commun à plusieurs nations, on peut avancer l'hypothèse qu'il constitue l'armature réelle de la monnaie unique. Rien d'extraordinaire dans cette proposition, qui se contente d'ajouter la déchristianisation récente au lieu commun d'une construction européenne fille de la démocratie-chrétienne. Vidéo

de sa croyance en Dieu, la culture catholique a inventé l'euro. Libérée des obligations de compassion et de charité, sa conception hiérarchique de la vie sociale s'affirme et se durcit. Jour après jour, cet idéal inégalitaire organise un peu plus la vie interne des sociétés et les relations des peuples européens entre eux.

**La France,
les Allemands
et les Arabes**

Dans le cas de la France, rien ne met mieux en évidence l'inversion de l'idéologie dominante que l'évolution du rapport aux deux peuples qui, dans l'histoire du xx^e siècle, lui ont posé des problèmes : les Allemands et les Arabes. Sous de Gaulle prédominait un idéal d'égalité entre les nations et les peuples. La règle s'appliquait indépendamment d'un sentiment d'infériorité vis-à-vis de l'Allemagne (militairement ou économiquement victorieuse) et d'un sentiment de supériorité vis-à-vis du monde arabe (nos colonies). Les politiques allemande

et arabe du Général étaient, en esprit, pareillement universalistes. L'*a priori* idéologique a évolué, insensiblement, jusqu'à ce que l'on atteigne l'actuelle mise en hiérarchie. L'Allemagne est redéfinie comme supérieure et doit être imitée ou obéie. Le monde arabe est perçu comme inférieur et doit être modernisé ou relégué. Ce double mouvement n'en est qu'un, élément de la réorganisation inégalitaire du système mental de l'élite au pouvoir. Il s'inscrit dans une continuité plutôt « vichyste » que « républicaine ».

Cette tendance en combat une autre, plus égalitaire, qui consiste à détester tous les peuples également, et que l'on pourrait nommer « xénophobie universaliste », en vertu de quoi on peut être germanophobe, islamophobe et russophobe en même temps. Je tenterai d'expliquer plus loin le sens et la détermination anthropologique de ces deux xénophobies concurrentes, l'une égalitaire et l'autre hiérarchisante.

Au stade actuel, en France, ces xénophobies se superposent ou s'évitent en une sarabande infernale. L'élite est russophobe de manière presque

homogène. Le PS, officiellement, aime tout le monde, sauf les Russes. L'UMP est européenne et islamophobe, mais moins stricte dans sa russophobie. Le Front national est europhobe, islamophobe mais russophile.

L'évolution propre de l'Allemagne et des pays du Nord amorce une mise en ordre. L'islamophobie, de plus en plus, semble l'horizon de l'Europe et les partis politiques français vont devoir choisir. *Soumission* de Michel Houellebecq fut un succès de librairie, non seulement en France mais aussi en Italie et en Allemagne. N'imaginons

surtout pas Paris en capitale des idées nouvelles. Notre balance commerciale est, à la ligne islamophobie comme à tant d'autres, nettement déficitaire.

L'Allemagne et la circoncision

Tous les éléments classiques de l'islamophobie sont présents en Allemagne, à un niveau élevé, dont certains best-sellers *made in Germany*, comme *L'Allemagne disparaît*, publié à l'automne 2010 et vendu à plus de deux millions d'exemplaires. Son auteur,

Thilo Sarrazin, est un homme politique social-démocrate, né au cœur de l'Allemagne protestante, à Gera, en Thuringe. Son livre fit scandale, et Sarrazin a dû à la suite de sa publication démissionner de son poste au directoire de la Bundesbank. Le titre original du livre, *Deutschland schafft sich ab*, signifie littéralement : « L'Allemagne se supprime elle-même », et nous devons admettre que notre Éric Zemmour n'est, avec son *Suicide français* de 2014, que le modeste épigone d'une évolution idéologique dont le centre de gravité se trouve plus à l'est et au nord. De même,

Charlie Hebdo, lorsque ce journal satirique a commencé à se moquer systématiquement de Mahomet, n'était qu'un épigone du quotidien danois *Jyllands Posten*, qui avait, dès 2005, « lancé le débat » en consacrant plusieurs caricatures à l'islam. La plus remarquée fut celle du Danois Kurt Westergaard représentant Mahomet coiffé d'un turban en forme de bombe. Immédiatement solidaire des idéologues du Nord, *Charlie Hebdo* ne fut en quelque sorte qu'un imitateur. À nouveau, c'est l'Europe protestante qui mène la danse, bien que la proportion de

musulmans dans sa population y soit beaucoup moins élevée qu'en France ou dans la partie catholique de l'Allemagne.

Remontons encore un peu dans le temps. L'assassinat le 6 mai 2002 de Pim Fortuyn, le leader d'un parti islamophobe néerlandais, a précédé de près de treize ans la tuerie de *Charlie Hebdo*. Elle avait provoqué aux Pays-Bas une perturbation nationale d'une ampleur au moins comparable à celle du 7 janvier 2015 en France. Fortuyn venait du parti socialiste et de la Hollande du Nord, protestante.

En 2014 a été fondé en Allemagne Pegida, « Patriotische Europäer gegen die islamisierung des Abendlandes », soit, dans le langage de Ronsard, « Les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident », traduction qui perd toutefois la nuance crépusculaire du terme *Abendlandes* (pays du soir, ou du soleil couchant). Une crise de croissance interne du mouvement semble avoir cassé la dynamique de ses soirées du lundi à Dresde, à nouveau dans la partie protestante du pays, donc.

Dans le registre de l'islamophobie de pointe, il y a toutefois beaucoup plus intéressant en Allemagne que les rassemblements nocturnes et lugubres du parti Pegida : l'inconscient des élites judiciaires et des gens ordinaires, qui montre à quel point il est facile pour l'islamophobie de converger avec l'antisémitisme.

Fin 2010, la circoncision d'un petit Tunisien de 4 ans produisit un saignement, soigné à l'hôpital. Un procureur porta alors plainte contre le médecin, un Syrien, pour « atteinte corporelle avec circonstances

aggravantes ». Un premier tribunal refusa de le suivre. Le procureur, un homme constant, fit donc appel auprès du tribunal de grande instance, qui relaxa le médecin mais décida, le 7 mai 2012, que la circoncision était un délit pénal, parce qu'elle modifie le corps de façon « durable et irréparable ». La circoncision, tradition juive, musulmane et assez largement américaine (la moitié environ des Américains de sexe masculin sont circoncis), a donc été définie par un tribunal allemand comme une mutilation irréversible parce que « le droit d'un enfant à son intégrité

physique prime sur le droit des parents »... Ce jugement a entraîné en Allemagne un débat désopilant de sérieux, au terme duquel les sondages ont révélé que 55 % des Allemands approuvaient le jugement. Les protestations venues d'Israël ont finalement ramené Angela Merkel et les partis politiques allemands à la réalité du monde, et une loi autorisant les minorités religieuses à pratiquer la circoncision fut votée au Bundestag le 12 décembre 2012, par 434 voix contre 100 et 46 abstentions. Mais la saga

allemande de la circoncision ne s'est pas arrêtée là.

Fin septembre 2013, la députée sociale-démocrate allemande Marlene Rupprecht proposa à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe une résolution invitant les États membres à prendre des mesures contre les « violations de l'intégrité physique des enfants ». Elle fut adoptée par 78 voix pour, 13 contre et 15 abstentions. Les parlementaires européens appelèrent ainsi les États à « condamner publiquement les pratiques les plus préjudiciables, comme les mutilations

génitales féminines et adopter la législation les interdisant », et à « définir clairement les conditions médicales, sanitaires et autres à respecter s'agissant des pratiques qui sont aujourd'hui largement répandues dans certaines communautés religieuses, telles que la circoncision, non médicalement justifiée, des jeunes garçons ». Rupprecht a longtemps été députée près de Nuremberg, dans la partie protestante minoritaire de la Bavière.

À nouveau, l'État d'Israël dut réagir à ce texte, que le simple bon sens aurait

dû faire considérer comme antisémite et islamophobe, sans que l'on puisse dire laquelle des deux confessions était la plus visée. Rupprecht se regarde elle-même comme une combattante du droit des enfants. Mais c'est bien la passion de l'Allemagne pour la circoncision qui est fascinante. L'anthropologie de terrain ne la définit jamais, en effet, comme un problème, et surtout pas pour l'enfant. Les enquêtes nous décrivent des circoncis et des incirconcis également ravis de leur état. Il est donc tout simplement stupéfiant que l'Allemagne s'autorise, moins de soixante-dix ans

après avoir exterminé un million d'enfants juifs, à se poser en juge de l'intégrité physique d'autres enfants juifs sur son territoire, *avec une totale bonne conscience*. Outre-Rhin, bien sûr, on a le sentiment de se conformer à une logique moderne du bien-être de l'enfant. L'absence de recul sur soi-même, condition d'un sens de l'humour minimal, suffirait à caractériser ici les Allemands – collectivement et non individuellement, naturellement – comme un peuple à part, pas antisémite ou islamophobe par nature, bien sûr, mais au minimum schizoïde. Or, la

même structure mentale schizoïde est à l'œuvre dans la politique d'austérité qui est imposée par l'Allemagne à l'Europe du Sud, avec le soutien de la France néo-républicaine.

Le silence des partis politiques européens, pourtant censés baigner dans le culte de la Shoah, est révélateur – mais on ne sait pas trop de quoi. Deux interprétations sont possibles. La première insisterait sur la veulerie des élites continentales. Ce serait l'hypothèse rassurante. La seconde évoquerait un acquiescement tacite, une approbation de la nouvelle

problématique allemande de la circoncision, hypothèse beaucoup plus inquiétante vers laquelle nous oriente cependant le vote positif de la résolution européenne. Sans pouvoir à ce stade trancher, nous devons admettre qu'un attachement sincère des dirigeants du continent à la lutte contre l'antisémitisme n'est plus certain.

Les historiens du futur auront pour tâche de tracer la généalogie des xénophobies, nouvelles ou renouvelées, qui envahissent peu à peu le rêve européen en ce début de troisième millénaire. Il apparaît toutefois déjà que

l'Europe de tradition luthérienne, tout aussi peu pratiquante de sa religion que la partie catholique du continent, joue un rôle particulier de catalyseur de l'islamophobie. J'avais noté plus haut l'existence d'une armature catholique zombie dans la zone euro, avec ses bastions bavarois, badois, wurtembergeois, rhénan, autrichien, sud-néerlandais, flamand, irlandais, italien du Nord, espagnol du Nord-Ouest, français périphériques. L'existence d'un fond anthropologique non égalitaire commun à ces régions constitue la base principale de l'émergence inégalitaire

dans la zone euro. Nous devons donc maintenant ajouter à notre modèle une deuxième constellation, protestante zombie, plus au nord, aussi inégalitaire mais plus active dans l'adoption d'idées islamophobes. Dans le cas de l'Allemagne luthérienne, nous devrions ajouter : comme elle l'avait été lors de la montée de l'antisémitisme. Dans la survivance après la mort du protestantisme zombie, on pressent un surcroît d'inégalitarisme venu du dogme de la prédestination. Les deux constellations, catholique zombie et protestante zombie, s'entremêlent et se

complètent aux Pays-Bas et en Allemagne.

Le grand happening européiste du 11 janvier 2015

Les chefs d'État qui défilèrent en tête de la manifestation mettaient en scène l'Europe de l'inégalité. Je laisse de côté le cas de Benjamin Netanyahu, chef de l'exécutif israélien, dont la présence était justifiée par d'autres préoccupations, et notamment les risques qui planent désormais sur les juifs

pratiquants en France, ou celui de Serge Lavrov, chef de la diplomatie russe, sur lequel je reviendrai.

Le gotha de l'inégalité postmoderne était présent : Angela Merkel (la domination, l'austérité), François Hollande (l'obéissance), David Cameron (le néolibéralisme), Anne Hidalgo (les cadres et les professions intellectuelles supérieures parisiennes), Jean-Claude Juncker (le système bancaire luxembourgeois), Nicolas Sarkozy (la première vague d'islamophobie en France), Donald Tusk (la russophobie), etc.

Nous devons remercier François Hollande de sa sincérité. Usé durant des mois par des sondages d'opinion massivement défavorables, déstabilisé le 7 janvier par le retour soudain du tragique dans l'histoire de France, il a laissé parler son inconscient et nous a offert un authentique *coming out* inégalitaire. J'imagine sa libération mentale, après les souffrances qu'avait dû lui faire endurer la récitation de son discours égalitaire du Bourget. « Mon véritable adversaire, il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti. Il ne présentera jamais sa candidature. Il ne

sera pas élu. Et pourtant il gouverne. Mon adversaire, c'est le monde de la finance. » Mais où donc avait-il été chercher l'idée que le monde de la finance n'avait pas de visage et qu'il ne serait pas élu ? Reste que, bousculé par l'horreur terroriste, Hollande nous a enfin dit la vérité sur lui-même et sur notre République. Il nous a donné, par ses invitations, sa définition personnelle de Charlie.

Je dois avouer que, soucieux de perfection, je me suis inquiété un instant de l'absence de Jérôme Cahuzac (l'évasion fiscale). J'exagère ? Les

couvertures de la presse de l'époque, uniformément marquées du sceau de « Je suis Charlie », suggéraient cette possibilité : *Gala* était Charlie, *Closer* était Charlie, je ne sais plus quel journal porno était Charlie, *Mickey* était Charlie. Alors pourquoi pas Cahuzac à côté de Juncker, la fraude fiscale à côté de son paradis ? Lui aussi incarne l'une des vraies « valeurs » de notre République.

Une foule de 1,5 à 2 millions de personnes aura donc accepté de défiler derrière cette incroyable collection de *geeks* monétaires, budgétaires et

militaires. La domination est acceptée, l'inégalité a une base de masse. La République française, comme la République européenne qui l'enveloppe, est un système hiérarchique. Cette immense manifestation néo-républicaine nous oblige à admettre que la montée de l'inégalité en France ne résulte pas de la conspiration d'une minuscule élite, ou même des 1 % de personnes qui touchent les plus hauts revenus. Leur manifestation à elles n'aurait *par définition* pas réuni – même avec un taux de mobilisation de 100 % (plus de 75 ans et moins de 5 ans déduits) – plus

de 500 000 personnes dans tout l'Hexagone. Oui, la France est bien en train de muter en un système oligarchique, mais ce serait une erreur d'imaginer à sa tête, à l'ancienne, un club très fermé de 200 familles, ou même de 150 000 personnes. Une oligarchie de masse émerge, définie par un niveau éducatif supérieur et des revenus acceptables. Elle tient le pays, lui impose ses valeurs et ses rêves, rejette dans la proche banlieue les enfants d'immigrés, dans la banlieue plus lointaine et au fond des

départements les milieux populaires français.

L'exception russe

Le groupe des politiques, comme la foule des manifestants, contenait ses accidents, des gens qui étaient là pour d'autres raisons, en vertu d'autres logiques, coupés du flux central de l'événement. Serge Lavrov, représentant de la Russie, invisible pour les caméras de télévision, était du nombre. Sa relégation dans les profondeurs relevait d'une mise en scène finement étudiée,

tout comme l'agressivité occidentale que doit désormais subir, jour après jour, la Russie. Autant que l'islamophobie, la russophobie a un sens.

Par nature, l'anthropologie résiste au bla-bla idéologique. Elle décèle la réalité des valeurs nationales ou régionales sous les envolées bien-pensantes des politiques. Elle est accès à l'inconscient des peuples et de leurs dirigeants. Je viens d'évoquer la prédominance de longue durée des valeurs familiales inégalitaires dans le monde germanique, non égalitaires en Angleterre, et la récente prise du

pouvoir en France par l'inégalité périphérique. Les valeurs familiales russes sont, quant à elles, fortement égalitaires. La famille russe était de type communautaire exogame. Elle associait un père et ses fils mariés dans de vastes communautés de vie et de travail. Elle avait la particularité de préserver un statut relativement élevé des femmes grâce au caractère récent de son organisation patrilinéaire, qui ne remonte pas au-delà du XVII^e siècle. La tradition russe combinait un autoritarisme fort dans les rapports entre parents et enfants à une égalité stricte

dans les relations entre les frères. Elle fut oppression dans la paysannerie et intimité dans la noblesse. Elle nous a donné non seulement le communisme et Dostoïevski, mais aussi Tolstoï et Tourgueniev. La Russie est bien la quatrième case du jeu des familles européennes. La France centrale combine la liberté à l'égalité, l'Angleterre la liberté à l'absence d'égalité, l'Allemagne l'autorité à l'inégalité. La Russie joint l'égalité à l'autorité.

En explosant dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la famille russe a diffusé

dans l'ensemble de la vie sociale ses valeurs d'autorité et d'égalité qui, atteignant la sphère idéologique, ont produit le bolchevisme, le parti unique, l'économie planifiée et le KGB. Avec le temps, et à la suite du développement des études supérieures, la forme violente du communautarisme russe s'est effacée. L'effondrement du système soviétique, après un moment de trouble et de doute, a favorisé l'émergence d'une économie de marché guidée par l'État. La permanence souterraine des valeurs familiales a maintenu en Russie, après la chute du communisme, une sensibilité

autoritaire et égalitaire. Et cette persistance est en train de faire de la Russie, à l'insu de son plein gré, en quelque sorte, un môle de résistance à l'expansion du néolibéralisme occidental.

L'autoritarisme éloigne la Russie de la France, certainement, comme bientôt l'autoritarisme de l'Allemagne la dissociera de sa partenaire française. Mais la France de Charles de Gaulle aurait immédiatement perçu dans la Russie de Vladimir Poutine une sœur en égalité, capable comme elle de soutenir la vision d'un monde de nations égales.

La Russie demeure faiblement libérale en interne, mais sa perception égalitaire des frères, des hommes et des peuples la désigne au rôle de défenseur mondial du concept gaulliste de « nations libres et égales ».

La néo-République française de François Hollande, où la valeur d'égalité vient de perdre le pouvoir, ne saurait aimer la Russie de Poutine. En raison de la détestation que portent à Moscou les élites occidentales, la relégation de Lavrov dans les profondeurs de la marche néo-républicaine était logique.

Le mystère de Paris

La présence en tête de manifestation d'Anne Hidalgo, maire de Paris, nous permet de clore ce chapitre sur une interrogation fondamentale. La capitale joue, en effet, un rôle majeur dans la dérive inégalitaire du système national sans que l'on puisse faire de son système anthropologique latent la cause première du phénomène.

Paris se situe au cœur des régions de famille nucléaire égalitaire. Jusqu'au XVIII^e siècle, l'essentiel de sa population venait de cet espace central, portant au

cœur de la nation les valeurs d'un système familial libéral et universaliste. Au XIX^e puis au XX^e siècle, l'immigration venue de la périphérie de l'Hexagone prit de l'importance, comme celle venue d'Europe puis du monde entier. L'existence, jusqu'à très récemment, d'une ceinture rouge tenue par le Parti communiste témoigne de ce que l'égalitarisme de la région parisienne n'avait pas été entamé par les migrations du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e.

Les grandes métropoles de province continuent de fonctionner, pour l'essentiel, comme le Paris du XVIII^e siècle, tirant le gros de leur population de leur fond régional, y compris le long de l'axe Rhin/Rhône où l'immigration d'origine lointaine est importante. C'est ainsi, on l'a vu, que Rennes ou Lyon persistent dans leur être catholique zombie, ou que Marseille n'en finit pas d'être Marseille, dans sa magique indiscipline.

Paris, lui, devient ce que l'on pourrait appeler une ville-monde, où se retrouvent tous les peuples de la terre.

Ce que l'on sait des mécanismes d'assimilation dans les villes des États-Unis, pays qui a précédé la France dans l'universalisation du processus migratoire, suggère qu'on aurait tort d'imaginer une dissolution du système anthropologique originel du pays d'accueil. À New York, Boston, Chicago, San Francisco ou Los Angeles, la famille peut toujours être décrite comme nucléaire absolue. Les valeurs libérales mais non égalitaires de la matrice anglaise initiale sont sorties intactes de trois siècles d'immigration, écossaise, irlandaise, allemande,

suédoise, polonaise, juive, italienne, japonaise, coréenne, chinoise. À la deuxième ou à la troisième génération, le descendant d'immigré, quel que soit son système familial originel, adopte celui de la société d'accueil.

La mémoire des lieux

La leçon historique de l'immigration américaine est très importante pour l'anthropologie. *Elle relativise la force supposée des valeurs portées par la famille*, elle éloigne d'un modèle « psychanalytique » imaginant

exclusivement la transmission de *valeurs fortes*, comme enfoncées à coup de marteau dans l'inconscient des enfants. De tels mécanismes existent assurément, mais on doit aussi admettre la transmission de *valeurs faibles*, reproduites par un environnement plus large que la famille comme l'école, la rue, le quartier ou l'entreprise, selon un processus mimétique diffus et léger. Le territoire, autant que la famille, transmet ses valeurs. Sans cette hypothèse, nous ne pourrions comprendre l'existence des États-Unis, du Canada ou de l'Australie.

À vrai dire, le système familial lui-même ne peut se concevoir sans son territoire. Pensant à sa propre famille, chacun se donne spontanément la représentation verticale d'un arbre généalogique descendant dans le temps jusqu'à soi-même. Mais les parents, grands-parents et arrière-grands-parents, pour se rencontrer et se marier, ont dû vivre dans les mêmes lieux. *Un système familial, c'est en réalité des familles échangeant des conjoints sur un territoire.* Même dans les systèmes dits « endogames » du monde arabe ou de l'Inde du Sud, la majorité des conjoints

ne sont pas des cousins du premier degré, et le territoire, autant que la famille, assure l'échange matrimonial et la perpétuation des valeurs. Dans certains cas, c'est vrai, la religion peut faire office de lieu symbolique et permettre des échanges de conjoints à distance, entre familles aisées le plus souvent. Mais même au sein du peuple juif, le gros des mariages autrefois intervenait dans des quartiers ou des ghettos.

Si les systèmes anthropologiques se perpétuent aujourd'hui sans effort, en dépit des conditions de mobilité extrême

des populations, c'est parce que des processus mimétiques diffus assurent la victoire indéfiniment répétée de la culture du pays ou de la région d'accueil. L'immigré s'adapte, ses enfants changent de valeurs familiales. Les valeurs dominantes du territoire ne sont ni modifiées ni même menacées. *Le paradoxe fondamental est ici que ce sont des valeurs faibles qui produisent des systèmes forts.* C'est parce que l'immigré peut abandonner ses valeurs d'origine que les valeurs du territoire, également faibles mais portées par des masses d'individus, l'emportent à tout

coup. Constatant avec Hervé Le Bras la permanence des cultures régionales dans l'espace français, en dépit de l'accélération de la mobilité géographique, nous avons fini par recourir au concept de mémoire des lieux. Loin d'être contradictoire avec celui de système familial, il le complète parce que, je le répète, un système familial, ce sont des familles qui échangent des conjoints sur un territoire.

Le concept de mémoire des lieux est libérateur. Il permet d'accepter la permanence des cultures régionales et des cultures nationales sans enfermer

l'homme dans une essence immuable. De même que la Picardie, la Bretagne et la Provence peuvent se perpétuer sans qu'il existe des types d'hommes picards, bretons et provençaux violemment séparés par des valeurs fortes imprimées dans l'enfance, l'Angleterre, la Suède et l'Allemagne peuvent être autant de pays vraiment solides sans que l'on ait à faire l'hypothèse d'un Anglais, d'un Suédois ou d'un Allemand caricatural, coupé du monde par son éducation.

Un raisonnement par l'absurde nous permet de comprendre qu'à l'inverse,

des valeurs familiales fortement imprimées dans les esprits aboutiraient, avec des niveaux élevés de migration, à une désintégration des territoires et à l'impossibilité que se perpétue tout système familial. Si les valeurs familiales étaient, en conformité avec un modèle « psychanalytique », logées en profondeur dans le cerveau des enfants, les migrations porteraient au cœur des sociétés d'accueil des familles imperméables à l'assimilation. La multiplication des immigrés aboutirait à la création d'îlots divergeant sans cesse davantage de la culture originelle du

lieu. Ces îlots peuvent donner l'illusion d'exister un instant, mais Little Italy ou Chinatown ne furent que des pistes d'atterrissage, des sas d'adaptation pour la première génération arrivée, secouée par le transfert d'une culture dans une autre. Les immigrants, toujours et partout, ont pour destin, si la société d'accueil ne le leur interdit pas, de devenir des citoyens du lieu. Au-delà du discours multiculturaliste sur le respect de la différence, la vérité est que tout homme, là où il se trouve, et même s'il veut rester fidèle autant qu'il le peut à ce qui lui vient de sa famille, aspire par-dessus

tout à devenir un homme parmi les hommes. Le mécanisme est particulièrement puissant chez les enfants et les adolescents. La lutte éducative de certaines familles contre l'école ou le quartier est le plus souvent un combat perdu d'avance. Les cultures doivent être séparées en territoires pour durer. À cet égard, la situation actuelle de la France n'apparaît pas fondamentalement différente de celle des autres pays, mais on doit tenir compte dans son cas des difficultés entraînées par une gestion économique absurde, ou perverse, ségrégative en tout cas dans

ses effets. Nous devons être bien conscients de ce que l'échec de l'assimilation, s'il a lieu, est toujours le fait de la société d'accueil, jamais du groupe immigré : si le refus de s'assimiler est invraisemblable, le rejet par la population d'accueil est toujours possible.

Tout indique qu'à Paris les mécanismes mimétiques d'assimilation sont à l'œuvre, mais de manière fragmentée et sans que l'on puisse exclure l'hypothèse de mutations des valeurs dans les couches sociales

supérieures qui y constituent plus du quart de la population.

La liberté n'a guère de raison d'être entamée à Paris par le contexte historique et sociologique. Elle est hystérisée plutôt. L'hyperindividualisme contemporain, la « culture du narcissisme », pour reprendre l'expression de Christopher Lasch⁶, induit l'atomisation de la société, l'incertitude sur les fins dernières de l'existence. L'individu est-il vraiment plus libre dans cette ambiance qui évoque l'anomie et l'absence de repères collectifs plutôt que l'épanouissement ?

C'est difficile à dire. Ce qui est sûr, c'est que l'isolement des consciences et les besoins émotionnels qui en découlent ont largement contribué à la fusion de masse du 11 janvier 2015. Trop d'individu, parfois, tue l'individu. Mais nous sommes ici dans le registre d'une éventuelle pathologie de la liberté, non dans celui d'une mutation autoritaire du système de valeurs.

C'est la désactivation de la valeur d'égalité en région parisienne, dans l'idéologie comme dans les comportements politiques, que nous devons comprendre. La nouvelle

stratification éducative, cause de l'émergence d'un subconscient social inégalitaire, fonctionne à plein régime en Île-de-France. Paris est par excellence la ville des cadres, où ceux-ci constituent 28 % de la population active, contre 24 % à Toulouse et 18 à 20 % dans la plupart des grandes métropoles provinciales. La verticalisation éducative maximale de l'Île-de-France y abolit l'effet anthropologique égalitaire. Elle permet à chacune des strates – primaire, secondaire ou supérieure – de vivre repliée sur elle-même, de devenir en quelque sorte un territoire,

susceptible lui-même de se fragmenter. Le cadre supérieur aisé, le « bobo », l'homme des banlieues ou des quartiers devient un type en soi, géographiquement séparé des autres, même si chacun reproduit peut-être encore, dans son environnement, des valeurs libérales et égalitaires. Reste qu'aujourd'hui, l'existence de niveaux éducatifs différenciés produit une éclipse du tempérament égalitaire parisien. Peut-on affirmer que l'inconscient égalitaire du système anthropologique est atteint dans la masse des couches supérieures ? La vérité est

que nous n'en savons rien. La combinaison de valeurs familiales anciennes et d'une stratification éducative nouvelle, la séparation en territoires, socio-professionnels plus encore qu'ethniques, l'irrigation abondante des catégories éduquées parisiennes par des masses de nouveaux diplômés d'origine catholique zombie, le flux croissant de nouveaux diplômés d'origine immigrée, créent une situation confuse. Notre compréhension des mécanismes de reproduction des valeurs, fût-elle enrichie par l'hypothèse de valeurs faibles permettant des

systèmes forts, ne nous autorise pas à dire si la valeur d'égalité s'effondre actuellement dans les classes moyennes parisiennes. Le niveau très élevé de participation à la manifestation du 11 janvier suggérerait que oui, mais l'existence de deux xénophobies concurrentes en France, « xénophobie différentialiste » ancrée dans le principe d'inégalité, et « xénophobie universaliste » ancrée dans celui d'égalité – je les compare au chapitre suivant – ne nous permet pas de dire ce qui a vraiment motivé la manifestation parisienne.

En revanche, l'évolution politique des trente dernières années nous permet d'affirmer que la valeur égalitaire est intacte dans les milieux populaires de la France centrale, où elle produit malheureusement depuis les années 1980 une impressionnante vague de « xénophobie universaliste ». Cette vague, cependant, n'est que le contrecoup du mouvement dominant de la société française vers l'inégalité.

Les quatre temps de la crise

Les éléments principaux du drame ayant été analysés, nous pouvons maintenant résumer par un schéma assez simple le basculement de l'idéologie en France, du principe d'égalité vers son contraire :

1) Au départ existent, dans des classes supérieures étroites et dans les bastions du catholicisme, des points d'ancrage stables de la valeur d'inégalité.

2) La déchristianisation ultime produit une montée en puissance du tiers catholique zombie de la périphérie et de son substrat inégalitaire.

3) Les classes supérieures, catholiques zombies ou non, gonflées par le développement de l'éducation, étendent par capillarité vers le bas la domination, si ce n'est de la valeur d'inégalité, du moins d'un ensemble mal défini de sentiments inégalitaires.

4) Le mécanisme européen, dont le centre de gravité glisse vers le Nord et vers le principe d'inégalité, devient un point d'appui capital pour les forces de l'inégalité en France. Inversement, le tiers inégalitaire des provinces françaises et une partie mal définie de ses classes moyennes deviennent les

relais d'un principe d'inégalité qui se déploie à l'échelle européenne sous leadership allemand.

On est évidemment tenté à ce stade d'évoquer Vichy (autodissolution de la République dans une Europe continentale sous hégémonie allemande), mais cela reviendrait à se livrer à une grossière simplification. À la veille de 1940, aucune montée en puissance de la périphérie catholique n'était observable, aucun développement de l'éducation supérieure n'était mesurable. Le Front populaire avait, au contraire, démontré la vitalité du principe égalitaire dans le

pays et la faiblesse des couches supérieures de la société. Percevoir la continuité des territoires et des groupes humains ne doit pas mener à la conception « fausse » d'une histoire immobile.

1. Sylvain Broccolichi, Choukri Ben Ayed, Catherine Mathey-Pierre et Danièle Trancart, « Fragmentations territoriales et inégalités scolaires : des relations complexes entre la distribution spatiale, les conditions de scolarisation et la réussite des élèves », *Éducation & Formations*, n° 74, avril 2007.

2. Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, rééd. 2006.
3. Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983, p. 108.
4. Hervé Le Bras et Emmanuel Todd, *L'Invention de la France*, *op. cit.*, p. 269.
5. Pour une vérification statistique et économétrique récente de cette thèse, voir David Le Bris, « Family Characteristics and Economic Development », Kedge Business School, 2015.
6. *La Culture du narcissisme*, Paris, Flammarion, 2006 (Georges Liébert et moi-même avons fait paraître une première édition française chez Robert Laffont en 1981).

CHAPITRE IV

Les Français d'extrême droite

L'un des outils les plus puissants de la recherche scientifique est le principe de symétrie. Il est rare qu'un système stable n'intègre pas des équilibres dans lesquels forces et formes se répondent, éléments d'une structure globale dans

laquelle une aberration de sens « A » trouvera inévitablement son symétrique dans une aberration de sens opposé, « moins A ». Il serait donc surprenant qu'à l'absurdité d'une République française désormais ancrée dans des structures anthropologiques inégalitaires ne réponde pas l'absurdité symétrique d'une force officiellement xénophobe ancrée dans un fond anthropologique égalitaire. Cette force est très facile à identifier dans l'Hexagone, c'est le Front national, qui affirme l'infériorité des immigrés et de leurs enfants, mais trouve de plus en plus clairement son

assise géographique dans les régions qui firent la Révolution française.

La lente marche du Front national vers le centre de l'Hexagone

Nous vivons avec le Front national. Depuis 1988, les journalistes politiques commentent à l'envi la submersion progressive du système politique français par une extrême droite dont la progression globale est en réalité modérée. Jean-Marie Le Pen avait recueilli 14,4 % des votes à la

présidentielle de 1988, Marine Le Pen 17,9 % à celle de 2012. Un rythme de progression de 3,5 % en un quart de siècle ne témoigne pas d'une ascension fulgurante. Il ne fait pourtant aucun doute que l'emprise du FN sur une partie de la société française s'est accentuée. Mais sa lente progression masque plus qu'elle ne révèle une mutation structurelle. L'évolution idéologique de son groupe dirigeant n'est pas vraiment convaincante – je doute personnellement de sa renonciation intime à l'antisémitisme, venu de la périphérie différentialiste du système français.

Mais l'ancrage ouvrier de l'extrême droite constitue un phénomène nouveau dans l'histoire de France. Il était observable dès la fin des années 1980.

Quoi qu'il en soit, la véritable nouveauté des dix dernières années réside dans le mouvement géographique du vote FN : parti du tiers est du territoire national, à forte implantation immigrée, il bascule progressivement vers la partie centrale de l'Hexagone. Le coefficient de corrélation associant vote d'extrême droite et proportion d'immigrés de nationalité algérienne, marocaine et/ou tunisienne tombe de

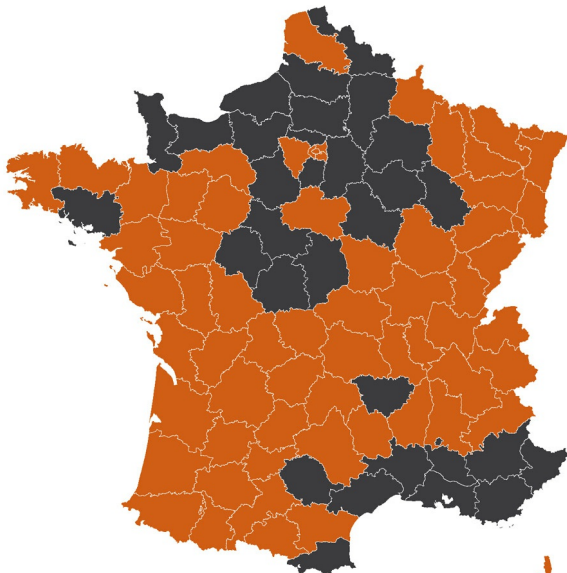
+ 0,79 en 1986 à + 0,10 en 2012. L'extrême droite, populaire depuis longtemps, cherche et trouve peu à peu son assise anthropologique idéale. *Le Mystère français* soulignait la tendance du Front à s'installer dans l'espace central égalitaire. Une analyse cartographique fine permettait cependant de déceler cette tendance dès 1993. Il suffisait alors d'identifier, par une analyse statistique de régression, les départements où le score du FN était supérieur à ce que laissait attendre la proportion d'immigrés d'origine maghrébine dans la population.

La carte IV. 1 de ces écarts nous montre de façon saisissante qu'en 1993, déjà, le score du Front national était anormalement élevé en zone égalitaire, dans les régions qui furent le cœur de la Révolution française¹.

Le graphique 3 indique, quant à lui, le niveau du vote pour Marine Le Pen (en 2012), en fonction de l'égalitarisme latent du système anthropologique. L'extrême droite obtient ses plus mauvais résultats là où l'indice d'égalité départemental, défini au chapitre I, est de seulement 0,5 ; ses meilleurs là où il est de 2. Si nous cumulons inégalité

totale et forte (indices 0 et 0,5), nous obtenons 17,1 % de vote FN ; si nous cumulons égalité forte, très forte et maximale (2, 2,5 et 3), nous atteignons 20 %. Bref, au-delà de tous les aléas politiques, sociaux et économiques locaux, le vote FN est supérieur en terre égalitaire à ce qu'il est en terre inégalitaire.

IV. 1 – Le Front national et l'égalité en 1993



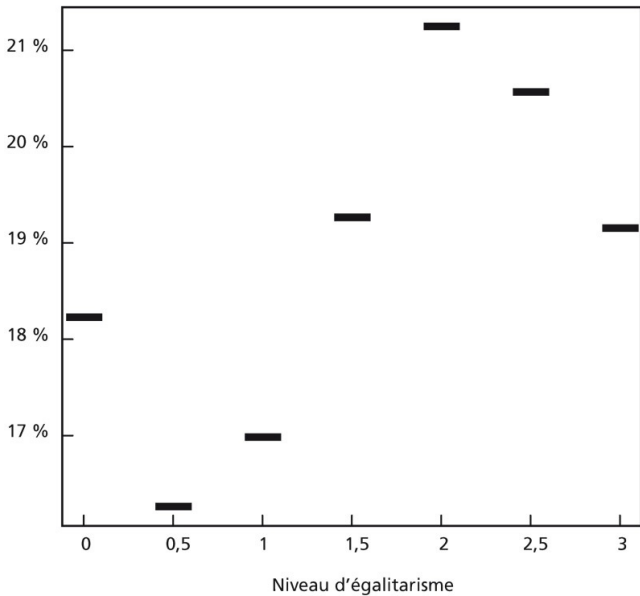
Départements où le vote FN est :

■ supérieur

■ inférieur

à ce que laisse attendre le nombre
d'immigrés originaires du Maghreb

3. Vote Le Pen 1^{er} tour 2012



Il ne fait aucun doute que les électeurs du FN sont mus par des sentiments que l'on pourrait en première approche décrire comme inégalitaires, par une volonté de rejeter vers le bas de la société, ou vers l'extérieur, des individus et des groupes perçus comme moins ou pas français. Ils semblent cependant travaillés par un inconscient égalitaire. Une fois identifiée l'assise anthropologique « républicaine » de l'électorat d'extrême droite, on comprend mieux sa capacité à refuser l'autorité des groupes dirigeants et des élites autoproclamées.

Une perversion de l'universalisme

Il n'est pas certain que l'on puisse interpréter l'hostilité envers les populations d'origine maghrébine des ouvriers et des petits commerçants, qui constituent les gros bataillons du vote FN, en termes de racisme, autrement dit comme l'effet d'une croyance *a priori* en l'existence de catégories d'hommes essentialisés. Les taux de mariage mixte atteignent en France, structurellement, un niveau élevé, y compris dans les populations d'origine non européenne.

J'examinerai au chapitre suivant leur évolution récente. À toutes les époques, notre pays se distingue sur ce point des pays de l'Europe du Nord, protestante et multiculturaliste. Ces mariages mixtes touchent évidemment les milieux populaires, plus au contact des groupes immigrés que ne le sont les classes moyennes. Mais comment intégrer à une explication satisfaisante l'hostilité aux populations d'origine arabe *et* l'acceptation du mariage mixte ? Le concept de « perversion de l'universalisme » le permet.

Partons de la séquence mentale définie par une structure familiale égalitaire : « Les frères sont égaux, les hommes sont égaux, les peuples sont égaux. » Que se passe-t-il en cas de confrontation avec l'étranger ? Au moment du contact, il existe toujours une discordance entre l'*a priori* du système égalitaire et la réalité d'une différence visible ; plus cette différence concrète est importante, plus la réaction est violente. La différence familiale maghrébine était au départ, du point de vue de l'anthropologie, maximale : la famille arabe classique est communautaire, patrilinéaire et

endogame. Elle privilégie les hommes, enferme les femmes, préfère le mariage entre cousins germains, avec des taux proches, jusque vers l'an 2000, de 25 % au Maroc, 28 % en Algérie et 35 % en Tunisie. (Aujourd'hui, ces taux baissent rapidement au Maghreb.)

L'a priori universaliste du système français central permet, certes, d'élaborer de belles théories, comme celle que recèle la Déclaration universelle des droits de l'homme, et une non moins impressionnante pratique de l'assimilation des immigrés par le mariage. Mais il peut aussi conduire,

dans les phases intermédiaires, à des crispations d'une extrême violence. Allons jusqu'au bout des conséquences logiques de l'*a priori* égalitaire : « Si les hommes sont partout les mêmes, et si les étrangers qui arrivent sur notre sol se conduisent d'une façon vraiment différente, c'est qu'ils ne sont pas des hommes. »

Je me souviens d'une plaisanterie rapportée par un auditeur au terme d'une conférence qui présentait cette explication, vers 1995. « Oui, à Béziers, nous disons ça d'une autre manière : le racisme, c'est comme les Arabes, ça ne

devrait pas exister. » L'universalisme d'expulsion ou d'extermination n'est pas en théorie inconcevable. En pratique, l'apparition d'enfants parlant français, issus ou non de couples mixtes, bloque rapidement cette possibilité théorique. Reste que le vote FN, typiquement, résulte d'une interprétation littérale du dogme de l'homme universel. Il a très tôt exprimé l'exaspération d'une population qui ne pouvait concevoir qu'une assimilation rapide et devait constater que la résorption de certaines différences prenait du temps. De plus, au moment décisif de l'émergence du Front

national, dévalait aussi vers les milieux populaires français, venu des élites, un discours de tolérance totalement dysfonctionnel affirmant la nécessité de respecter la différence immigrée. C'est ainsi qu'au moment même où les milieux populaires s'inquiétaient des lenteurs de l'assimilation, leurs dirigeants proclamaient qu'elle n'était pas nécessaire. Le « droit à la différence » produit par le haut de la société fut aussi indispensable à la genèse du FN que la confrontation sur le terrain entre une culture d'accueil féministe et exogame et une culture immigrée patrilinéaire et

endogame. La combinaison de l'égalitarisme populaire et du multiculturalisme des élites avait réuni, au début des années 1980, les conditions d'une cristallisation pathologique. Le produit chimique sorti du tube à essai fut le vote FN.

Tout au long de cette analyse du mouvement vers l'extrême droite de l'électorat populaire, il n'a jamais été question de l'islam mais du mode de vie arabe concret. La croissance principale du Front national est en effet intervenue en un temps où l'islam, forme religieuse ou idéologique abstraite, n'obsédait

quasiment personne. Le concept d'islamophobie s'applique mal aux années 1980-1990. Arabophobie serait un terme plus exact. Et c'est tout à fait logique. La « xénophobie universaliste » se préoccupe de différences concrètes, visibles, des mœurs et des manières. La « xénophobie différentialiste », qui pense l'autre *a priori* différent, peut, elle, se passer de la réalité mais elle a besoin, pour désigner l'objet de ses attentions, d'une étiquette abstraite, idéalement religieuse. Avec le développement de préoccupations différentialistes dans les classes

moyennes, le musulman a donc succédé à l'Arabe dans les représentations dominantes. Évidemment, la coexistence des deux logiques dans un espace idéologique unique a entraîné leur fusion partielle et conduit à une très grande difficulté à les distinguer. Rien n'interdit toutefois d'imaginer une éventuelle séparation dans le futur. L'arabophobie, populaire égalitaire dans sa motivation, et l'islamophobie, bourgeoise inégalitaire, sont deux choses très différentes. De plus, il ne va pas de soi que les milieux populaires, en révolte aujourd'hui contre leurs classes

moyennes et supérieures, aient passionnément envie de partager avec elles une phobie. En bonne physique sociale, rien n'interdit d'imaginer une islamophobie des privilégiés qui, finalement, dévaloriserait l'arabophobie dans l'esprit des ouvriers et des employés.

N'imaginons pas, cependant, que les Arabes aient été les seules victimes de cette perversion de l'universalisme qui peut conduire à déclarer non humain l'étranger différent. En 1914, les Allemands étaient considérés à Paris comme une espèce animale. Les Anglais

furent, bien avant eux, privés de leur qualité d'*homo sapiens* par les révolutionnaires français. Écoutons Robespierre, le 11 pluviôse an II, au club des Jacobins : « En qualité de Français, de représentant du peuple, je déclare que je hais le peuple anglais. » Cinq mois plus tard, le décret du 7 prairial an II déclare : « Il ne sera fait aucun prisonnier anglais ou hanovrien². » Défini comme libre par sa Constitution, le peuple anglais était responsable de ses actes : son opposition à la France révolutionnaire, incompréhensible, le faisait sortir de

l'humanité. Assez classiquement, le décret de la convention ne fut pas appliqué par les armées révolutionnaires sur le terrain. La xénophobie d'essence universaliste est par nature fragile, instable, sans cesse menacée par la possibilité d'un atterrissage brutal dans la réalité d'hommes et de femmes qui ne sont, après tout, que des hommes et des femmes. Le type idéal de cette fragilité intrinsèque serait assez bien illustré, dans la France actuelle, par le cas assez banal du militant FN qui se met en ménage avec une jolie fille d'origine maghrébine et déchire sa carte.

La France n'a pas attendu la déchristianisation et la Révolution pour produire un universalisme virulent. Le catholicisme du Bassin parisien, lorsqu'il était encore vivant, au XVI^e ou au XVII^e siècle par exemple, était égalitaire et universaliste sur un mode violent. Le protestant fut en France, avant même le Vendéen ou l'Anglais de 1793, l'objet de la fièvre réductrice du système central. Le protestantisme français, particulièrement bien implanté dans les provinces périphériques de famille souche du Midi, fut, au terme d'une longue lutte, pratiquement

éradiqué par un catholicisme qui trouvait alors son assise principale au cœur du Bassin parisien et préfigurait la Révolution par son idéal de liberté et d'égalité métaphysique. La prédestination calviniste avait, quant à elle, séduit la famille souche occitane, habituée à désigner un aîné comme héritier, et qui ne croyait ni en la liberté ni en l'égalité.

Démultipliée par la Révolution, la volonté universaliste et réductrice de la France centrale s'atténua finalement sous la III^e République, qui, restée fidèle aux principes de liberté et d'égalité, finit

néanmoins par tolérer la diversité du monde – et, en premier lieu, de l'Hexagone. La communauté catholique fut acceptée dans ses provinces.

Reste qu'être universaliste, ce n'est pas être « sympa ». C'est fonctionner avec l'*a priori* d'un homme universel – nous, moi ! – semblable à lui-même en tout lieu et en tout temps. Si la réalité du monde confronte ce système mental à un homme concrètement différent, l'homme universel, réduit à son insu à l'état ethnique le plus pur, sera capable de réagir par une négation de la nature humaine du porteur de la contradiction.

Antisémitisme républicain

Nous pouvons identifier un clair accès de xénophobie universaliste sous la III^e République, mais loin du Bassin parisien. Il a en effet existé brièvement, dans l'Algérie coloniale, ce que l'on pourrait appeler un antisémitisme libéral et égalitaire, républicain, que j'avais analysé en détail dans *Le Destin des immigrés*³. En pleine affaire Dreyfus, l'Algérie envoya ainsi au Parlement, en mai 1898, quatre députés « antijuifs ». L'antisémitisme des Européens

d'Afrique du Nord, qu'ils aient été d'origine française, italienne ou espagnole, n'était toutefois pas de même nature que l'antisémitisme catholique de l'Hexagone. En Algérie, le fond anthropologique européen était sans aucun doute possible, libéral, égalitaire, et tout à fait laïc. L'Église ne pesait pas bien lourd chez les colons républicains. Ce qui était reproché aux juifs algériens n'était pas, comme à ceux de l'Hexagone, de trop bien s'assimiler, mais au contraire d'être un peu lents et de continuer à pratiquer le vote communautaire. Les leaders des

quartiers juifs, qui restaient séparés et endogames, négociaient en bloc les suffrages qu'ils contrôlaient et perturbaient un jeu politique localement individualiste. À l'échelle nationale, les deux antisémitismes, le catholique différentialiste et le républicain universaliste, se sont mêlés.

La diversité anthropologique de la France est très certainement une richesse, probablement la principale. Mais, pas plus qu'en chimie, les synthèses ne sont en sociologie toutes belles et bonnes. Dans l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, les régions

protestantes du Nord fournirent au nazisme ses masses électorales, et celles du Sud catholique ses leaders, en commençant par Hitler. Qui oserait dire aujourd'hui que la fusion de l'intériorité sérieuse des protestants et de l'extraversion imaginative des catholiques fut, pour l'Allemagne, une bénédiction ?

Mais il existe d'autres déterminants du vote Front national que l'égalitarisme, que celui-ci soit sainement tourné contre les catégories sociales supérieures ou, de manière perverse, contre les étrangers ou les Français d'origine

étrangère. La nouvelle stratification éducative joue, on l'a vu, un rôle moteur dans la dérive inégalitaire. Autrefois, l'ouvrier communiste, plongé dans une société universellement alphabétisée, regardait vers le haut de la structure sociale. Il avait en ligne de mire une petite classe supérieure dont il acceptait la culture mais contestait les privilèges économiques. Il marchait vers l'avenir. L'électeur du Front national voit au-dessus de lui la masse écrasante d'une classe moyenne définie par ses études. Il ne rêve plus d'accéder à son statut. Il regarde vers le bas, redoutant surtout de

sombrer. Sa colère se tourne contre l'immigré.

L'ébranlement par l'évolution éducative de l'idéal d'égalité a particulièrement touché le cœur de l'espace français, et notamment ses milieux populaires. Mais nous devons garder en tête l'existence d'un lien, toujours plus fort, entre le FN et le fond anthropologique égalitaire. Traduit en langage politique commun, ceci revient à dire que l'affirmation par les dirigeants du FN que leur parti est républicain n'est pas une complète absurdité. La sortie anti-anglaise de Robespierre vient

nous rappeler que l'universalisme républicain n'est pas toujours aimable envers l'étranger concret.

Tout le monde donc s'affirme républicain aujourd'hui, dans une France qui s'éloigne toujours plus de la valeur d'égalité, et nous allons être contraints d'opérer avec une terminologie plus précise. J'avais qualifié de « néo-républicaine » la partie du système de représentation politique (« les partis dits républicains ») qui accepte une logique d'exclusion ancrée dans des valeurs implicitement inégalitaires. Je vais qualifier de « postrépublicain » le FN

qui, né de structures anthropologiques égalitaires, semble leur échapper par son idéologie ethnisante et xénophobe.

Mais l'analyse anthropologique réserve d'autres surprises. Elle ne confirme pas la vision frontiste d'une UMPS homogène. PS et UMP entretiennent ainsi des rapports différents à l'égalité, et nullement ceux que l'on attendrait...

**Le Pen, Sarkozy
et l'égalité**

La répartition spatiale du vote Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 (carte IV. 2) montre que le mouvement du FN vers l'espace égalitaire central français se poursuit. Pour l'instant, ses zones de forces maximales, dans le nord-est du Bassin parisien, avec un épicentre en Champagne, sans oublier la Provence, rappellent celles de la Révolution française. Élection après élection, la tension s'accroît, au FN, entre une idéologie qui affirme un principe d'inégalité, l'infériorité de l'immigré, et une détermination égalitaire du vote.

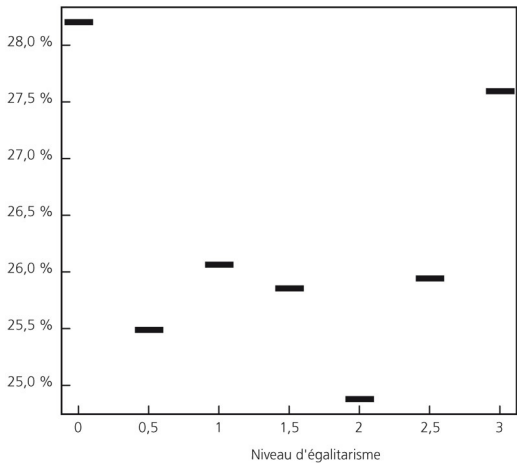
Pour qui est familier de la carte des bastions catholiques inégalitaires de la périphérie, la distribution du vote Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 est plus étonnante encore (carte IV. 3). On y découvre bien des résidus de la droite catholique en Savoie, en Alsace, en Vendée, en Mayenne, et même dans tout l'Ouest intérieur. Mais Sarkozy a fait d'excellents scores aussi en Provence et au cœur du Bassin parisien, dans l'espace central révolutionnaire. Bref, ainsi que le montre le graphique 4, sa réussite est maximale à la fois dans les

zones de plus faible *et* de plus fort égalitarisme. La variable anthropologique commune à l'ensemble de son espace politique semble être la nucléarité de la famille, commune à l'Ouest intérieur, catholique jusqu'à très récemment, et au cœur du Bassin parisien ou à la Provence, autrefois républicains. Cette assise globale définirait l'électorat de la droite néo-républicaine comme fondamentalement individualiste. L'essentiel, toutefois, est ici l'émergence d'une UMP vraiment implantée en zone égalitaire. Nous devons ainsi constater qu'au second tour

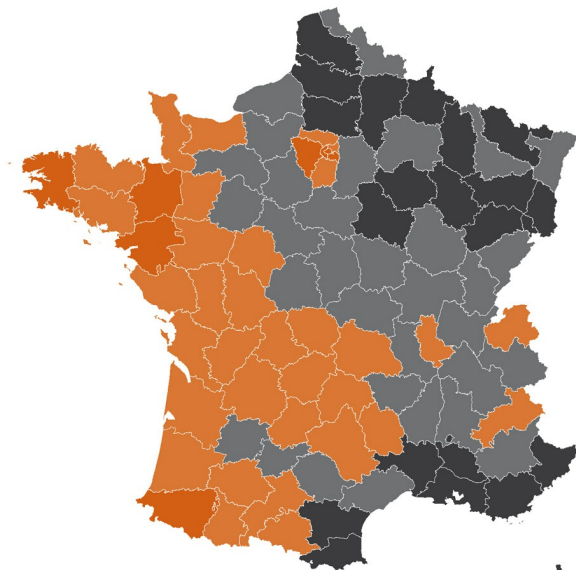
de la présidentielle de 2012, les milieux populaires des régions Picardie et Champagne-Ardenne ont donné une majorité à Sarkozy, contre François Hollande, candidat de la « gauche »⁴. Le système de représentation politique français se révèle décidément bien étrange, avec ces électorats d'extrême droite (postrépublicain) et de droite (néo-républicain) souterrainement égalitaires. Nous touchons ici à l'élément comique de la situation : ce qui rapproche le plus le FN de l'UMP, au-delà de l'identification de droite de leurs dirigeants, c'est une commune

assise anthropologique égalitaire ! On comprend mieux les difficultés de la droite au pouvoir lorsqu'elle veut « réformer ». Son assise nucléaire individualiste l'y conduit, mais son ancrage égalitaire inconscient résiste à toutes les tentatives pour atteindre le nirvana de la politique néolibérale, la mise en question de l'État-providence.

4. Vote Sarkozy 1^{er} tour 2012



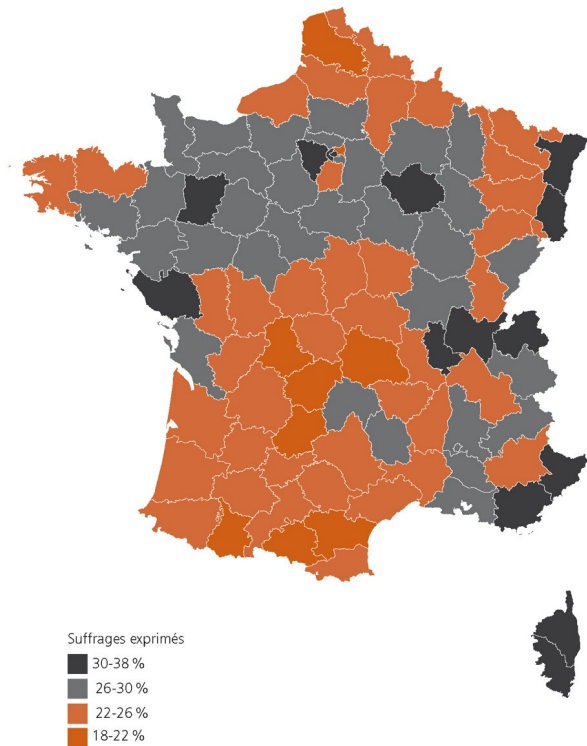
IV. 2 – Le Pen 2012



Suffrages exprimés



IV. 3 – Sarkozy 2012



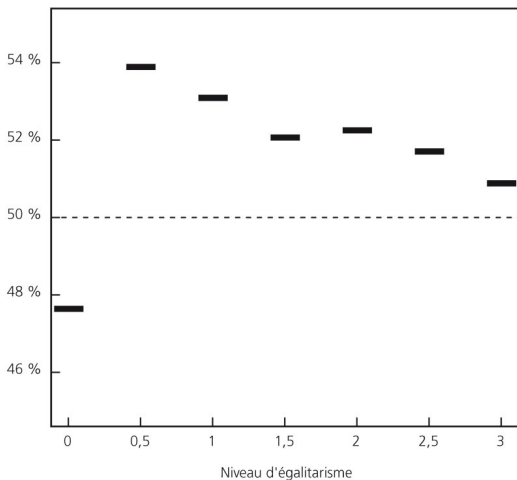
Le PS et l'inégalité : le concept de xénophobie objective

Que les partisans de l'inégalité se rassurent : le PS est là pour incarner, peut-être un jour, leurs rêves idéologiques les plus fous.

Restons fidèles à l'outil scientifique de symétrie, appliqué ici à l'espace idéologique français. L'existence d'une droite égalitaire nous oblige à chercher, et va nous permettre de trouver, un PS inégalitaire. Le graphique 5 montre à

quel point l'assise anthropologique de la gauche française s'éloigne désormais de ses origines révolutionnaires. Comme pour les graphiques 3 et 4, mais cette fois dans le cadre du second tour de la présidentielle, le score électoral moyen de Hollande est calculé séparément pour les départements présentant des niveaux différents d'égalitarisme anthropologique.

5. Vote Hollande 2^e tour 2012



Nous constatons au niveau d'égalité 0 un vote très faible, ultime point de résistance à la pénétration socialiste,

effet de l'ancrage spécifique de la droite en Alsace et en Vendée. Mais dès 0,5, le vote pour François Hollande atteint sa valeur maximale pour baisser ensuite régulièrement à mesure que le niveau d'égalitarisme s'élève. Nous pourrions d'ailleurs aussi bien souligner que c'est le niveau du vote Sarkozy qui s'élève avec le niveau d'égalitarisme.

La cartographie du vote Hollande confirme ces résultats (carte IV. 4). Les régions de famille souche partiellement déchristianisées du Sud-Ouest et les zones de famille nucléaire imparfaite, peu égalitaires, du Nord, toujours

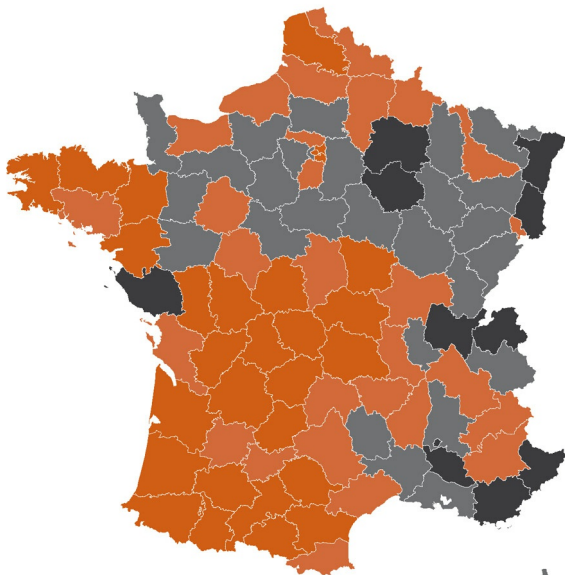
présentes sur la carte, comptaient déjà parmi les bastions traditionnels de la SFIO. Mais le PS néo-républicain a perdu les Bouches-du-Rhône égalitaires, et il s'est étendu au sud dans les bastions de la droite catholique des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Atlantiques, de l'Aveyron et du Lot. Il a conquis l'essentiel de la Bretagne. Seuls le Maine-et-Loire, la Vendée et la Mayenne lui résistent. On pourrait évidemment dire que cela s'explique par le fait que ces départements furent le cœur de la chouannerie contre-révolutionnaire. On doit surtout

constater qu'ils comptent parmi les plus industriels et ouvriers de l'Ouest !

Il est temps d'aller jusqu'au bout du raisonnement et d'accepter, jusqu'à ses conséquences ultimes, l'hypothèse d'un alignement du Parti socialiste sur la valeur d'inégalité. Les implications de l'analyse anthropologique sont évidentes pour le champ économique, où le PS au pouvoir n'en finit pas d'être du côté des riches et des vieux, après avoir fait campagne pour la défense des pauvres et des jeunes. Les conséquences de notre découverte, pour une bonne compréhension du discours et de la

pratique socialiste de l'immigration, sont plus importantes encore. En abordant ces rivages de vérité, le chercheur doit s'en tenir, avec le plus de constance possible, à la logique et à la morale de Max Weber, en s'efforçant de dévoiler, avec le plus de retenue possible également, les valeurs latentes à l'action politique.

IV. 4 – Hollande au 2^e tour 2012



Suffrages exprimés

55-66 %

50-55 %

45-50 %

35-45 %

Officiellement, le PS est depuis les années 1980 le défenseur des immigrés et de leurs enfants. Son « antiracisme » est constant. Il a patronné le mouvement SOS Racisme et son « Touche pas à mon pote », il évoque encore de temps en temps le droit de vote des étrangers aux élections locales. Cet engagement s'est toutefois inscrit dès le départ dans une logique multiculturaliste, qui insiste sur le « droit à la différence », symptôme pour ainsi dire clinique d'ancrage dans un inconscient inégalitaire. On ne peut raisonnablement s'en étonner puisque le PS a été dynamisé durant les

années 1970 et 1980 par des cadres et des électorsats nouveaux venus de la périphérie catholique. Le « droit à la différence » est la forme normale de la gestion postcatholique de l'immigré. Il fonctionne assez bien, pour ses partisans, dans des périodes de prospérité, surtout si l'étranger n'est pas encore devenu déjà trop français. Mais en période dure, lorsque se cumulent taux de chômage et assimilation fortement engagée, la mentalité différentialiste, de bienveillante devient sinistre, et prompt à distinguer dans une situation confuse un modèle d'apartheid,

ce qu'a fait Manuel Valls en janvier 2015. Les taux de mariages mixtes français font du concept un outrage verbal puisque la définition de l'apartheid sud-africain incluait, au premier chef, une interdiction des mariages interracialisés. Mais qu'importe, le concept est là, soigneusement rangé dans le bagage mental différentialiste, prêt à servir parce que l'apartheid est l'horizon vrai du multiculturalisme.

Manuel Valls est né à Barcelone, l'un des hauts lieux du différentialisme ibérique. Le nationalisme est, dans cette ville et sa région, en phase ascendante

aujourd'hui et menace l'Espagne de dislocation. La paysannerie catalane était classiquement porteuse d'un type très pur de famille souche et son *hereu*, héritier désigné, demeure un stéréotype culturel. La séquence « inégalité des frères, inégalité des peuples » se vérifie donc particulièrement bien en Catalogne, à ce point près qu'il s'agit d'une petite nation, animée par un esprit défensif plutôt que conquérant.

On ne peut jamais enfermer une personne dans une détermination anthropologique. Seules sont vérifiables des implications statistiques, menant,

par exemple, de la prédominance dans un groupe humain du principe familial d'inégalité à la préférence par le même groupe d'une politique de la différence. Reste que retrouver la Catalogne dans la généalogie de l'utilisation du mot « apartheid » en France est franchement amusant.

Quoi qu'il en soit, nous devons nous méfier de la bienveillance socialiste envers l'immigré et ses enfants. Elle comporte sans nul doute des restes d'universalisme vrai, celui qui attend et exige l'assimilation pure et simple de l'étranger à la culture centrale, en tant

qu'individu. Mais la gauche française est également pénétrée aujourd'hui d'un substrat différentialiste inconscient qui ne tient pas tellement à ce que les enfants d'Arabes, de noirs et de juifs deviennent des citoyens comme les autres, et qui se sent intellectuellement légitimé quand il voit des beurs terroristes, des noirs qui font du rap et des juifs qui portent la kippa.

Laissons de côté les beaux discours et passons aux faits objectifs. De ce point de vue, il apparaît que la gestion économique des socialistes – toujours la même depuis 1983 lorsqu'ils sont au

pouvoir : franc fort, marche à l'euro, défense de l'euro – enferme dans le chômage les quartiers menacés, selon Manuel Valls, d'apartheid. *Cette gestion est le frein principal à l'assimilation des enfants d'immigrés parce qu'elle interdit à beaucoup d'entre eux de se projeter pratiquement et mentalement dans un futur décent.* Nous devons à ce stade du raisonnement ajouter l'hypothèse, vraisemblable, de dirigeants, de cadres et de militants socialistes doués d'une intelligence normale. Or il est de l'ordre de l'évidence absolue, pour une

intelligence normale, qu'une politique économique calquée sur celle de l'Allemagne, pays qui produit proportionnellement 35 % d'enfants de moins que la France, condamne une proportion élevée de jeunes Français au chômage. C'est une évidence supplémentaire que les jeunes les moins bien raccordés au système national de privilèges, enfants des derniers arrivés, subissent plus que les autres les effets délétères de cette politique. *Autrement dit, si le Parti socialiste parle d'intégration, il a choisi, par sa politique économique, de réaliser la*

ségrégation. La simplicité de la séquence logique et l'obstination dans sa réalisation sont telles que nous ne pouvons retenir l'hypothèse de l'accident ou d'un malheureux hasard.

On ne peut pas dire, bien sûr, que le PS *veut* l'enfermement des jeunes issus de l'immigration. Mais on doit au minimum admettre que cet enfermement est accepté, et que le parti dominant de la gauche française ne se considère pas comme responsable du bien-être et de l'avenir de cette partie de la population. On a donc bien affaire ici à un différentialisme profond, qui agit par

des voies indirectes dont je n'oserais cependant affirmer qu'elles sont totalement inconscientes. Pour faire le mal, il suffit le plus souvent de détourner les yeux.

Parvenus à ce stade de l'analyse, il nous faut disposer d'une terminologie qui nous permette de distinguer les vociférations xénophobes du Front national, sans effet sur la vie économique des banlieues, de la pratique économique socialiste, qui contribue *réellement* à exclure par grandes masses les enfants d'immigrés de la nation française.

Consciente, assumée, revendiquée, la xénophobie des électeurs du FN relève de la « xénophobie subjective ». La xénophobie du PS, révélée par un comportement économique, mais niée par la doctrine, peut être désignée par l'expression « xénophobie objective ».

Résumons.

- Le PS est *objectivement xénophobe*. Ancré dans des structures anthropologiques inégalitaires, il est différentialiste et ne désire pas vraiment l'entrée de tous les enfants d'immigrés dans la nation.

- L'électorat du FN est *subjectivement xénophobe*. Produit de structures anthropologiques égalitaires, il ne supporte pas l'existence d'une différence immigrée concrète.

Du point de vue de la logique scientifique et du principe de symétrie, le monde est désormais en ordre. Pour ce qui est de la vie des Français, c'est une autre affaire. La xénophobie objective de la politique économique maintient l'immigré, et surtout ses enfants, dans une différence visible. Elle nourrit donc sans relâche la xénophobie

subjective de l'électeur du Front national, exaspéré par la « différence », par le « refus de s'assimiler » de l'étranger.

Nous sommes ici confrontés – comme dans le cas de la poussée antisémite de la fin du XIX^e siècle mais d'une autre manière – à l'une de ces combinaisons idéologiques complexes que permet la diversité anthropologique française. Motivation différentialiste de la périphérie et motivation universaliste du centre collaborent à l'émergence d'une forme, certes mixte, mais très menaçante, de racisme. L'image qui

vient à l'esprit est celle d'un virus particulièrement nocif résultant de la recombinaison de deux rubans distincts d'ADN.

Une étude du Front national dans l'espace anthropologique français serait incomplète sans un examen du parti qui voudrait le supplanter mais n'y parvient pas, le Front de gauche. La même méthode d'analyse, appliquée cette fois au vote pour Jean-Luc Mélenchon en 2012, contribue à l'explication.

Mélenchon et l'inégalité

Jean-Luc Mélenchon avait obtenu 11,1 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle de 2012. Au contraire de ce qui était apparu pour François Hollande, un réel biais « populaire » était manifeste dans les sondages dits de « sortie des urnes » réalisés à cette occasion. Ouvriers et chômeurs étaient fortement représentés dans l'électorat de Mélenchon, ce qui est logique compte tenu du soutien apporté par le Parti communiste au

candidat du Front de gauche. Mais expliquer le phénomène Mélenchon, dans le contexte politiquement favorable d'une oppression du milieu ouvrier, revient surtout à comprendre, justement, son incapacité à attirer en masse, comme le Front national, l'électorat populaire.

Sur le plan politique, l'absence de véritable radicalité économique, le refus de prôner une franche sortie de l'euro, a sans doute suffi à identifier Mélenchon comme une variété supplémentaire de candidature socialiste, avec son mélange habituel de grands principes et d'absence de propositions concrètes. Si

l'électorat porte bien l'empreinte du monde ouvrier communiste, les cadres et sympathisants actifs de Mélenchon sont proches de la fonction publique, plus précisément de l'État social à la française, par et pour les classes moyennes.

La carte du vote Mélenchon est sans appel (carte IV. 5). On y distingue bien la trace de l'influence du PCF, dans le Nord-Pas-de-Calais, la région parisienne, la bordure nord-ouest du Massif central, les Côtes d'Armor. Mais ce qui saute aux yeux, c'est son inscription générale dans l'espace de la

famille souche occitane, mêlant fraternellement départements plus ou moins laïques anciens et catholiques zombies, comme les Pyrénées-Atlantiques, l'Aveyron, la Lozère, la Haute-Loire et la Savoie. C'est le monde de la famille souche et de l'inégalité, une inégalité autoritaire qui aime les structures verticales, l'État ou l'Église. Seule l'Alsace, peu sensible sans doute au discours d'abolition du Concordat, manque ici à l'appel.

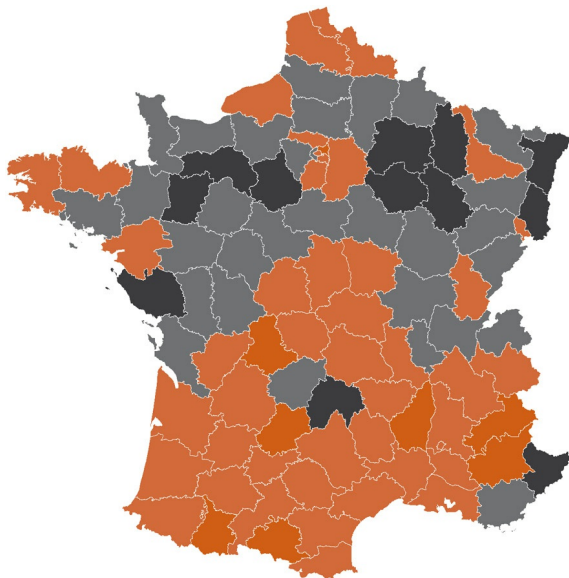
Le même phénomène peut être décrit de manière négative. Le populisme version Mélenchon échoue à séduire le

grand Bassin parisien, l'espace individualiste égalitaire. Le graphique 6 révèle un affaiblissement du vote là où la valeur égalitaire est la plus puissante. Du point de vue anthropologique, Jean-Luc Mélenchon n'a pas su trouver l'espace révolutionnaire central, au contraire de Marine Le Pen, et son fondamentalisme républicain tourne à vide.

La boucle est bouclée. Nous avons révélé plus haut que la droite et l'extrême droite étaient souterrainement liées par un fond anthropologique égalitaire, nous constatons maintenant

que la gauche et l'extrême gauche sont associées l'une à l'autre par l'entremise de la valeur d'inégalité. À défaut d'une consolation d'ordre religieux ou idéologique, nous pouvons puiser dans cette folle symétrie un sentiment de bien-être d'ordre esthétique.

IV.5 – Mélenchon 2012



Suffrages exprimés

14-17 %

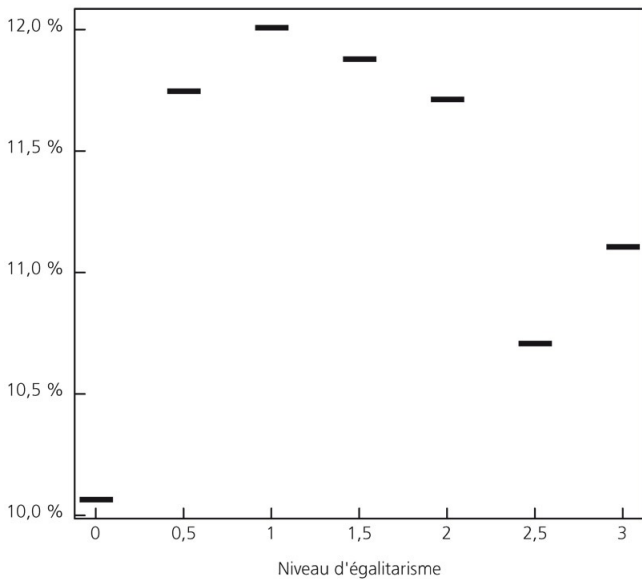
11-14 %

9-11 %

7-9 %



6. Vote Mélenchon 1^{er} tour 2012



Insignifiance des hommes et violence des idéologies

Je suis bien conscient de ce que le modèle anthropologique qui vient d'être présenté est difficile à recevoir. Si les cartes sont très nettes, les différences de scores politiques selon le degré d'égalitarisme ne sont en revanche pas si massives.

L'interprétation que j'ai donnée de ces nuances évoque le rejet symbolique, la destruction économique. Elle suggère, non seulement une grande violence et

une immense mauvaise foi des acteurs, mais aussi de la conviction, de la détermination, de la force. On peut à la rigueur imaginer de telles pulsions chez des élus d'extrême droite, des fondamentalistes musulmans ou des athées militants. Mais sont-elles concevables chez des gens qui se pensent de centre-gauche ?

Le président de la République, par exemple, est un homme débonnaire, insignifiant, « normal » selon sa propre terminologie. Les socialistes, eux, sont modérés en toute chose. En apparence, notre théorie n'est donc pas vraiment

compatible avec l'évidence d'êtres si peu brutaux, porteurs de croyances si peu intenses, de militants si mous. Il nous reste donc à comprendre comment des préférences inégalitaires et différentialistes de faible intensité peuvent aboutir, sur un mode collectif, à une obstination d'une rare violence.

La réflexion, développée au chapitre précédent, sur la façon dont des valeurs familiales faibles peuvent produire des systèmes forts nous met sur la voie de l'explication. Ce que nous constatons chez tous les néo-républicains – socialistes, umpistes, centristes ou

membres du Front de gauche –, ce sont des croyances faibles mais dont la force provient de ce qu'elles sont communes à des milieux entiers, comme les valeurs familiales sont communes à des territoires.

Tous les groupes porteurs de valeurs ne sont pas définis par un cadre départemental ou urbain, mais un certain type d'inscription physique dans l'espace – village, ville, quartier, réseau professionnel, parti politique – est nécessaire pour que puissent se produire les interactions quotidiennes entre individus qui font vivre la croyance ou

le comportement. Un milieu se perpétue largement par des phénomènes mimétiques qui n'ont rien à voir avec une foi intense. Les valeurs qu'il fait vivre, et qui le définissent, peuvent concerner des éléments importants ou insignifiants de la vie personnelle et sociale.

Je me rends compte aujourd'hui que mon premier contact avec la puissance collective des valeurs faibles fut bien antérieur à mon analyse de la perpétuation des systèmes familiaux en milieu urbain. Je suis au fond parti de

l'idéologie. Entre 1992 et 1995, j'avais remarqué qu'il n'était pas impossible de démontrer à un européiste, dans une discussion face à face, l'absurdité du projet de monnaie unique, mais que la croyance en l'inévitabilité de l'euro était invulnérable au niveau collectif. La croyance, faible, était déjà portée par un groupe social suffisamment vaste pour que l'individu, un instant retourné, en revienne à sa croyance en même temps qu'à son milieu après la conversation.

Il me semble que Daniel Schneidermann a eu une intuition assez proche lorsqu'il a récemment noté, dans

un article de *Libération*, l'évidente insignifiance de deux personnages centraux des débats du moment, Jean-Pierre Jouyet, « puissance » élyséenne, et Catherine Barma, « puissance » médiatique : « Voici donc deux phénomènes politiques : la zemmourisation du débat public, et la fusion idéologique de ce que l'on appelait la droite et la gauche. Et deux des personnages qui organisent, modèlent dans l'ombre ces deux phénomènes, le *serial* gaffeur et la liseuse de fiches, apparaissent sous le

projecteur sans aucune conscience de leurs actes⁵. »

François Ruffin a saisi la même chose, ou plutôt le même rien, dans une très belle réflexion sur une élue picarde du PS. Il nous raconte ainsi, dans *Fakir*, sa « rencontre avec le vide⁶ » : « Deux heures durant, à sa permanence, j'ai échangé avec ma députée socialiste, Pascale Boistard. Rarement j'ai réalisé un entretien aussi vide. Je l'ai donc oublié. Et pourtant, ai-je réfléchi, mon interview, dans sa nullité, par sa nullité, témoigne d'une maladie, collective, neurodégénérative... »

L'échec de l'euro invite désormais à réfléchir sur la limite, au sens mathématique du terme, de l'agrégation collective des croyances faibles : au niveau des individus, la croyance en la monnaie unique tend vers zéro tandis qu'au niveau collectif des « élites », elle est toujours aussi solide. On peut sans doute formuler l'hypothèse d'une croyance collective qui se perpétuerait alors même qu'elle n'existerait plus qu'à l'état de trace, ou plus du tout, en tant que croyance individuelle. L'euro n'est qu'un cas particulier d'inertie systémique, de persistance d'un projet

humain en l'absence de toute réflexion sur sa validité, tout simplement parce qu'un groupe existe, originellement porteur d'une croyance, et que les sorties individuelles de la croyance ne suffisent pas à l'éliminer.

Individus faibles, systèmes forts. Un François Hollande gardant une trace de croyance en la monnaie unique, quelques poussières d'une tradition familiale différentialiste, une vague idée que l'entrée des enfants d'immigrés dans la nation n'est pas la priorité, ce n'est pas grand-chose. Mais cinq cent mille François Hollande qui se côtoient et se

miment tous les jours, ou un million ou même plusieurs millions ? La machine est là, qui peut faire fusionner les croyances en l'euro et en la « différence musulmane » en une idéologie formidable d'obstination, capable d'exclure et de détruire des vies à grande échelle.

-
1. Emmanuel Todd, *Le Destin des immigrés*, Paris, Seuil, 1994, p. 308-312.
 2. Sophie Wahnich, *L'Impossible Citoyen. L'étranger dans le discours de la Révolution française*, Paris, Albin Michel, 1997.

3. Emmanuel Todd, *Le Destin des immigrés*, *op. cit.* p. 331-334.
4. Hervé Le Bras et Emmanuel Todd, *Le Mystère français*, *op.cit.*, p. 270.
5. Daniel Schneidermann, « Jouyet, Barma, figures de l'ombre en pleine lumière », *Libération*, 16 novembre 2014.
6. François Ruffin in *Fakir*, 20 février 2015.

CHAPITRE V

Les Français musulmans

Peu de temps avant qu'il ne se suicide, en 1941, Stefan Zweig avait évoqué dans ses mémoires le désarroi des juifs regroupés par le nazisme en une catégorie qui n'avait plus de sens pour eux :

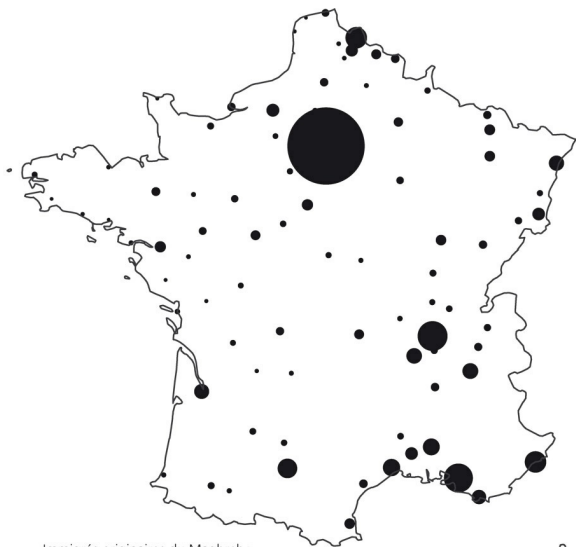
« Mais il y avait longtemps que les juifs du xx^e siècle ne constituaient plus une communauté. Ils n'avaient pas de foi commune. Ils éprouvaient leur qualité de juifs plutôt comme un fardeau que comme un honneur, et ils n'avaient conscience d'aucune mission à remplir. Ils vivaient à l'écart des commandements de leurs livres saints, ou qui l'avaient été, et ils ne voulaient plus de leur vieille langue commune. Leur aspiration de plus en plus impatiente était de s'adapter, de s'incorporer aux peuples qui les entouraient, de se dissoudre dans

l'ensemble, afin d'avoir simplement la paix et d'échapper à toutes les persécutions, de connaître le repos dans leur fuite éternelle. Ainsi, ils ne se comprenaient plus les uns les autres, fondus comme ils l'étaient dans les autres peuples, depuis longtemps Français, Allemands, Anglais, Russes, bien plus que juifs. C'est maintenant seulement qu'on les jetait tous ensemble et qu'on les balayait en un tas comme la poussière des rues, les directeurs de banque tirés de leur palais berlinois et les domestiques de synagogue des communautés orthodoxes, les

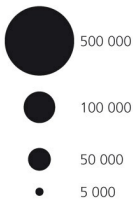
professeurs de philosophie parisiens et les cochers de fiacre roumains, les chanteuses de concert et les pleureuses des enterrements, les écrivains et les distillateurs, les laveurs de cadavres et les prix Nobel, les possédants et les miséreux, les grands et les petits, les pieux et les libres-penseurs, les usuriers et les sages, les sionistes et les assimilés, les ashkénazes et les séfarades, les justes et les injustes et, derrière eux encore, la foule désorientée de ceux qui croyaient avoir échappé depuis longtemps à la malédiction, les baptisés et ceux d'origines mêlées —

c'est seulement maintenant que, pour la première fois depuis des siècles, on imposait de nouveau par la force aux juifs une communauté dont ils avaient perdu conscience depuis des siècles, celle qui depuis l'Égypte revenait sans cesse, la communauté de l'expulsion¹. »

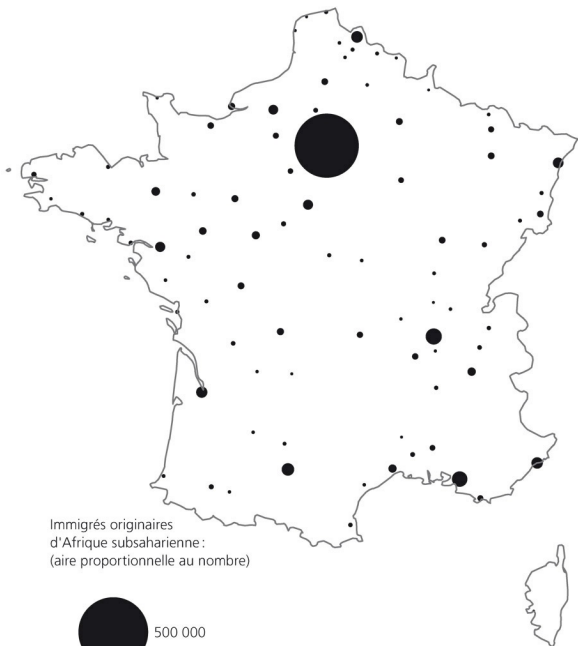
V. 1 – Origine maghrébine



Immigrés originaires du Maghreb :
(aire proportionnelle au nombre)



V. 2 – Origine africaine noire



Immigrés originaires
d'Afrique subsaharienne :
(aire proportionnelle au nombre)



Comme les juifs européens vers 1930, les musulmans de France n'existent pas. La catégorie religieuse est posée comme dénominateur commun d'un ensemble d'hommes et de femmes qui appartiennent à des groupes différents, par l'origine nationale, le niveau éducatif, le métier et la classe sociale, le degré et le type de pratique religieuse. Coller sur cette diversité humaine l'étiquette « musulman » est, tout simplement, un acte raciste, comme poser l'étiquette commune « juif » sur l'intellectuel bourgeois de Vienne et le juif du shtetl de Pologne fut un acte

raciste. Les militaires Imad Ibn Ziaten et Mohamed Legouad, abattus par Mohamed Merah à Montauban, n'étaient pas moins « musulmans » que lui, tout comme Ahmed Merabet, le policier achevé à terre par les frères Kouachi. Le problème est d'ordre général : la catégorie « musulman », telle qu'elle est de plus en plus souvent sollicitée, est une dangereuse fiction sémantique.

Observons par les métiers et les catégories socio-économiques, et voyons la place que les « musulmans » occupent dans le système social français : 8,4 % des ouvriers, 6,4 % des

employés, 6,6 % des commerçants et artisans ou chefs d'entreprise, 4,5 % des professions intermédiaires, 3,5 % des professions libérales et des cadres selon une enquête IFOP². La diversité sociale est complète, rien à voir avec l'image fantasmée du jeune paumé des quartiers, dealer de drogue et toujours prêt à sombrer dans le terrorisme islamique. De ce point de vue, Christophe Guilluy a raison de souligner l'émergence d'une petite bourgeoisie musulmane qui s'en sort très bien, même s'il a tort de sembler le déplorer comme une injustice

commise envers les milieux populaires français³.

Les nationalités et les niveaux d'éducation, pris ensemble, confirment l'image d'un monde hétérogène. Considérons d'abord les descendants d'immigrés algériens de 30 à 49 ans, en 2008 : 27 % de « sans diplôme », 39 % de « CAP, BEP, ou BEPC », 9 % de « supérieur court » et 9 % de « supérieur long ». 9 % de supérieur long, c'est beaucoup moins que les 19 % des Français dont les ancêtres se sont installés plus tôt dans l'Hexagone, même si c'est un peu plus que les 8 %

enregistrés pour les descendants de Portugais. Ce 9 %, toutefois, ne nous apprend rien sur l'« islam » : chez les descendants de parents venus de Tunisie, le taux d'études supérieures longues monte à 15 %. Dans le cas d'une origine marocaine, on atteint 19 %, soit la moyenne des « vrais » Français. C'est peu de dire ici que, sociologiquement, l'islam n'existe pas puisque le Maghreb n'existe pas non plus⁴.

Soyons juste : la France néo-républicaine parvient à produire, à partir de cette impressionnante diversité scolaire, une relative égalité... des taux

de chômage : 20 % pour les hommes descendants d'immigrés algériens âgés de 18 à 50 ans, 22 % pour ceux venus de Tunisie, 21 % d'Afrique subsaharienne, 22 % de Turquie. Au vu de cette absence de corrélation entre le niveau éducatif et l'accès à l'emploi, un chercheur mal intentionné pourrait soutenir que la France est obsédée par l'origine religieuse et que la qualification n'y a aucune importance. La République nouvelle serait viscéralement islamophobe⁵. Nous verrons que les choses sont un peu plus compliquées.

La construction de mosquées a été empêchée autant qu'il est possible par les autorités locales. Les enquêtes sur la pratique religieuse musulmane sont, en conséquence, fortement déficientes parce qu'en l'absence d'un réseau établi de lieux de culte, elles ne peuvent s'appuyer sur une observation directe. On ne dispose donc pas d'équivalent, pour l'islam, des enquêtes de sociologie religieuse qui ont permis de distinguer les deux grandes zones qui constituent l'espace français, laïque ou catholique. L'enquête *Trajectoires et Origines*, réalisée entre septembre 2008 et

février 2009, nous dit que si 76 % des gens qui s'autodéfinissent comme catholiques considèrent que la religion n'a pour eux que peu ou pas d'importance, ce taux d'indifférence tombe à 52 % pour les protestants, 53 % pour les orthodoxes, 48 % pour les bouddhistes, 24 % pour les juifs et 22 % pour les musulmans, avec des proportions assez proches, comme dans le cas du taux de chômage, pour les Algériens, Tunisiens, Marocains, Turcs et Africains noirs⁶. Le taux présenté pour les juifs, catégorie qui m'est familière, me dit que les individus

totallement laïcisés qui constituent la majorité de la population juive française n'ont tout simplement pas été saisis par la méthodologie de l'enquête, qui ne conçoit pas qu'on puisse se sentir juif en l'absence d'une croyance religieuse.

Ce genre de mesure ne permet donc pas de dire quelle proportion de la population musulmane est réellement pratiquante. Nous savons que le respect du ramadan est fréquent, que le refus de manger du porc reste assez largement observé. Certes, nous savons aussi que le rapport à l'alcool est beaucoup plus souple. Il n'empêche : admettons que

dans les conditions actuelles, les musulmans en France se sentent musulmans, et félicitons-nous de ce que le degré de diabolisation de l'islam n'ait pas atteint un niveau tel qu'ils se sentent forcés de dissimuler leur appartenance religieuse. Une observance régulière, standardisée et complète étant assez rare, nous devons nous demander si l'autodéfinition de 78 % des enquêtés comme des « musulmans qui prennent leur religion au sérieux » n'est pas tout simplement une manifestation de ce que j'appellerais l'effet Zweig : si la société globale vous met dans un sac portant

l'étiquette musulman, vous vous sentez musulman.

Reprenons le parallèle avec l'histoire juive. Vers 1930, la majorité des juifs d'Europe occidentale marchaient vers l'oubli de leur identité religieuse. Après 1945, toute personne comptant un, deux, trois ou quatre grands-parents juifs savait qu'être juif ne relevait toujours pas d'un choix personnel. Bref, l'homogénéité dans l'attachement à la religion musulmane doit effectivement être mise en relation avec l'homogénéité des taux de chômage, ce qui ne signifie pas, bien entendu, que l'expérience du

chômage est aussi dramatique que celle de l'enfermement dans un camp.

La désintégration des cultures maghrébines

Je pense avoir montré en 1994, dans *Le Destin des immigrés*, que prétendre décrire les personnes d'origine musulmane dans le cadre d'une communauté était une entreprise absurde. Le niveau élevé des taux de mariage mixte avec la société française environnante suffisait alors à s'en

convaincre. L'hypothèse communautaire suppose la perpétuation d'une culture avec, en son cœur, celle d'une organisation familiale. Or, ce qui est caractéristique de la famille maghrébine, ou malienne, c'est précisément qu'elle se désintègre bien plus qu'elle ne survit. Elle se désintègre parce que les contacts entre enfants d'immigrés et enfants de la société d'accueil ont été ouverts suffisamment longtemps pour que les valeurs françaises fondamentales, l'idée d'égalité des sexes notamment – en dépit de tout ce qui est dit par le système médiatique –, aient été transmises aux

enfants d'Algériens, de Tunisiens et de Marocains. L'analphabétisme des premières générations immigrées ne laissait à vrai dire aucune chance à la culture d'origine.

L'autorité du père était déjà traditionnellement faible dans la famille communautaire endogame arabe puisqu'elle ne l'autorisait pas à choisir l'époux de sa fille, réservée par la coutume à son cousin patrilinéaire. Mais l'autorité du père analphabète a été tout simplement désintégrée par l'éducation d'un fils qui avait atteint le collège, le lycée ou l'université. Exit la « culture

musulmane ». En revanche, la rapidité et la violence du processus ont induit une importante désorientation psychologique et, c'est vrai, pas mal de délinquance. Oui, il y a beaucoup d'enfants d'immigrés dans les prisons, mais justement parce que leur culture d'origine, pulvérisée, n'a pu les protéger, parce qu'au-delà des étiquettes que la société leur colle ou qu'ils se collent à eux-mêmes, ils ne sont pas tellement « arabes » ou « musulmans ».

Je suis moi-même un Français typiquement assimilationniste, qui voit dans la fusion de tous les immigrés dans

la culture centrale du pays un destin souhaitable. Je dois pourtant avouer aujourd'hui que tout a été trop vite, que l'installation d'un sas de décompression dans des cultures immigrées temporaires – Little Algeria, Morocco Town – aurait évité beaucoup de dégâts psychologiques. Mais on ne décide pas d'une politique des mœurs comme on décide d'une politique économique. Compte tenu de la préférence française pour l'assimilation, du faible intérêt des hommes et des femmes de ce pays pour les différences d'apparence physique, la

destruction brutale de la culture maghrébine était inévitable.

Reste que ni la famille communautaire endogame, ni l'islam n'ont pu jouer, pour la deuxième génération née en France, le rôle d'une couverture protectrice au sens de Polanyi. La confrontation avec les valeurs individualistes de la société industrielle et postindustrielle a été immédiate, brutale et destructrice. La bonne référence, pour comprendre la désorientation des jeunes des banlieues, ce n'est pas ce qui se passe dans la vallée de l'Euphrate et le désert syrien,

mirage et puits de violence surgis d'un autre monde. C'est ce qui s'était passé en Angleterre pendant la première révolution industrielle : la déculturation brutale des ouvriers, produisant fragilité familiale, difficultés éducatives et alcoolisme. L'une des voies de la survie avait été, pour les plus qualifiés de ces ouvriers, le protestantisme des sectes. Aux frontières de l'anéantissement par le marché, l'homme peut trouver un ultime point d'appui dans une foi religieuse qui lui donne des lois et une espérance.

Il est vrai que les taux de mariage mixte ont plutôt stagné entre les enquêtes *Mobilité géographique et Insertion sociale* de 1992 et *Trajectoires et Origines* de 2008-2009, et que la dispersion des populations d'origine maghrébine sur le territoire français semble s'être arrêtée, phénomènes exposés en détail dans *Le Mystère français*⁷. La grande victoire du commentaire islamophobe est, sur ce point, de parvenir à faire passer l'effet pour la cause, en proclamant que c'est une différence culturelle irréductible qui empêche l'adaptation des banlieues et

qui explique leurs taux de chômage. C'est pourtant, à rebours, la pause dans l'assimilation qui résulte, ainsi qu'il a été dit plus haut, du choix par nos classes dirigeantes de la stagnation économique et de la fragmentation sociale, choix accepté et soutenu par notre bloc social hégémonique MAZ. Je le répète, en démographe : la France produisant beaucoup plus de jeunes que l'Allemagne, le mimétisme monétaire condamne beaucoup d'entre eux à des vies difficiles, exclues, incomplètes. Quoiqu'en pensent les acteurs eux-mêmes, les bourreaux comme les

victimes, le repli n'est pas voulu, il est imposé par une logique économique qui perturbe le mécanisme d'assimilation. *Les taux de mariage mixte mesurés en 1992 montraient que les choses étaient en bonne voie. Contrairement à ce que nous dit la vulgate, ce que l'on observait alors était une incroyable accélération historique du processus de mélange des populations dans la seconde moitié du XX^e siècle.*

Mariages mixtes juifs et musulmans

Comparons avec la vitesse d'assimilation des juifs. Comme ma mère avait coutume de le faire, je vais prendre un exemple au hasard, moi, ou plus exactement, ma famille. On part d'une famille juive de l'Est, alsacienne ou lorraine, émancipée en 1791 par la Révolution. Le grand-père de mon arrière-grand-mère, Simon Levy, fut grand rabbin de Bordeaux. Il a publié en 1887 *Moïse, Jésus et Mahomet, ou les trois grandes religions sémitiques*⁸, une défense et illustration de la religion juive. Il s'agissait, encore et toujours, de lutter contre les calomnies dont le

judaïsme était l'objet. Simon Levy nous rappelle que les valeurs fondamentales du christianisme et de l'islam descendent exclusivement du judaïsme. Le titre du livre, qui met Jésus sur le même plan que Moïse et Mahomet, suggère en lui-même qu'il n'y aura vraiment plus aucun problème entre les juifs et les chrétiens aussitôt que ces derniers auront admis que Jésus n'est pas le fils de Dieu. Son gendre Paul Hesse, cependant, classiquement propriétaire d'une petite fonderie de métaux précieux, n'est déjà plus croyant. Il a laissé des cahiers relatant les

discussions qu'il avait eues pendant la guerre de 1914 alors que, rappelé comme officier, il occupait ses déjeuners à discuter théologie avec des curés. Le manuscrit s'ouvre par une autodéfinition très précise : « Je déclarai tout d'abord que j'étais juif de race et libre-penseur de croyance... » Le mot race n'avait pas encore pris sa connotation maléfique. Son usage pouvait être justifié par le fait que, dans cette famille « israélite » française typique, il n'y avait encore eu aucun mariage mixte. Il faudra attendre 1928 pour que la petite-fille de Paul Hesse

épouse un fils d'ingénieur breton, lui-même fils de garde-barrière et petit-fils de paysan. 1791-1928 : cent trente-sept ans entre l'émancipation des juifs et le premier mariage mixte, soit cinq à six générations. Fort de cette référence, comment ne pas sentir l'incroyable accélération qui a suivi la Seconde Guerre mondiale ? Les moyens de communication de masse, la hausse du niveau éducatif, la libération des femmes ont entraîné beaucoup plus vite les populations musulmanes de France dans le mariage mixte.

L'enquête *Trajectoires et origines* de 2008-2009 nous indique que 44 % des descendants d'immigrés masculins d'origine algérienne ou marocaine ont un conjoint qui n'est ni immigré, ni descendant d'immigrés. Le taux s'élève à 60 % pour une origine tunisienne, revient à 42 % pour une origine turque, remonte à 65 % pour une origine africaine subsaharienne (on ne peut, dans ce dernier cas, distinguer les musulmans des non-musulmans). Pour les femmes, les taux sont un peu moins élevés, ce qui est normal pour des cultures patrilinéaires en désintégration,

mais ils restent à un excellent niveau en cas d'origine algérienne (41 %), marocaine (34 %), tunisienne (38 %), africaine subsaharienne (49 %)⁹. Seul le taux des femmes d'origine turque est vraiment bas, à 7 %. Ces chiffres n'invitent nullement à dire que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Pourtant, si l'exogamie n'est pas encore majoritaire, la soudure avec la société française est clairement réalisée. On ne peut en aucun cas lire dans ces chiffres l'existence d'un « problème musulman ». Il faut souligner ici la rapidité de l'intégration des

populations issues d'Afrique subsaharienne, qui en dit moins, d'ailleurs, sur l'Afrique que sur la France : la population d'accueil n'est décidément pas angoissée par la couleur de la peau.

On doit toutefois évoquer ici un « problème turc » qui n'est peut-être, tristement, qu'un problème allemand. J'avais examiné ce point dans *Le Destin des immigrants*. La résistance à l'assimilation des populations turques était alors encore plus manifeste, quand rien dans leur structure anthropologique ne pouvait l'expliquer. Quelle que soit

la région d'origine en Turquie, le taux de mariage entre cousins y était plus bas qu'au Maghreb. Parfois s'ajoutait à cette endogamie familiale plus faible un statut nettement plus élevé des femmes. Observant la distribution géographique de l'immigration turque en France, collée à la frontière est, j'en avais conclu que les Turcs de France n'étaient qu'un fragment d'une immigration globale centrée sur l'Allemagne, immigration qui avait intériorisé à l'échelle de l'Europe, en France comme en Belgique ou aux Pays-Bas, la norme ségrégative en vigueur au-delà du Rhin.

Les taux de mariage mixte avec des musulmans étaient à l'époque insignifiants dans la République fédérale. En France, actuellement, le taux de mariage mixte plutôt élevé des hommes d'origine turque représente sans doute la première étape d'une rupture du « modèle allemand » dans cette population. Nous sommes à nouveau confrontés au fait que l'épicentre du différentialisme européen n'est pas situé en France, mais plus au nord ou plus à l'est en Europe. C'est la raison pour laquelle chaque pas en avant dans la construction européenne se révélera, au

final, un pas en avant dans l'islamophobie.

Les idéologues et l'exogamie

Quelle est donc la vérité de « l'intégration » ? Toutes les enquêtes nous disent que l'assimilation est en marche, qu'elle a connu une accélération par rapport à l'avant-guerre mais qu'elle a subi un coup de frein récent. Quoi qu'il en soit, elle induit une désintégration des structures familiales et d'immenses perturbations

psychologiques. Et il est aisé de voir que la stagnation économique est responsable des difficultés actuelles : aucune « volonté » particulière de survie n'est responsable de la pause que l'on enregistre aujourd'hui. Mais au stade actuel d'emballement de l'islamophobie, rétablir la vérité des faits sociologiques n'est plus suffisant. La mauvaise foi elle-même doit être pourchassée. Les jeunes d'origine musulmane ont été l'objet de tant de procès et de condamnations idéologiques qu'il paraît nécessaire et juste de se demander s'ils

sont vraiment moins bien assimilés...
que certains de leurs juges.

On évoque parfois aujourd'hui une
« zemmourisation » de la société,
transformant le porteur de ce patronyme
en icône culturelle. Soyons
anthropologue jusqu'au bout, et
appliquons à Éric Zemmour les critères
usuels d'évaluation du degré
d'assimilation. Développons, par
l'utilisation des patronymes, la
technique utilisée dans une très belle
étude du pourrissement politique de la
ville de Perpignan, qui évalue le vote
musulman par la distribution

géographique des prénoms originaires d'Afrique du Nord¹⁰. Je suis certain que Zemmour, adepte du politiquement incorrect, ne nous en voudra pas de noter que le nom de jeune fille de son épouse suggère qu'il s'est lui-même satisfait d'un mariage endogame, dans sa communauté d'origine, juive d'Afrique du Nord, alors qu'il est lui-même né à Montreuil. Le Grand Inquisiteur des jeunes d'origine maghrébine est donc moins avancé dans son assimilation que la moitié des beurs d'origine algérienne qui vivent en union mixte. Ses vaticinations typiquement

méditerranéennes sur la masculinité complètent le tableau. La psychiatrie transculturelle le classerait sans doute dans la catégorie « maghrébin imparfaitement assimilé ». Mais restons sociologue. La centralité de Zemmour dans le paysage culturel suggère que la psychiatrie transculturelle aurait aussi des choses à dire sur l'état mental de nos classes moyennes françaises.

Un détour par l'Académie française, où un corps électoral âgé en moyenne de 78 ans vient d'élire Alain Finkielkraut, nous fournit l'exemple complémentaire d'un idéologue, lui-même d'origine

juive polonaise, toujours prompt à détecter la dimension « arabe » ou « noire » de nos problèmes sociaux, mais qui n'a pas non plus fait le grand saut dans le mariage mixte, au contraire de tant de jeunes d'origine algérienne, marocaine, tunisienne ou africaine noire.

Certes, le mariage mixte n'est pas obligatoire pour être un bon Français. Mes ancêtres juifs ont fait leur devoir entre 1914 et 1918 sans avoir auparavant contracté le moindre mariage mixte. Ma grand-mère me faisait rire en soulignant que la correspondance de guerre de la famille, de tranchée à

tranchée, se faisait entre des gens qui s'appelaient exclusivement Alphen, Hesse, Levy, Strauss, Bloch ou Worms. Mais de grâce, que des idéologues endogames cessent de donner des leçons de francité à des enfants d'immigrés exogames ! Renouons avec la France que nous avons aimée, celle qui accepte avec bienveillance l'endogamie de ceux qui la préfèrent, mais qui rappelle, avec délicatesse et sans exercer de pression directe, que c'est quand même par la fabrication d'enfants relevant d'origines mélangées que se pérennise, dans le

temps long de l'histoire, la communauté nationale.

L'écrasement des jeunes et la fabrique du djihad

Avant d'analyser la façon dont la France fabrique – comme l'Angleterre, la Belgique ou le Danemark – des djihadistes pour l'État islamique, rappelons quand même, toujours dans un esprit d'équité, ce que la gestion de l'affaire syrienne révèle de l'incompétence de nos dirigeants. Durant

de longs mois, Laurent Fabius, le journal *Le Monde* et quelques autres ont tenté d'engager la France dans une intervention militaire contre le régime syrien. Nos autorités ont alors soutenu bruyamment les forces qui ont fini par engendrer l'État islamique. Les apprentis djihadistes et l'État français ont donc un temps suivi des trajectoires parallèles. Nous n'avons pourtant toujours pas entendu la moindre autocritique du gouvernement français pour sa complaisance passée envers l'islamisme le plus dangereux. Comment s'en étonner ? Si le ministre de

l'Intérieur est exonéré de toute responsabilité dans le manque de protection de *Charlie Hebdo*, pourquoi les errements du ministre des Affaires étrangères seraient-ils sanctionnés ? Si Cazeneuve peut afficher en février 2015 à Copenhague son soutien à la police danoise, Fabius a bien le droit de continuer à voyager.

Au moment de nous engager dans l'analyse du djihadisme, il nous faut rester fidèle à la méthode appliquée dans ce livre : ne pas nous précipiter sur l'islam comme cause de tous nos maux et sur le musulman comme coupable,

mais démonter la mécanique sociale *française* (et en l'occurrence occidentale) qui conduit de jeunes *Français* (ou Occidentaux) au terrorisme. Le nombre des candidats djihadistes – autour du millier vers le début de l'année 2015 – nous oblige à ce traitement sociologique du problème. La présence parmi eux d'une proportion importante de convertis d'origine chrétienne – 20 % selon certaines déclarations du ministre de l'Intérieur à la fin de février 2015 – nous invite par ailleurs à traiter le problème de la jeunesse dans sa généralité.

L'un des traits communs à toutes les sociétés avancées est l'écrasement économique et social des jeunes. La globalisation s'en charge, et, au premier chef, le libre-échange. La théorie la plus orthodoxe nous explique pourquoi. Pour montrer à quel point le problème se posait *avant* l'émergence du djihadisme, je me permets de citer ma propre préface à la réédition de *L'Illusion économique*, passage écrit en 1999 : « [...] L'analyse économique libérale explique aussi très bien comment, si ce n'est pourquoi, s'effectue la spoliation de la jeunesse occidentale. La

mondialisation unifie les marchés du travail. À l'échelle planétaire, tiers-monde inclus, les jeunes sont relativement abondants et corvéables, les vieux sont rares et détenteurs du capital. La loi d'égalisation du coût des facteurs nous assure que si un pays développé s'ouvre au libre-échange, le facteur le plus abondant, en l'occurrence le capital, démographiquement identifiable aux vieux, sera favorisé, et le facteur relativement rare, le travail, démographiquement identifiable aux jeunes, sera désavantagé. C'est très exactement ce que nous vivons :

l'écrasement des jeunes, de leur liberté de travail, de consommation et de mouvement, par le libre-échange. Seuls quelques pourcents de jeunes diplômés des institutions les plus prestigieuses sont réellement à l'abri de ce mécanisme d'appauvrissement¹¹. »

L'euro aggrave bien entendu, dans sa zone, les effets du libre-échange. C'est une monnaie forte et stable, gérée avec pour seule priorité la lutte contre l'inflation. La déflation dans laquelle nous nous engageons maintenant continuera d'avantager les détenteurs de revenus fixes et garantis, les retraités.

Le vieillissement des populations occidentales produit partout des corps électoraux âgés, dont les préférences guident les décisions politiques. Le libre-échange fut l'un de ces choix. Tout comme la sécurisation prioritaire des retraites, par définition favorable aux vieux. Pour assurer du bien-être matériel, la combinaison « retraite garantie/libre-échange », c'est-à-dire « revenu stable/prix des biens consommés en baisse », est imbattable : elle a assuré jusqu'à présent une élévation du revenu médian des citoyens les plus âgés et une baisse de celui des

plus jeunes, aux États-Unis comme au Royaume-Uni ou en France. Pour nos retraités, aucune opposition entre le marché, qui assure la compression des prix, et l'État, qui protège les revenus.

Le corps électoral, à 50 ans d'âge médian, n'est décidément plus ce qu'il était à 35. La démocratie change de nature, frappée d'arthritisme. Le taux de suicide des plus de 65 ans baisse et une crise s'annonce pour la philosophie politique, qui va devoir approcher la nature du citoyen de manière plus concrète, plus physiologique.

Pour ce qui nous concerne ici, nous devons constater que la situation des classes moyennes trouve un point d'appui décisif dans l'existence de générations âgées dont les intérêts économiques s'accordent pour l'instant à ceux des cadres et éduqués supérieurs, même si elles-mêmes ne sont en général ni très éduquées ni très riches. Le souvenir de la pauvreté d'après-guerre – un monde sans toilettes, sans salle de bain, sans réfrigérateur, sans téléviseur, sans automobile – suffit aux gens âgés d'aujourd'hui pour apprécier positivement leur situation et se ranger

du côté de « l'État social ».

L'oppression économique est, bien entendu, différentielle, et elle touche prioritairement les jeunes d'origine musulmane : chaque famille, placée dans son réseau social particulier, s'efforce de protéger ses propres enfants et y parvient d'autant mieux qu'elle est plus insérée dans le tissu social français. À ce jeu de la survie, mécaniquement, les derniers arrivés sont les moins efficaces : c'est pourquoi nous pouvons, dans une large mesure, expliquer le chômage plus élevé des enfants d'immigrés sans avoir recours à

l'hypothèse de la discrimination. L'islamophobie n'est qu'un phénomène aggravant. Le temps d'insertion très court du lignage dans la société française explique une bonne partie du taux de chômage supérieur des jeunes d'origine maghrébine.

On ne saurait, pour autant, réduire l'oppression des jeunes à sa dimension économique. Au-delà du jeunisme de Canal +, nous pouvons voir sur nos écrans défiler l'après-midi des publicités traitant de baignoires sécurisées, de fuites urinaires et d'assurances obsèques. Nous vivons

dans un monde idéologiquement dominé par l'âge, dans lequel les jeunes sont incités à se préoccuper de leur retraite avant même d'avoir trouvé un emploi. Bien loin d'avoir des vieux qui restent jeunes d'esprit, les sociétés les plus avancées fabriquent des jeunes programmés pour le vieillissement, qui veulent par exemple le plus vite possible acheter un logement – c'est un complément de retraite – et contribuent ainsi, en faisant monter les prix, à la diminution de leur propre surface habitable. Pour compléter le tableau, « l'État social des classes moyennes et

des vieux » n'investit plus vraiment dans la construction de logements.

Et si les jeunes ne sont pas contents, qu'ils s'en aillent : en Amérique, en Australie, ailleurs en tout cas. L'horizon du voyage et de l'émigration des jeunes est l'un des thèmes de prédilection de nos médias, particulièrement de ceux qui sont achetés et lus par des vieux. Étudiant ou cuisinier aux États-Unis, barman à Londres, humanitaire en Afrique de l'Ouest : toute aventure est bonne à prendre. Alors, pourquoi pas djihadiste en Syrie pour les jeunes de banlieue englués dans le chômage et la

petite délinquance ? Je ne plaisante pas. On peut, sans rire, prétendre que le mirage de l'État islamique n'est qu'une adaptation de l'idéal de l'émigration des jeunes si chaudement recommandé par nos magazines. Selon l'IFOP, en mars 2014, 49 % des lecteurs de *L'Express*, 56 % des lecteurs du *Point*, et 57 % des lecteurs du *Nouvel Observateur* avaient plus de 50 ans.

Sans sombrer dans un moralisme de type religieux rétrograde, nous devons quand même constater que l'horizon social et moral qui est proposé aux jeunes des sociétés les plus avancées est

franchement insuffisant, en dépit d'un progrès technologique qui demeure stupéfiant, exaltant même. Mais l'horizon, au-delà de l'adolescence, en France aujourd'hui, ce n'est pas seulement le jeu vidéo, le réseau social et une sexualité libérée. C'est aussi le spectacle, *moralelement dégradant*, de la hausse des inégalités et de 10 % de chômage acceptés, c'est le cinéma permanent des politiciens qui font semblant de s'opposer les uns aux autres et d'un Parlement réduit à une scène de théâtre, c'est l'insensibilité des classes

moyennes protégées dont la télévision continue de nous vanter la vie.

Pendant ce temps, on l'a vu, les prisons se remplissent, de jeunes nécessairement, et bien sûr avec une surreprésentation de ceux qui sont d'origine immigrée récente. En France, d'ailleurs, l'État se refuse à investir l'argent indispensable à un accueil décent des prisonniers et la surpopulation ajoute ses effets à l'ambiance délétère du milieu carcéral. La prison radicalise tout : la délinquance qui, de légère y devient dure, l'islam qui, de traditionnel y

devient terroriste. Nous commençons à comprendre par quels mécanismes un islam fantasmé, déformé, devient la raison de vivre et de mourir de tant de jeunes, musulmans ou non, passés ou non par la prison. N'oublions pas pourtant que l'aliénation de la jeunesse, et son exaspération, peuvent trouver d'autres exutoires ailleurs en Occident.

Fondamentalisme écossais

Nous avons vu David Cameron, le Premier Ministre britannique, se

pavaner en tête de la manifestation du 11 janvier, tandis que la presse économique nous entretenait des « succès » de sa politique. Celle-ci est en réalité aussi austère que celle de la zone euro, tout aussi incapable d'enrayer la baisse du revenu médian, et plus particulièrement celui des jeunes, contraints parfois de revenir vivre chez leurs parents après leurs études, ce qui est en contradiction absolue avec le code de la famille nucléaire qui exige leur autonomie. Au ridicule français d'une classe dirigeante rétrécie, souvent petite-bourgeoise mais formée par

l'ENA, répond en Angleterre le ridicule encore plus prononcé d'un groupe dirigeant sélectionné dès sa scolarité secondaire, coterie d'anciens élèves issus d'une poignée d'écoles privées ruineuses, Eton en tête.

Il y a peu d'immigrés d'origine pakistanaise à Glasgow ou à Édimbourg, et la contribution de l'Écosse au djihad restera vraisemblablement modeste. Mais David Cameron, par son adhésion aveugle aux valeurs de son temps (boursières surtout), a mené la jeunesse écossaise à la sécession. Lors du référendum de septembre 2014, 57 %

des Écossais de 16 à 34 ans ont ainsi choisi de sortir du Royaume-Uni ; 73 % des plus de 65 ans ont décidé d'y rester. Pour qui connaît l'histoire du Royaume-Uni, cette menace de dissolution endogène, par aliénation de la jeunesse, est tout aussi impressionnante, quoique moins violente, que le djihadisme de nos banlieues. L'Acte d'union de 1707, qui fusionna les Parlements des deux nations, ouvrit en effet une période de prospérité extraordinaire à l'Écosse. La contribution de la petite nation du Nord à l'histoire intellectuelle et scientifique de la Grande-Bretagne fut par la suite

immense, avec David Hume, Adam Ferguson, Adam Smith, James Watt, James Clerk Maxwell, Lord Kelvin... Peu de soudures nationales semblaient aussi réussies. Grâce au Royaume-Uni, l'Écosse fut l'un des leaders de la modernité. L'aliénation de ses jeunes annonce donc que partout, absolument partout, à des rythmes et sous des formes diverses, va se poser la question de la solidité intrinsèque des sociétés occidentales. Toutes les dissidences sont désormais concevables.

Les problèmes de cohésion nationale qui s'annoncent en France ne seront ni

exclusivement « musulmans », ni même seulement religieux. Pensons, pendant qu'il est encore temps, à la Bretagne oubliée, à l'Alsace maltraitée par la réforme territoriale. L'automne des Bonnets rouges ne fut sans doute qu'un avertissement sans frais.

Sortir de la phobie du religieux

Nous devons à ce stade faire l'effort d'essayer de comprendre pourquoi l'islam, religion introduite en France (et ailleurs) par des groupes minoritaires et

dans l'ensemble plutôt défavorisés, peu prestigieux, séduit des jeunes dont certains s'engagent dans ce qui apparaît comme un retour à leur religion d'origine, et d'autres, venus d'une tradition catholique ou laïque, comme une conversion pure et simple.

La négation hystérique de la valeur du religieux ne nous fera pas avancer. Ce qui fait précisément le plus défaut à la France, pays en crise métaphysique, c'est une capacité minimale à réfléchir sereinement sur ce que la religion peut donner aux gens. Au risque d'exaspérer Charlie, qui associe désormais l'identité

nationale française au droit de blasphémer Mahomet, nous devons réfléchir à ce que l'islam peut apporter à certains Français. Il ne s'agit au fond que d'élargir à d'autres systèmes religieux l'analyse proposée plus haut du catholicisme zombie, qui admettait non seulement le rôle négatif de l'Église dans bien des domaines mais aussi le rôle positif joué par la morale de coopération issue du catholicisme. Il faut appliquer Polanyi à l'islam autant qu'au catholicisme, non pas à l'islam en général mais à ce qu'il est en France, porté par des groupes spécifiques, dotés

d'un niveau de pratique beaucoup plus faible qu'on le croit généralement.

Rien ne justifie non plus l'imputation à toutes les religions, et à tout moment, qu'elles s'opposent au progrès. Ce que montrent au contraire les cas du protestantisme et du judaïsme, deux religions du Livre qui ont engendré des peuples de très haut niveau culturel, c'est que dans le développement des sociétés, la foi a précédé l'éducation de masse. Les pays protestants, scandinaves notamment, en avance depuis la Réforme, conservent un niveau éducatif très élevé, tout comme l'État d'Israël. La

présence de la Finlande en tête du palmarès des enquêtes scolaires du type PISA, qui mesurent les performances des élèves du second degré, doit beaucoup à Luther, très peu à son gouvernement – et rien au capitalisme avancé. Elle est l'illustration la plus haute du protestantisme zombie. L'histoire a été très différente en France, où l'Église du catholicisme tardif, rétrograde, avait freiné l'alphabétisation. C'est sans doute la raison (non consciente) pour laquelle la majorité des Français, prisonniers de leur propre histoire, demeurent

aujourd'hui incapables de percevoir positivement la religion.

Tout à fait indépendamment de la question indécidable de l'existence de Dieu et de la vraisemblance des conditions d'accès à la vie éternelle, l'existence d'un idéal combinant morale individuelle, projet collectif et beauté possible de l'avenir peut aider les hommes dans leur effort pour devenir autre chose que de fragiles animaux lâchés dans un monde dépourvu de sens. C'est pour cela que nous devons envisager la possibilité que l'islam contribue positivement, dans certaines

circonstances et dans certaines de ses variétés, à l'équilibre psychologique des individus, à leurs bons résultats scolaires et à leur intégration réussie dans la société française. Il ne s'agit pas d'imaginer une restructuration des banlieues par l'islam ! Mais nous devons être bien conscients que l'anomie, beaucoup plus que le communautarisme, menace aujourd'hui les quartiers. L'assimilation des valeurs familiales et idéologiques françaises y est beaucoup trop avancée. Ce que l'on peut imaginer, c'est une contribution à la marge de la croyance musulmane,

importante pour certaines familles engagées dans un effort de promotion intellectuelle, scolaire et sociale. Il suffirait de les laisser tranquilles, mieux, de les protéger contre les insultes et les agressions venues de l'athéisme militant, contre cette nouvelle menace à la liberté de croyance qu'est désormais le *laïcisme radical*. Cette foi d'un genre nouveau doit, tout autant que le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme et l'islam, être tenue à l'extérieur des écoles publiques.

L'islam et l'égalité

La vraie question posée par l'islam à la société française n'est pas principalement que, culte ancien dans un monde métaphysiquement vide, il s'offre comme substitut. Il n'en a déjà plus la force. Les populations qui le portaient à l'origine sont en cours de sécularisation, comme les autres, avec un léger retard. Mais l'islam, comme le catholicisme ou le protestantisme, est capable de transmettre des valeurs à une population devenue incroyante et de rester actif après sa disparition en tant que foi

vivante. Nous avons dû admettre l'existence d'un catholicisme zombie, puis celle d'un protestantisme zombie. Nous devons être capables de postuler l'existence d'un islam zombie. Or ce que l'islam contient de spécifique est une puissante valeur d'égalité des hommes. La famille arabe classique définit les frères comme égaux, tout comme les règles d'héritage idéales exposées dans le Coran. Je parlerai plus bas de la question du « désavantage féminin ». La faible autorité du père se combine à cette égalité des frères pour produire le trait central de l'organisation familiale

arabe, largement horizontale, la solidarité des frères.

Une partie de la puissance d'expansion de l'islam vient d'ailleurs précisément de ce qu'il est, dans les textes comme dans les structures familiales qui lui ont servi de point d'appui, fondamentalement égalitaire. Dans le cas de la France, l'égalitarisme de l'islam, perçu comme une menace aujourd'hui, pourrait devenir une véritable chance.

Le comportement politique des populations d'origine musulmane en France témoigne d'une forte

prédisposition à voter à gauche. Compte tenu de sa composition de classe et des agressions idéologiques dont ils sont l'objet depuis des années, il est évidemment normal que les électeurs d'origine musulmane votent de ce côté de l'échiquier politique, même si la gauche française actuelle est plus que suspecte (on l'a vu), quant à ses valeurs profondes. Reste que la force de cette orientation à gauche, mesurée par les enquêtes de l'IFOP, laisse supposer une dynamique idéologique intrinsèque. C'est que 80 % des « Français

musulmans » choisissent la gauche de manière stable.

**L'évolution du vote des musulmans
au 1^{er} tour en 2002, 2007 et 2012¹²**

	Présidentiel de 2002	Présidentiel de 2007	Présidentiel de 2012
Extr. gauche PC	19	10	21
PS + alliés	49	58	57
Verts	11	3	2
Bayrou	2	15	6
Droite	17	8	7

Divers droite	1	2	2
Extrême droite	1	1	4
Autres	—	3	1

Si l'on tient à part la période d'« urgence » antisarkozyste de 2007, la puissance du vote pour l'extrême gauche est particulièrement remarquable. Si tous les ouvriers français étaient musulmans, Jean-Luc Mélenchon serait une puissance politique...

Comment qualifier d'égalitaires, cependant, une religion et une

organisation familiale qui placent si bas le statut de la femme ? interrogent certains. Une telle question résulte d'une vision naïve et antihistorique de la notion d'égalité, tout particulièrement quand il est question d'égalité dans les structures familiales.

L'inégalité des sexes

Il est vrai que, dans le Bassin parisien, la famille nucléaire égalitaire définit tous les enfants, garçons ou filles, comme égaux devant l'héritage. Il est donc naturel à un Français de penser que

l'égalité entre les hommes, d'une part, l'égalité entre les hommes et les femmes, d'autre part, ne sont que l'application d'un même principe. Ce n'est pas le cas général. Dans les pays anglo-américains et scandinaves, par exemple, le statut élevé des femmes se combine à l'absence d'un principe d'égalité entre les hommes. La famille nucléaire égalitaire du Bassin parisien est le produit d'une longue histoire, suite elle-même de celle de la famille nucléaire égalitaire du Bas-Empire romain, qui déjà traitait les enfants des deux sexes comme des égaux. Mais, plus

en amont encore, il y avait eu la famille de la Rome républicaine, qui, elle, considérait les seuls garçons comme symétriques. À l'origine du principe de l'égalité familiale, on trouve toujours – en Chine, en Inde du Nord, en Russie – une organisation patrilinéaire qui *définit les hommes comme égaux contre les femmes*. C'est le cas de la famille arabe.

La famille communautaire endogame arabe, construite autour des principes de l'égalité et de la solidarité des frères, définit un universalisme restreint aux hommes. Le mécanisme mental est du

type habituel : « Si les frères sont égaux, les hommes sont égaux, les peuples sont égaux, avec cette réserve que les femmes ne sont pas des hommes. »

L'islam est donc universaliste, comme la Révolution française ou le communisme russe, ou d'ailleurs le christianisme de l'Empire romain. C'est la raison fondamentale pour laquelle cette religion tend à exprimer aujourd'hui, à l'échelle planétaire, une aspiration confuse à l'égalité, cette égalité tellement maltraitée par la globalisation économique. La diminution du poids de la France dans le monde,

puis l'effondrement du communisme, ont créé une vacance au cœur du système de représentation mondial des valeurs, même si la Russie, rétablie mais moins puissante qu'autrefois, s'efforce de reprendre sa place de représentante officielle de l'égalité des peuples et des nations dans le concert géopolitique.

Mais l'anthropologie nous prive ici de l'idée, intuitivement raisonnable, qu'il n'existerait qu'un seul universalisme. Elle nous révèle que l'*a priori* de l'homme universel est ancré dans des systèmes familiaux spécifiques et que

les universalismes français, russe, arabe sont en réalité des particularismes.

La représentation de la valeur d'égalité par l'islam est un problème parce qu'elle exclut clairement les femmes. Youssef Courbage et moi-même avions, certes, montré dans *Le Rendez-vous des civilisations* que l'évolution démographique du monde arabe supposait une élévation rapide du statut des femmes. La convergence avec l'Europe occidentale toutefois ne sera pas immédiate¹³. La distance anthropologique reste importante. Nous voyons bien que des valeurs égalitaires

et universelles sont communes à ceux qui, en Europe et dans le monde arabe, réclament l'égalité des droits pour les Palestiniens. Mais nous devons malgré tout tenir compte du fait (désagréable) que, dans les profondeurs des systèmes anthropologiques, des conceptions différentes du statut de la femme séparent les universalismes européen et musulman.

Le premier est en plein déclin, pour cause d'implosion de l'universalisme français et de montée en puissance de l'Allemagne, le second est en plein épanouissement parce que la hausse des

taux d'alphabétisation active idéologiquement l'ensemble du monde arabe, égalitaire sur le plan des valeurs familiales. L'injustice faite aux Palestiniens fait réagir bien sûr, dans l'Hexagone, ce qu'il y reste des valeurs universelles de la Révolution, et déclenche donc des sentiments de solidarité, mais c'est quand même des Israéliens que les Français sont le plus proches par le mode de vie. Cette contradiction fondamentale est la raison pour laquelle les interactions idéologiques entre l'Europe et le monde arabe finissent toujours par produire

plus de confusion et de violence que de solutions et de paix. Le mirage de l'État islamique a succédé au mirage palestinien. Il entraîne certains jeunes dans des aventures insensées. Il aveugle aussi les analystes sur les dynamiques internes de la société française. Le conflit anthropologique entre les deux universalismes – le français et l'arabe –, insoluble pour quelques années encore au Moyen-Orient, s'éteint pourtant naturellement dans l'Hexagone.

Les beurs des banlieues sont français et ont déjà, en termes de mœurs, fait les neuf ou les dix dixièmes du chemin vers

une conception égalitaire des statuts de l'homme et de la femme. J'ai déjà eu l'occasion de signaler que, par le biais d'un mariage mixte, une moitié des jeunes d'origine algérienne étaient plus avancés dans l'assimilation que certains théoriciens de l'échec de l'intégration. Cet élément une fois inclus dans le raisonnement, nous pouvons aller beaucoup plus loin. Et plutôt que de nous lamenter sur l'échec de l'intégration, nous devons nous demander si un islam zombie ne pourrait pas contribuer à un rééquilibrage positif de la culture politique française. Car

c'est une évidence anthropologique que l'islam, une fois dissous l'élément antiféministe de la culture arabe, est, en vertu de son égalitarisme, hautement compatible avec l'égalitarisme du Bassin parisien ou de la façade méditerranéenne.

J'ai décrit la société française comme travaillée par l'inégalité, valeur subjective et réalité objective. J'ai montré la prise du pouvoir idéologique et politique par des régions et des classes prédisposées à l'inégalité, provinces catholiques zombies ou strates sociales supérieures. Par voie de

conséquence, il nous faut admettre un effondrement relatif de la culture française centrale, égalitaire, qui fit la Révolution et assura l'épanouissement d'une République réellement républicaine. L'agent politique principal de la subversion de la culture nationale fut le Parti socialiste, agent discret mais puissant de l'inégalitarisme montant.

En regard de l'égalité, la famille arabe et son islam sont plus proches de la tradition française centrale que ne le sont les provinces catholiques zombies ou l'idéologie néo-républicaine. Nous l'avons senti dans le fort vote d'extrême

gauche des Français d'origine musulmane, tellement dans la continuité du vote communiste de la banlieue rouge. L'anthropologue se doit donc de souligner que, dans la mesure où elle garde une partie de sa force et de sa spécificité, la culture arabe et musulmane transformée pourrait bel et bien contribuer au rétablissement d'un véritable républicanisme en France. Cette conclusion optimiste est évidemment de la plus haute importance, mais nous devons néanmoins aller jusqu'au bout du raisonnement, sans laisser en chemin les éléments

éventuellement dangereux de la culture égalitaire, que celle-ci soit musulmane ou républicaine.

L'antisémitisme des banlieues

Le chapitre précédent a été largement consacré à la perversion de l'égalitarisme populaire au cœur de l'espace républicain central. Il s'y manifeste sous la forme du vote Front national. J'y ai évoqué d'autres perversions engendrées par l'universalisme, plus anciennes,

monarchiques puis républicaines : le rejet final des protestants en 1685, le massacre des Vendéens et l'anglophobie de 1793, l'antisémitisme de variété égalitaire des colons d'Afrique du Nord vers 1898, la germanophobie de 1914. En 2015, nous devons traiter l'antisémitisme latent de certains jeunes d'origine maghrébine avec la même rigueur. Il n'est pas difficile d'identifier dans l'antisémitisme des banlieues une nouvelle perversion de l'égalitarisme,

Merah, Nemmouche, Coulibaly : les sentiments antijuifs qui prospèrent dans certains milieux sont désormais avérés,

sans discussion possible, et doivent être traités comme un fait sociologique, à la manière d'un taux de suicide. Nous aurions toujours tort de n'y voir qu'une importation en France du conflit israélo-palestinien, même si la réalité lointaine de l'injustice faite aux Palestiniens anime consciemment les jeunes antisémites des banlieues. Comme c'est le cas des électeurs populaires et égalitaires du FN, qui ont tourné leur ressentiment contre la différence visible de la culture arabe originelle, certains descendants d'immigrés acculturés par la France tournent leur ressentiment

contre la différence visible des juifs pratiquants du nord-est de Paris, de sa banlieue ou de diverses régions du Midi. L'égalitarisme hystérisé peut, nous venons de le voir, conduire à un rejet de l'autre : différent alors qu'il devrait être semblable, celui-ci est finalement classé comme « non humain ».

Dans le cas de la région parisienne, il est en pratique et en théorie tout à fait impossible de distinguer, dans le refus de la différence juive par de nombreux adolescents des banlieues, ce qui pourrait être déterminé par l'universalisme de la culture française

centrale de ce qui pourrait provenir d'une persistance de l'universalisme musulman.

Il existe toutefois une différence structurelle entre l'arabophobie de l'électorat du Front national et l'antisémitisme des banlieues. Le vote FN résulte aussi d'un mécanisme de stratification éducative qui conduit les milieux populaires à chercher dans la hiérarchie sociale, au-dessous d'eux, un bouc émissaire. Dans le cas de l'antisémitisme des banlieues, les jeunes ne peuvent percevoir les juifs pratiquants comme socialement

inférieurs. Leur petit nombre en fait, certes, des boucs émissaires idéaux mais, dans le contexte d'une atomisation du milieu social environnant, on imagine plutôt les juifs pratiquants enviés. Leur communautarisation les met à l'abri du vide qui s'étend sur la périphérie de la société française.

Le fond anthropologique des populations d'origine maghrébine de la région parisienne est doublement égalitaire, parce que parisien et parce que musulman ; il fusionne, en un mélange instable, l'individualisme régionalement dominant et la

désintégration en cours de la famille communautaire endogame ; il prive en réalité de toute protection collective. Les individus d'origine maghrébine sont, comme la plupart des Français du Bassin parisien, beaucoup plus menacés par l'anomie que par le communautarisme. À l'opposé, la culture juive, en elle-même différentialiste, permet si nécessaire un repliement communautaire efficace. La famille juive insiste sur la proximité des frères et des cousins, mais elle ne contient aucun principe d'égalité. La Bible met en scène une oscillation

constante entre une préférence théorique pour l'aîné (Esaü) et le choix effectif du dernier-né (Jacob)¹⁴. La tradition juive est exogame, du point de vue familial¹⁵, mais n'a pas, comme les cultures chrétiennes, une phobie absolue des mariages entre cousins, qu'elle tolère lorsque la petite taille du groupe les rend nécessaires. Elle est forte sur le plan de l'identité comme sur celui de l'éducation.

Reste qu'au-delà des différences trop évidentes entre le vote FN et l'antisémitisme des banlieues, nous sommes confrontés dans les deux cas au

mécanisme effarant d'un universalisme que son incapacité temporaire à assimiler ou à se fondre rend raciste. Plus haut dans la structure sociale, Charlie, porté par la montée de l'inégalité, peut tranquillement manifester, au nom de ses valeurs supérieures, et condamner les deux groupes populaires, égalitaires et égarés : électeurs du FN perçus comme racistes et beurs comme antisémites. Mais c'est pourtant bien cette classe moyenne confite de bonne conscience qui a, par son égoïsme et son mépris, autorisé le pourrissement au bas de la

société française et qui persiste, jour après jour, à condamner des catégories entières à la relégation sociale dans laquelle elles auront tout loisir de recuire leur frustration et leur rage. Au-delà des professions de foi antiracistes, au-delà des engagements solennels et répétés du gouvernement à lutter contre l'antisémitisme, la vérité est que Charlie a réussi, au terme d'une gigantesque partie de billard sociologique, à mettre en danger les Français juifs en maltraitant les Français musulmans. Et que, sous l'effet d'une politique

économique insensible et cruelle, il va continuer de s'y employer.

1. Stefan Zweig, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen* (1941), Paris, Le Livre de poche, 1993, p. 496-497.
2. Données aimablement communiquées par Jérôme Fourquet.
3. Christophe Guilluy, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les milieux populaires*, Paris, Flammarion, 2014.
4. *Immigrés et descendants d'immigrés en France*, INSEE, 2012, p. 167.
5. *Trajectoires et Origines*, INED et INSEE, Paris, 2011, p. 56.
6. *Ibid.*, p. 127.

7. Hervé Le Bras et Emmanuel Todd, *Le Mystère français*, *op. cit.*, p. 222-226.
8. Rééd. Whitefish, Montana, Kessinger Publishing, 2010.
9. *Immigrés et descendants d'immigrés en France*, *op. cit.*, p. 131.
10. Jérôme Fourquet, Nicolas Lebourg et Sylvain Manternach, *Perpignan, une ville avant le Front national*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2014.
11. Emmanuel Todd, *L'Illusion économique*, Paris, Gallimard, rééd. « Folio », 1999, p. X-XII.
12. IFOP, Focus n° 88, 2013.
13. Youssef Courbage et Emmanuel Todd, *Le Rendez-vous des civilisations*, Paris, Seuil/La République des Idées, 2007.
14. J'ai analysé le système familial juif originel dans *L'Origine des systèmes*

familiaux, Paris, Gallimard-Seuil,
2011, p. 541-546.

15. Mais évidemment endogame du point de vue communautaire...

Conclusion

Je voudrais dans cette conclusion rappeler rapidement ce que fut la France républicaine du passé, résumer ensuite ce qu'est devenue la France néo-républicaine du présent, poser enfin le choix qui s'offre à nous : la confrontation avec l'islam ou l'accommodement avec lui. Je terminerai par une prédiction

raisonnablement pessimiste sur ce qui menace d'advenir.

Le vrai passé républicain

Au lendemain de l'affaire Dreyfus et de la séparation de l'Église et de l'État, je l'ai dit, la III^e République était, en dépit de sa célébration du jacobinisme, pluriculturelle de fait. Je m'abstiens d'utiliser le terme trompeur de multiculturalisme, trop marqué aujourd'hui d'idéologie, et qui masque toujours une intolérance des

profondeurs. Pluriculturel doit évoquer l'inverse, une intolérance revendiquée qui masque la liberté de tous. En son cœur, l'Hexagone était incroyant. Dans une constellation de provinces périphériques, le tiers du territoire national, l'Église catholique régnait. Elle y avait ses idoles et ses écoles. Le comportement des populations catholiques était fortement déviant, avec un âge au mariage tardif, un refus du contrôle des naissances dans le couple, des familles nombreuses. Son indicateur de fécondité, plus élevé de 25 %, pouvait donner le sentiment que l'Église

cherchait à conquérir la République par une lutte démographique. Au centre de la culture nationale régnait une désinvolture sexuelle qui n'avait son équivalent nulle part ailleurs en Europe. Aristocrates et bourgeois anglais, allemands ou italiens venaient chercher et trouvaient à Paris les conditions de leur liberté.

Culture laïque et culture catholique, officiellement hostiles l'une à l'autre, n'étaient pourtant pas étanches. Chaque jour, des catholiques faisaient défection et passaient du côté de la libre-pensée. Les mariages mixtes étaient nombreux

entre les deux camps, unions le plus souvent favorables à la culture centrale dominante. Des tensions subsistaient certes partout, mais les minorités juive et protestante avaient enfin trouvé la liberté dans cet univers pluriculturel. Cette France fantaisiste et disciplinée, anarchiste en son cœur mais autoritaire par son État et par son Église, fascinait l'Europe, non seulement par sa devise, « Liberté, égalité, fraternité », mais par sa diversité culturelle, supérieure à celle de toute autre nation.

Écoutons J.B.S Haldane, brillant généticien, caricature de l'anglais

excentrique. D'extrême gauche, il ne pensait pas les hommes égaux mais ce petit défaut lui permettait de voir la France des années 1930 telle qu'elle était réellement parmi les nations :

« Une civilisation jeune tend à être moins tolérante de la diversité qu'une autre plus ancienne. Une transformation politique et sociale violente et réussie aboutit souvent à standardiser l'admiration pour un type d'homme particulier. Le fasciste italien se modèle sur un type fort, quoique peu silencieux. L'Américain, porté par une vague immense de prospérité, idéalise les

capitalistes et les inventeurs qui ont organisé cette prospérité. Dans certaines communautés stables domine une attitude plus tolérante. Sous la III^e République française, il est probable que sont encouragés des types humains plus différents qu'en aucune autre société. Prenons sept êtres humains qui y ont atteint la célébrité : Pasteur, Renan, Anatole France, le maréchal Foch, sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus, Sarah Bernhardt et Suzanne Lenglen. Je doute qu'aucun autre État puisse produire un groupe aussi profondément représentatif des différents aspects de la nature

humaine. En Angleterre, par exemple, certaines des œuvres d'Anatole France auraient été interdites sous prétexte d'indécence, mais sainte Thérèse aurait eu beaucoup de mal à vivre saintement, et aurait rencontré des obstacles presque insurmontables à la réalisation de miracles certifiés après sa mort.

Il est inutile d'ajouter que la France, en dépit de cette immense diversité des types humains, possède une culture aussi caractéristique et un degré d'unité nationale aussi élevé en temps de crise que n'importe quel autre État¹. »

En d'autres termes, le caractère pluriculturel de la France a permis l'épanouissement des individus, en vertu d'un processus que la théorie jacobine n'avait nullement prévu. L'homogénéité laïque du passé est un fantasme total. La théorie véhiculée aujourd'hui par le laïcisme radical est une pure fiction. *Ce que l'on exige aujourd'hui des musulmans ne fut jamais obtenu des catholiques*, malgré plus de cent ans de conflits violents, incluant les 200 000 morts de la guerre de Vendée.

Le présent néo-républicain

Le néo-républicanisme est une étrange doctrine, qui prétend parler la langue de Marianne mais définit dans les faits une République d'exclusion. Durant les trente dernières années, la montée en puissance de la périphérie catholique zombie de l'Hexagone et l'entrée en crise du centre laïque, l'une combinée à l'autre, ont abouti à un basculement : la périphérie désormais domine, et avec elle son indifférence ou même son refus de la valeur d'égalité. Les régions qui

ont soutenu la monarchie, puis la droite conservatrice, et enfin Vichy, sont aux commandes. En tant que système organisé, la France a changé de nature.

La culture centrale y est désorganisée. Elle n'a bien sûr pas disparu et conserve probablement une forte puissance latente, souterrainement active, mais sa contribution effective au système national résonne surtout, en milieu populaire traditionnel comme chez les descendants d'immigrés musulmans, comme l'expression d'une intolérance égalitaire spécifique, une perversion de l'universalisme qui, bien entendu,

aggrave la situation. La dualité du système national n'assure plus, comme à l'époque où Haldane écrivait, une diversité maximale des possibilités humaines. Elle démultiplie, au contraire, l'anxiété massivement induite par l'atomisation du système central. Anomie, intolérance hybride et instable combinant inégalitarisme et égalitarisme, voilà ce qui a conduit à la montée en puissance nationale de l'islamophobie. Indépendamment de tout problème d'adaptation des populations dont il est la religion d'origine, l'islam est bien le bouc émissaire d'une société

qui ne sait plus quoi faire de son incroyance et qui ne sait plus si elle a foi en l'égalité ou en l'inégalité. De cette confusion a émergé le discours néo-républicain, qui exige laïcité et unanimité. L'omniprésence des mots laïcité et République, ces vingt dernières années, révèle d'ailleurs le déclin du véritable sentiment républicain. Comme il est fréquent, la vérité s'avance masquée par sa propre négation.

La néo-République, plus proche de Vichy dans son concept que de la III^e République, exige de certains

citoyens un degré intolérable de renonciation à ce qu'ils sont. Le musulman, pour être reconnu comme un bon Français, doit ainsi admettre que blasphémer sur sa propre religion est une bonne chose. Ce qui revient à lui demander, en vérité, de cesser d'être musulman. Des idéologues à grands tirages évoquent la déportation comme une solution.

Comme Vichy, la néo-République n'est pas un système national indépendant. Elle n'est qu'un morceau d'un système multinational complexe, l'Europe, ou plutôt, comme le suggère

honnêtement Valéry Giscard d'Estaing par le choix du titre de ses livres, *l'Europa*. L'Europa n'est pas une association de nations libres et égales, un élargissement au continent d'une conception française. L'Europa est un système hiérarchique dominé par une nation, l'Allemagne, tandis que les autres se répartissent selon une gradation fine allant de la servitude volontaire de la France à la servitude tout court des pays du Sud. L'existence de l'Europa a fait de la grande manifestation du 11 janvier un phénomène régional, qui s'est déployé

dans l'une des provinces du système. Mais le centre de gravité de l'islamophobie est ailleurs, réparti selon deux cercles géographiquement décalés.

La dynamique islamophobe est, pour une part, caractéristique de l'ensemble de la zone euro, elle-même structurée par ses provinces catholiques zombies de tempérament inégalitaire. Cette islamophobie de type C (comme catholique) est un peu modérée par un reste du sentiment universel hérité de l'Église, mais elle tend à être dopée par l'échec de l'euro, qui rend les couches dominantes anxieuses et les lance à la

recherche d'un bouc émissaire, l'islam évidemment. Les classes dirigeantes de la zone euro auraient sans doute préféré la russophobie, xénophobie idéale des élites. Mais il manque deux caractéristiques aux Russes pour constituer un bouc émissaire satisfaisant : une présence physique importante à l'Ouest et, surtout, la faiblesse. Taper sur des immigrants venus de la Méditerranée apparaît tout de même moins risqué que d'affronter l'armée russe.

Le deuxième cercle, celui de l'islamophobie de type P (comme

protestante), est situé plus au nord et ne se confond pas avec la zone euro. Mais le protestantisme, s'il a bien légué sa dynamique éducative à sa descendance zombie, lui a également transmis son rapport foncièrement négatif à l'universel. Depuis un bon moment déjà, le protestantisme zombie agit en Europe – aux Pays-Bas, au Danemark, en Allemagne du Nord et de l'Est – comme un catalyseur de l'islamophobie.

Le système néo-républicain est dominé par des classes moyennes qui ne souffrent pas trop encore de la crise du système économique. Elles ont pris le

contrôle de l'État social français et accepté de sacrifier l'industrie et le monde ouvrier. Inquiètes, elles manifestent des signes d'instabilité idéologique. On sent une montée progressive en leur sein de l'islamophobie. Les musulmans, catégorie fantasmée, deviennent ainsi pour elles un deuxième problème, à côté de celui des milieux populaires. Le combat de la bonne conscience devient double. Il lui faut désormais lutter contre le populisme et contre l'islamisme.

Charlie vient de démontrer sa capacité à protéger son mode de vie et ses

croyances. La grande manifestation néo-républicaine du 11 janvier fut marquée du sceau de l'hystérie, de la densification mais aussi de l'expansion puisqu'une reconquête des catégories intermédiaires fut réalisée à cette occasion. Le choc émotionnel résultant de l'horreur du 7 janvier a offert la possibilité d'une réaffirmation de l'idéologie qui domine la France : libre-échange, État social, européisme et austérité. Ce qui est nouveau, et réellement troublant, est l'obsession de l'islam, le discours laïciste frénétique qui se répand dans la moitié supérieure

de la pyramide sociale, et qui est beaucoup plus inquiétant, au fond, que l'incrustation du vote FN dans les milieux populaires.

Les basculements révolutionnaires, qu'ils soient de gauche ou de droite, résultent toujours de mouvements d'opinion dans les classes moyennes, non au sein du peuple, qui ne sert jamais que de « masse de manœuvre ». La tradition marxiste s'est beaucoup moquée du petit-bourgeois. Mais au contraire du prolétaire, le petit-bourgeois fait l'histoire : la Révolution française, le fascisme, le nazisme, et

jusqu'au communisme, puisque le parti bolchevique fut en réalité la création d'une *intelligentsia* petite-bourgeoise. La placidité des classes moyennes anglaise et américaine a fait la stabilité de la démocratie libérale en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Deux voies, je l'ai suggéré, s'offrent maintenant à la France.

Futur

1 : La confrontation

Si la France poursuit dans la voie d'une confrontation avec l'islam, elle

doit, tout simplement, se préparer à rétrécir et à se fissurer. Au sein des jeunes générations, les Français classés comme « musulmans » constituent à peu près 10 % de la population. Ce n'est pas la submersion évoquée par les radical-laïcistes puisque la majorité de ces « musulmans » sont en réalité peu pratiquants, souvent mariés à des Françaises ou à des Français d'origine plus ancienne. Mais il se trouve désormais des musulmans partout et à tous les niveaux de la société française, dont une bonne partie déjà soudés par leur descendance au corps central de la

société française. Une accentuation de la lutte contre l'islam ne saurait donc en aucune manière aboutir à sa réduction. Mais elle aliénera les musulmans complètement assimilés. Elle durcira les croyances protectrices des musulmans paisibles des banlieues et des provinces françaises. Dans des conditions de chômage infini, sous l'horizon assombri de l'Europe du veau d'or, en l'absence d'un avenir compréhensible, la multiplication des adhésions au radicalisme islamique est à peu près certaine. Les conversions à l'islam de jeunes d'origine européenne devraient

être les plus nombreuses dans la partie du territoire dont le fond anthropologique est nucléaire et individualiste, c'est-à-dire dans un vaste Bassin parisien – en Normandie, Picardie, Champagne, Touraine et Bourgogne –, puisque c'est là que les générations sont le moins solidaires et les jeunes le plus abandonnés.

Nous devons comprendre que si une partie de la jeunesse est en manque de « sens », de « religieux », tout ciblage supplémentaire de l'islam comme coupable n'aboutira qu'à faire de lui un idéal d'évasion. Ce qui apparaît aux

vieux comme un terrible problème apparaîtra aux jeunes comme une terrible solution. Tenter d'endoctriner les lycéens dans le laïcisme, cette nouvelle religion, militariser les étudiants-chômeurs par le service civique, remplir de gamins les prisons, les traquer à leur sortie, n'aboutira qu'à aggraver la situation si l'islam est effectivement en train de devenir l'horizon du cauchemar aux yeux d'une jeunesse désorientée.

La France n'a tout simplement pas les moyens d'une telle confrontation. Elle n'a pu survivre à l'expulsion des

protestants et à la guerre de Vendée que parce qu'elle était alors la première puissance démographique européenne. Mais il est évident qu'aujourd'hui, la réduction à un statut de citoyens de deuxième zone de 10 % de sa population jeune et la fuite probable vers le monde anglo-américain des plus doués d'entre eux marqueraient la fin de la France en tant que puissance moyenne.

D'ailleurs, le racisme, lorsqu'il s'empare des consciences, ne s'arrête jamais à telle ou telle catégorie. La confrontation avec l'islam a déjà amorcé la renaissance de l'antisémitisme. La

diffusion de cet antisémitisme, dans une société obsédée de religion et stagnant économiquement, ne s'arrêtera pas aux portes de la capitale et des grandes villes. Les classes moyennes seront bien vite touchées par une infiltration de sentiments mauvais, qui n'auront plus qu'à réactiver le vieil antisémitisme catholique et à le resservir dans une version zombie. Les juifs aussi repartiront alors, plus rapidement et plus massivement que les musulmans. Je doute qu'une telle nation conserve sa séduction aux yeux de ses citoyens d'origine asiatique. Certains Français

d'origine chinoise aussi s'emploieront alors à quitter l'Hexagone, pour les États-Unis sans doute.

Les idéologues qui nous recommandent la fermeté pour obtenir l'homogénéité se rendent-ils seulement compte que la France ne demeure une vraie puissance européenne qu'en vertu de sa diversité ? Il se trouve, en France, plus de citoyens d'origine musulmane, africaine, juive ou chinoise que dans toute autre nation européenne. C'est grâce à eux que Paris est une ville-monde.

Je suis également convaincu que l'émergence d'une France islamophobe, abandonnée par ses minorités les plus dynamiques, finirait par lasser jusqu'à certaines de ses propres provinces. J'ai déjà mentionné la Bretagne et l'Alsace. Mais que ferait la région Rhône-Alpes élargie, catholique zombie elle aussi, où l'on sent déjà si nettement, à l'est, les effets économiques et politiques du champ gravitationnel européen ?

L'une des particularités du monde occidental en crise est une variété collective de narcissisme, sans nul doute agrégation des narcissismes individuels

qui sont l'esprit du temps. Son système global et ses sous-systèmes nationaux s'y pensent, autant que ses individus, au centre des attentions de tous, admirés de l'univers. Cet Occident narcissique perçoit ainsi Moscou « isolé de la communauté internationale » au moment même où la Banque centrale de Chine sauve le rouble, où la Turquie se propose à la Russie comme lieu de passage du pipeline South Stream bloqué par l'Europe en Bulgarie, où l'Iran et l'Inde achètent en masse du matériel militaire russe. L'Otan était déjà suffisamment ridicule.

Mais la France de François Hollande est désormais affectée par un vertige narcissique de première grandeur. Notre Président a proclamé, le 11 janvier 2015, Paris capitale du monde. Il est vrai que notre pays a bénéficié, au lendemain des attentats, d'une immense vague de sympathie. Ce moment est révolu. La publication du numéro de la survie, ce *Charlie Hebdo* daté du 14 janvier, tapant à nouveau sur Mahomet, a conduit à un isolement moral de la France comme on n'en avait jamais vu dans l'histoire. Notre pays peut, certes, compter sur le Danemark,

son maître en caricature, sur l'Allemagne, théoricienne de la circoncision, sur les Pays-Bas, pays tristement pilote en matière d'assassinats de personnalités islamophobes, mais sur qui d'autre ?

La presse anglo-américaine a refusé de reproduire le *Charlie* du 14 janvier 2015. Les Russes, les Japonais, les Chinois, les Indiens nous ont tous jugés inutilement insultants, en somme, mal élevés. J'allais presque oublier l'ensemble du monde musulman. La vérité est que, enfermés dans notre laïcisme radical, nous nous retrouvons

seuls, tragiquement provinciaux, comme une bande ethnique qui encenserait son idole dans l'indifférence ou la désapprobation générale. À l'âge de la mondialisation, on n'insulte pas les symboles culturels des autres pour le *fun*.

Fuite des élites venues des minorités religieuses d'origine étrangère, défection des provinces, isolement moral dans un monde globalisé. Oui, la fin de la France n'est pas un horizon impensable. Non par la faute de l'islam, mais par celle des islamophobes.

Futur 2 : Le retour à la République : l'accommodement avec l'islam

Ce scénario n'aurait bien sûr de sens que dans le contexte d'une liberté nationale retrouvée. Sans sortie de l'euro, pas de politique économique possible, pas de baisse du chômage, pas d'amélioration concevable de la situation des plus fragiles économiquement – les jeunes, qu'ils soient d'origine musulmane ou non. L'européisme et l'islamophobie ont

désormais partie liée. Symétriquement, la maîtrise de l'islamophobie et de l'antisémitisme ne peut se concevoir sans sortie du bourbier européiste.

Pour éviter tout malentendu, le noyau du pacte républicain doit être rappelé avant que soit examiné le choix de l'accommodement avec l'islam. Il établit ce sur quoi la République ne saurait transiger :

1) Sur le droit au blasphème

a) Le droit au blasphème est absolu. Les forces de l'ordre doivent assurer la sécurité physique des blasphémateurs.

Les ministres de l'Intérieur qui échouent dans cette tâche doivent rendre des comptes à la nation.

b) Les citoyens français, musulmans ou non, qui considèrent que blasphémer sur la religion d'un groupe dominé est inutile et lâche ont le droit de le dire sans être accusés, ni d'apologie du terrorisme, ni de ne pas être de bons Français. L'État doit protéger leur liberté d'expression.

2) Sur l'assimilation comme horizon nécessaire

a) Le destin des Français de toutes origines est de vivre ensemble en tant qu'individus libres et égaux, ce qui impliquera, dans un avenir qui n'a pas à être précisé, la fusion progressive des groupes par la multiplication spontanée des mariages mixtes.

b) Le mélange des populations suppose l'effacement des différences religieuses et, il faut l'admettre, une prédominance du scepticisme religieux et de la libre-pensée.

c) L'égalité de statut de l'homme et de la femme est une précondition du mariage mixte. Elle doit être, dans

l'espace républicain, un article de foi. Seule une convergence de vues sur ce que doit être un couple autorise le mariage entre individus d'origines différentes. En conséquence, l'interdiction du foulard islamique dans les établissements scolaires, qui symbolise l'égalité des femmes et l'exigence française d'exogamie, est une bonne chose. Elle fut une étape positive et reste nécessaire.

C'est ainsi que je demeure, un assimilationniste. Mais je persiste aussi à penser que le discours laïciste est

ignare, ou de mauvaise foi, lorsqu'il associe bas statut des femmes et théologie musulmane, lorsqu'il affirme que la législation civile contenue dans le Coran contredit gravement le code civil français. *L'islam admet toujours la priorité de l'usage local sur le texte sacré. Nulle part dans le monde musulman les règles d'héritage contenues dans le Coran ne sont appliquées.* La fameuse « demi-part » des filles n'est pas accordée par les paysans du monde arabe. Inversement, et en toute liberté par rapport au message de Mahomet, l'islam le plus oriental

avantage les filles par rapport aux garçons. Au-delà de l'océan Indien, en effet, l'islam place les femmes au cœur du dispositif familial. L'Indonésie, le plus peuplé de tous les pays musulmans, est à prédominance matrilocale, et ses groupes ethniques les plus pratiquants, comme les Minangkabaus, sont franchement matrilineaires. Les hommes y vivent parfois même des heures difficiles. Un islam égalitaire, du point de vue des rapports entre les sexes, existe déjà, vécu par 250 millions d'Indonésiens.

N'envisager que l'assimilation ne doit pas conduire à une mise en application dogmatique et contre-productive des principes. Le rêve doit tenir compte de la réalité du monde, du rythme de la vie, des difficultés sociales et économiques du moment. L'idéologie de l'homme universel ne doit mener ni le citoyen de la société d'accueil, ni l'immigré, à cesser d'être un homme. Il faut savoir donner du temps au temps, accepter de vivre l'imperfection des transitions, regarder avec tendresse les faiblesses des uns et des autres. Non seulement parce qu'une telle attitude est bonne en

soi – et elle l’est vraiment –, mais aussi parce que la bienveillance est plus efficace à long terme que la confrontation, toujours génératrice de haine et de polarisation.

L’assimilation des enfants d’immigrés d’origine musulmane, déjà très avancée, est ralentie actuellement par des difficultés d’ordre économique, par l’incertitude où se trouve la société française elle-même de ses propres buts. L’atomisation et le vide qui accompagnent ou, plus exactement, qui caractérisent la crise du monde développé, induisent partout des

mécanismes de mise à l'abri, de communautarisation, plus forts sans doute dans la France du catholicisme zombie et dans certaines fractions de la population juive que dans la population d'origine musulmane, désintégrée du point de vue des structures familiales. Dans un tel contexte, la France ne peut refuser à ses citoyens musulmans de pratiquer librement leur religion et de dire, s'ils le pensent, que les caricatures de Mahomet sont obscènes. Ceci n'est qu'une toute petite partie du problème. L'islam doit globalement, enfin, être accepté, légitimé en tant que composante

de la nation, comme l'Église l'a été. Nous devons accepter la construction libre de mosquées, nous devons même rattraper le retard pris en ce domaine.

Ce qui vient d'être décrit n'est pas une utopie. *C'est l'exigence d'un retour au vrai passé de la République. Nous devons accorder à l'islam ce qui a été accordé au catholicisme à l'époque de la laïcité triomphante.* La taille modeste et la fragmentation de la population d'origine musulmane dans les banlieues interdisent un parallèle trop poussé avec les provinces de la périphérie catholique. 5 à 10 % de population

musulmane, selon qu'on considère les vieux ou les jeunes, groupes dispersés, hétérogènes quant à la nationalité d'origine ou la pratique, ne pèseront jamais autant que le tiers de ces provinces qui furent catholiques, beaucoup plus homogènes en leur temps et beaucoup mieux pourvues en classes moyennes et dirigeantes. L'islam qui s'annonce, en termes de puissance, c'est entre le tiers et le vingtième de ce que représentait l'Église dans la République.

Il s'agit finalement, par réalisme et nécessité, d'admettre pleinement, joyeusement, qu'il existe désormais,

dans la culture française, dans notre être national, une province musulmane. Il s'agit aussi d'éviter une nouvelle guerre de Vendée, cet affrontement qui avait contribué à solidifier le catholicisme. C'est un catholicisme accepté qui s'est spontanément dissous au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Notre nouvelle province, l'islam, croit en l'égalité, au contraire de l'Église, fondée sur un principe de hiérarchie en tout point contraire à l'idéal républicain. Une intégration positive de l'islam conduirait donc au renforcement de la

culture républicaine, plutôt qu'à sa subversion.

Nous devons attendre du temps, plutôt que de l'idéologie, une atténuation des tensions et des rapports humains pacifiés, conduisant à plus de relativisme religieux, à plus de mariages mixtes, à encore et toujours plus de Français incapables de décrire aisément leurs croyances et leurs origines religieuses.

Certes, la reprise d'un rythme élevé d'assimilation des populations concernées n'est pas certaine, compte tenu du vide, au sens polanyien du terme,

que génère le capitalisme avancé. Mais l'accommodement peut réussir là où la confrontation ne peut qu'échouer. En vérité, *n'importe quel niveau de probabilité de réussite de l'accommodement est acceptable parce que la probabilité d'échec de la confrontation est de 100 %.*

L'aggravation prévisible

Confrontation, acceptation : les deux options existent, mais nous devons admettre que la société française est

aujourd'hui engagée sur le chemin de la confrontation. La béatitude égoïste de Charlie, les scores du Front national, l'antisémitisme des banlieues font douter de la possibilité d'un changement de trajectoire.

Ce dont la France aurait besoin, c'est d'une nouvelle fête de la Fédération, où se retrouveraient toutes les composantes de la nation. Mais il n'existe pour le moment aucune force politique organisée qui serait susceptible de libérer la France de sa gangue européenne afin de conjuguer *nation* avec *générosité*, pour réconcilier, dans l'Hexagone, milieux

populaires anciens et Français musulmans. Cette force, partie de la zone de famille nucléaire égalitaire, rassemblerait, au nom d'une doctrine égalitaire, les jeunes éduqués en voie d'appauvrissement, les milieux populaires relégués dans les périphéries urbaines et les Français d'origine maghrébine. Tous ensemble, ils bousculeraient le bloc historique MAZ qui soude cadres, vieux et catholiques zombies dans l'acceptation de l'inégalité et la défense des privilèges. Mais une telle émergence, même à

moyenne échéance, est peu vraisemblable.

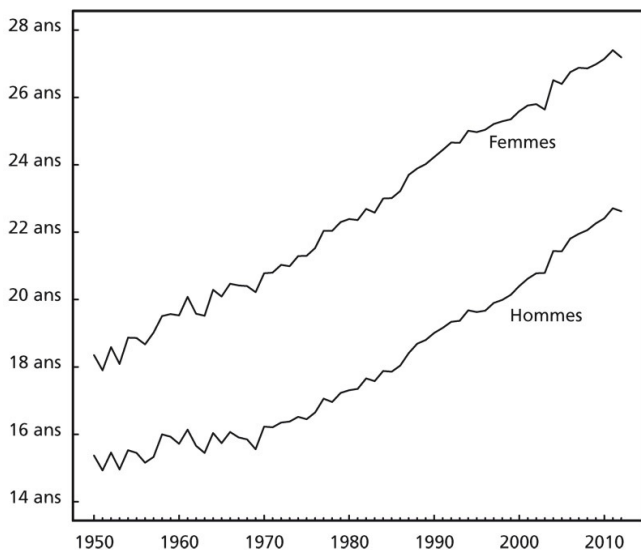
Le détraquage d'un système politique qui voit la gauche dominer en région inégalitaire et la droite en zone égalitaire va durer, et même, pour quelques années encore, s'aggraver. Le corps électoral continue de vieillir, ce qui pourrait bien annoncer la possibilité d'un système plus crispé encore. Comment espérer qu'une crise de « conscience » frappe des citoyens dont l'âge médian est non seulement proche de 50 ans en 2015, mais qui s'élève de 0,2 à 0,3 an par année² ?

Le graphique ci-dessous permet de saisir la rapidité de ce vieillissement, que personne n'avait anticipé. À 60 ans, un homme pouvait espérer vivre encore 15 ans vers 1950 mais 22 en 2015, une femme encore 18 ans en 1950 mais 27 en 2015. François Héran, qui fut directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED), nous a fait comprendre, par une métaphore géniale, que l'augmentation massive du nombre des gens âgés pouvait être analysée comme une immigration imprévue et incontrôlée³.

Charlie va vieillir et sa bonne conscience s'accroître. Il sera toujours plus travaillé par la nostalgie de son enfance, vécue au cœur d'une France blanche dans laquelle, en l'absence de boucheries halal mais avec du poisson le vendredi dans les écoles, coexistaient l'Église et la Révolution.

Oui, les choses vont vraisemblablement s'aggraver. Avant de s'arranger ?

7. Espérance de vie à 60 ans



L'arme secrète du renouveau républicain

La culture française centrale, dominante au cœur du Bassin parisien et sur la façade méditerranéenne, peine à mobiliser pour le meilleur la valeur d'égalité. Elle n'a toutefois pas encore engagé dans la bataille son arme secrète.

Dans un merveilleux article consacré à la diversité des sciences sociales, le Norvégien Johan Galtung comparait, il y a plus de trente ans, les styles intellectuels anglo-saxon, germanique,

français et japonais (*Saxonic, Teutonic, Gallic* et *Nipponic* selon sa propre terminologie). Il y évoquait l'intellectuel anglais ou américain, empirique, concepteur d'une multitude de pyramides de taille modeste, point trop abattu lorsque l'invalidité de l'une de ses petites constructions était démontrée. Il peignait l'intellectuel japonais comme un homme (ou une femme) pourvu(e) d'une roue mobile lui évitant un engagement trop fort dans un modèle trop défini, soucieux avant tout de ne pas oublier la complexité du monde. Il y décrivait l'intellectuel allemand,

architecte d'une impressionnante pyramide unique, mais prêt à s'effondrer psychologiquement si la fausseté de son système était prouvée. Il en venait enfin à l'intellectuel français, bâtisseur comme l'Allemand d'une grande théorie, mais que Galtung représentait joliment comme un hamac tendu entre deux pôles, un système sous tension jamais pris complètement au sérieux par son auteur, lui-même pressé de fuir autour d'un bon déjeuner une discussion de fond. Écoutons Galtung : « Je pense que l'intellectuel allemand (*Teutonic*) croit vraiment ce qu'il dit, une chose que son

équivalent français (*Gallic*) ne ferait jamais vraiment... L'intellectuel français (*Gallic*) aurait plutôt tendance à considérer son modèle comme une métaphore qui jette un peu de lumière sur la réalité mais *ne devrait pas être prise trop au sérieux*⁴. » (C'est moi qui souligne.)

Nous pourrions ne voir ici qu'une reprise scandinave du thème éculé de la légèreté française. Mais quand il est question de racisme, la présence ou l'absence d'esprit de sérieux est un facteur sociologique capital. Car si quelque chose peut rendre le racisme

vraiment dangereux, c'est bien l'esprit de sérieux. C'est lui qui conduira cent familles américaines blanches à déménager lorsqu'une ou deux familles noires s'installeront dans leur rue, ou qui imposera aux Allemands, plongés dans l'effort de la Première Guerre mondiale, de perdre du temps à vérifier que les juifs font bien leur devoir militaire. C'est le même esprit de sérieux qui vient d'entraîner la même Allemagne dans cet incroyable « débat » sur la circoncision des enfants, pour conclure par une loi qu'elle était licite pour les musulmans et les juifs. Les

Français sont incapables de ce genre de sérieux, qui exige des hommes qu'ils respectent réellement les lignes et les frontières définies par l'idéologie. L'attitude française centrale, imposée ici pour son bonheur à toute la périphérie, présente en Charlie comme chez les électeurs du FN ou les gosses des banlieues, n'est nulle part plus apparente que dans les rapports entre les sexes. L'anthropologie concrète se charge de convertir l'homme universel de l'idéologie en femme universelle de la vie quotidienne, l'homme concret différent en une femme concrète

différente, beaucoup plus difficile à rejeter qu'un concept, surtout si elle est très jolie. Hésitant entre une belle exotique et un boudin national, l'universaliste français fera en général le bon choix. Une femme française agira de même⁵. L'absence de sérieux idéologique dans les rapports entre les sexes est un socle sur lequel on peut bâtir. C'est ainsi que la France pourrait rester elle-même, mais surtout pas en cultivant l'idéologie du blasphème, en exhortant à soutenir l'effort d'éducation civique ou au nom de la défense prioritaire de la laïcité, et autres

foutaises grandiloquentes. La France s'en sortira peut-être parce que, Dieu merci, elle n'est jamais complètement sérieuse.

J'ai eu longtemps une foi absolue dans la capacité de mon pays à assimiler les immigrants de toutes origines – juifs, asiatiques, musulmans et noirs. Je dois avouer que le doute m'envahit depuis peu. Paris sera peut-être malgré tout un jour l'une des merveilles de la planète, la ville où auront fusionné des représentants de tous les peuples du monde, une nouvelle Jérusalem où les phénotypes séparés par la dispersion

d'*homo sapiens* sur toute la terre, durant plus de 100 000 ans, auront été mêlés, brassés, recomposés en une humanité libérée de tout sentiment racial. Mais même si la France parvenait finalement à redevenir elle-même, la route sera beaucoup plus chaotique que je ne l'avais imaginé il y a vingt ans. Il est déjà certain que ma génération ne verra pas la terre promise.

-
1. J.B.S Haldane, *The Inequality of Man*, Londres, Penguin, 1932, p. 47-48.
 2. Sur la dimension structurante de l'âge dans la vie sociale, voir Hakim El Karoui, *La Lutte des âges. Comment*

les retraités ont pris le pouvoir, Paris, Flammarion, 2013.

3. François Héran, *Le Temps des immigrés*, Paris, Seuil/La République des Idées, 2007, p. 87-89.
4. « Structure, Culture and Intellectual Style : An Essay Comparing Saxon, Teutonic, Gallic and Nipponic Approaches », *Social Science Information*, Sage, 20, 6, 1981, p. 817-856.
5. La priorité accordée à la perspective masculine n'est pas ici l'effet d'un sexisme latent : le différentialisme se manifeste particulièrement par un refus des hommes du groupe dominant de prendre femme dans le groupe dominé. Ainsi, le taux d'unions mixtes est-il aux États-Unis quatre ou cinq fois plus faible pour les femmes noires que pour les hommes noirs.

